

Section Y: Politique et Gouvernement

Jean Louis Roy¹, *Université McGill*

Les données des tableaux de la Section Y rentrent dans deux catégories importantes. Les séries Y1-296 concernent le gouvernement fédéral et les séries Y297-387 les dix gouvernements provinciaux. Au sein de la première catégorie, les séries Y1-40 renferment des données sur les postes des fonctions exécutive et législative et leurs titulaires, les séries Y41-210 contiennent des renseignements sur les élections et les sessions parlementaires, les séries Y211-263 présentent des statistiques sur les employés du gouvernement et les représentants du Canada à l'étranger, et les séries Y264-296 fournissent des détails sur le rejet des lois provinciales, le pouvoir de réserver des projets de loi provinciaux et les Commissions royales fédérales. Au sein de la seconde catégorie, les séries Y297-301 présentent des données provinciales sur les lieutenants-gouverneurs et les premiers ministres et les séries Y302-387 fournissent des renseignements sur les résultats des élections provinciales.

Les statistiques de la présente section peuvent être classées dans deux groupes principaux en fonction des sources dont elles proviennent. Le premier groupe renferme les données pour lesquelles il existe des dossiers officiels, comme celles qui se rapportent à la monarchie, au gouverneur général et aux lieutenants-gouverneurs des provinces, à la durée des législatures et aux élections. Quant au second, il comprend les statistiques pour lesquelles on ne dispose que de sources officieuses, notamment toutes les données relatives aux résultats remportés aux élections par les partis politiques, à l'affiliation politique des ministres, aux candidats aux élections et aux députés élus. Cette distinction découle de la nature des mécanismes gouvernementaux et électoraux.

Les données officielles sont mises à la disposition du public de plusieurs manières. Premièrement, les actes officiels du gouvernement canadien sont publiés dans la *Gazette du Canada*, publication officielle destinée spécifiquement à cette fin, et ceux des provinces paraissent dans des publications provinciales semblables. On publie donc officiellement les avis d'avènement au trône des monarques, de nomination des gouverneurs généraux et des lieutenants-gouverneurs, de l'établissement de portefeuilles de ministres ou de postes semblables et de la nomination de leurs titulaires, de l'établissement de Commissions royales, de la nomination de commissaires, de la proclamation d'élections et de la dissolution du Parlement. Deuxièmement, les *Débats de la Chambre des communes (hansard)* et d'autres documents parlementaires sont publiés à l'intention du gouvernement fédéral. Certaines provinces publient également les débats de leurs assemblées, mais cette pratique n'est pas générale et lorsqu'elle est suivie, elle est dans la plupart des cas d'origine récente. Troisièmement, les directeurs généraux des élections des gouvernements fédéral et provinciaux publient les résultats des élections en donnant les chiffres figurant sur les listes électorales, les votes recueillis par chaque candidat, les bulletins de vote nuls, etc. Enfin, les dossiers ministériels du gouvernement constituent la source de données comme celles portant sur le nombre d'employés.

Il faut s'en remettre aux sources officieuses pour les statistiques qui, pour une raison ou une autre, ne sont pas recueillies ou préparées par les gouvernements. Sauf dans de rares cas, l'affiliation politique des candidats aux élections n'est pas indiquée sur les bulletins de vote car l'électeur est censé voter pour des personnes. Par conséquent, les résultats obtenus par les partis aux élections doivent être préparés par des particuliers ou des organismes à partir de renseignements, recueillis de diverses façons, qui concernent l'affiliation politique des candidats qui ont été officiellement désignés. De même, la désignation de l'affiliation politique des membres d'organismes élus, de ministères et de leurs titulaires, n'est pas publiée officiellement bien qu'il soit, dans la plupart des cas, assez facile d'obtenir ces renseignements dans les dossiers officiels ou officieux des organes législatifs. Il n'en demeure pas moins que l'expression d'un avis personnel et particulier joue un certain rôle dans le classement des questions se rapportant à l'affiliation politique. Il faut toutefois signaler une exception à la règle décrite plus haut. Depuis les élections fédérales de 1945, on a envoyé aux membres des Forces armées pouvant voter en vertu des dispositions de la Loi sur les élections fédérales un document indiquant l'affiliation politique de chaque candidat, telle qu'annoncée par le candidat lui-même. Plus récemment, certains gouvernements provinciaux ont également indiqué l'affiliation politique sur le bulletin de vote. Même dans ces cas, des problèmes peuvent survenir si, dans une même circonscription électorale, plusieurs personnes se désignent comme les candidats d'un parti politique donné.

La fiabilité des données tant officielles qu'officieuses peut varier en fonction de leur mode de communication. Les données tirées des dossiers officiels des gouvernements sont tout à fait fiables. Les résultats officiels des élections sont également fiables bien qu'ils puissent renfermer des erreurs. Le compte des bulletins de vote se fait en général à chaque bureau de vote. A moins qu'il ne soit nécessaire de procéder à un nouveau dépouillement du scrutin, on ne recompte pas les bulletins. Les bureaux de vote envoient les résultats aux directeurs du scrutin des circonscriptions électorales qui, à leur tour, les expédient au directeur général des élections du Canada ou des provinces. Des erreurs peuvent se produire lors du comptage au bureau de vote, de la transmission des renseignements d'une personne à une autre et de la publication finale des résultats. Elles sont en général peu importantes et peuvent, dans une certaine mesure, se neutraliser. Le reste des données officielles, qui portent sur les employés de la Fonction publique du Canada et sont discutées plus loin de façon plus détaillée, renferment un degré moindre d'exactitude en raison de problèmes de classification du personnel, des dates du dénombrement et des lacunes existant dans les dossiers ministériels des années plus reculées.

L'exactitude des données officieuses varie en fonction de la nature du document et du soin accordé à son traitement. Pour les années plus reculées, lorsque les affiliations politiques étaient pour le moins vagues, il existe d'importantes possibilités d'erreur et, même plus récemment, l'élément de jugement impliqué dans la désignation de l'affiliation politique peut être responsable de certaines inexactitudes. De plus, le groupement des données des circonscriptions électorales destiné à produire des totaux provinciaux et nationaux exige un traitement méthodique. En raison de ces facteurs, diverses sources officieuses se contredisent parfois. On utilise dans ces cas la source que l'on croit être la plus exacte.

La liste suivante des sources utilisées pour la collecte des données comprend à la fois des publications officielles et officieuses. Les publications officielles peuvent fournir des données en provenance de sources officieuses et les publications officieuses peuvent présenter des renseignements tirés de sources officielles.

Publications du gouvernement

Statistique Canada, *Annuaire du Canada*, (11-202 au catalogue), annuel depuis 1905, diverses années, (Ottawa, Approvisionnement et Services Canada); Archives publiques du Canada, *Répertoire des ministères canadiens depuis la Confédération, du 1^{er} juillet 1867 au 1^{er} avril 1973*, (Ottawa, Approvisionnement et Services Canada, 1974); Bureau fédéral de la statistique, *État des fonctionnaires et employés de l'administration fédérale et de leur appointement au mois de janvier, 1912-1924*, (Ottawa, Imprimerie du roi, 1925); Parlement du Canada, *Civil Service Employees: Number, Total Salaries and Bonus* (Ottawa, Imprimerie du roi, 1923); Commission de la Fonction publique, *Personnel Administration in the Public Service, A Review of Civil Service Legislation*, (Ottawa, Imprimerie de la reine, 1955); G.V. LaForest, ministre de la Justice, *Disallowances and Reservations of Provincial Legislation*, (Ottawa, Imprimerie de la reine, 1955); *Débats de la Chambre des communes*, (Ottawa, Approvisionnement et Services Canada); diverses années; *Journaux de la Chambre des communes du Canada*, (Ottawa, Approvisionnement et Services Canada), diverses années; directeur général des élections, *Rapport du directeur général des élections*, diverses années; *A Statistical History of all the Electoral Districts of the Province of Ontario*, (Toronto, sans date); Province de Québec, Bureau de la statistique, *Annuaire du Québec*, (Québec, Éditeur officiel du Québec), annuel depuis 1913; Province de la Saskatchewan, *Who's Who*; Grande-Bretagne, *The Public General Acts and Church Assembly Measure*; 1960, (Londres, Her Majesty's Stationery Office, 1961).

Publications n'émanant pas du gouvernement

J.M. Beck, *The Government of Nova Scotia*, (Toronto, University of Toronto Press, 1957); George Henderson, *Federal Royal Commission in Canada 1867-1966, a Checklist*, (Toronto, University of Toronto Press, 1967); H. McD. Clokie, «Basic Problems of the Canadian Constitution», *Revue canadienne d'économie et de science politique*, vol. 8, n° 2, février 1942; R. Ares, *Dossier sur le pacte fédératif de 1867*, (Montréal, Bellarmin, 1967); *Canadian Parliamentary Companion*, annuel 1862 à 1897 (divers éditeurs et endroits de publication); Copp Clark Publishing, *Canadian Almanac and Directory* (Vancouver, Calgary, Toronto, Montréal), diverses années; R. MacGregor Dawson, *The Government of Canada*, 3^e édition (Toronto, University of Toronto Press, 1957); James G. Foley, *Resume of General Elections, 1896-1911*; *Canadian Annual Review*, publiée à partir de 1960, (Toronto, University of Toronto Press); Paul Gérin-Lajoie, *Constitutional Amendment in Canada*, (Toronto, University of Toronto Press, 1950); J.E. Hodgetts, *Royal Commissions of Inquiry in Canada*, (thèse de maîtrise pour l'Université de Toronto, 1939); Cole Taylor, *The Canadian Bureaucracy: a study of Canadian civil servants and other public employees, 1939-1947*, Duke University Press, 1949; Pierre G. Normandin, éditeur, *Guide parlementaire canadien*, annuel depuis 1898 qui, apparemment, a succédé au *Canadian Parliamentary Companion*, (Ottawa) John Saywell, *The Office of Lieutenant-Governor*, (Toronto, University of Toronto Press, 1957); H.G. Skilling, *Canadian Representation Abroad, from Agency to Embassy*, (Toronto, University of Toronto Press, 1945); Norman Ward, *The Canadian House of Commons: Representation*, (Toronto, University of Toronto Press, 1950).

Les documents parlementaires fédéraux et provinciaux constituent d'importantes sources de renseignements qui renferment un grand nombre de données contenues dans les sources précitées.

L'Acte de l'Amérique du Nord britannique (AANB) de 1867 et ses amendements constituent le document essentiel servant de fondement au gouvernement canadien. Il ne s'agit toutefois pas d'un exposé exhaustif, même pour ce qui est de la partie écrite de la Constitution. D'autres lois du Royaume-Uni, comme le Statut de Westminster de 1931, les lois du Parlement du Canada relatives à certaines questions telles que les chambres du Parlement proprement dites, les techniques électorales et les sujets semblables, et les lois des gouvernements provinciaux relatives à leurs propres mécanismes électoraux et législatifs constituent des exemples de la partie écrite de la structure constitutionnelle. De plus, les dispositions non écrites de la Constitution sont très importantes. Le système du gouvernement du Cabinet, responsable devant le Parlement et, en particulier, la Chambre des communes, qui avait été instauré dans le Royaume-Uni, a été adopté au Canada, et d'autres usages ont également été empruntés au Parlement britannique. Le nombre croissant de conventions qui se sont formées au sein du Parlement canadien proprement dit ainsi qu'au sein des assemblées législatives provinciales constituent également d'importantes parties de la Constitution. (Voir l'*Annuaire du Canada*, 1957-58, pp. 39-41, pour obtenir le texte de l'exposé court mais valable sur lequel est fondé le présent paragraphe.)

Le gouvernement fédéral, postes et titulaires des fonctions exécutive et législative (séries Y1-40)

Y1-2. La monarchie, 1867 à 1978

SOURCE: *Annuaire du Canada*, 1976-77, p. 93.

Y3-5. Gouverneurs généraux, 1867 à 1978

SOURCE: *Annuaire du Canada*, 1976-77, p. 93.

Le gouverneur général du Canada est maintenant nommé par la reine, sur l'avis du premier ministre du Canada. Avant 1890, le gouverneur général était nommé par le monarque sur la recommandation des autorités britanniques seulement mais, par la suite, le gouvernement canadien a été en général (quoique pas toujours) consulté. L'usage actuel remonte à la Conférence impériale de 1926, qui avait reconnu que le gouverneur général n'est ni le représentant ni l'agent du gouvernement britannique mais qu'il représente le monarque. Jusqu'à ce qu'un Canadien soit nommé pour la première

fois gouverneur général du Canada en 1952, le titulaire du poste était toujours un noble britannique. La durée du mandat du gouverneur général n'est pas déterminée, mais elle est en général de six ans. Aucun gouverneur général du Canada n'a été relevé de ses fonctions, même si le gouvernement aurait pu indubitablement demander au monarque la révocation de son représentant. Le gouverneur général est aidé de deux délégués (tous deux juges de la Cour suprême du Canada) qui ont le pouvoir de le remplacer en son absence et, en cas d'une vacance du poste, l'AANB reconnaît le pouvoir d'un administrateur qui peut continuer à assumer les fonctions de représentant de la reine.

Y6-16. Gouvernements canadiens, date d'entrée en fonctions, nombre de portefeuilles, renouvellement du personnel et affiliation politique, 1867 à 1976

SOURCE: *Répertoire des ministères canadiens depuis la Confédération, du 1^{er} juillet 1867 au 1^{er} janvier 1957*; *Annuaire du Canada, 1976-77*, pp. 97-98; *Guide parlementaire canadien*, divers numéros.

Le gouvernement canadien se compose à n'importe quel moment de toutes les personnes qui ont juré de servir de conseillers confidentiels au monarque dans le domaine des affaires publiques. La grande majorité des ministres assument les fonctions de chefs de ministère du gouvernement (par exemple, on dit que le ministre de l'Agriculture détient le portefeuille de l'Agriculture), mais il arrive souvent que le gouvernement comprenne un ou plusieurs «ministre(s) sans portefeuille», qui exercent les mêmes fonctions que tout autre ministre sauf celle de chef de ministère. Au Canada, le gouvernement et le Cabinet se composent en général des mêmes personnes mais, avant 1926, il était d'usage que des titulaires de quelques portefeuilles d'importance secondaire ne fassent pas partie du Cabinet. Les secrétaires parlementaires (députés choisis pour seconder les ministres) ne sont pas officiellement reconnus comme membres du gouvernement, bien qu'après un premier essai effectué au cours de la Première Guerre mondiale, ils aient été acceptés comme éléments permanents de l'appareil gouvernemental. La durée d'un gouvernement n'est pas déterminée, mais elle correspond à celle du mandat du premier ministre, qui reste au pouvoir tant qu'il garde la confiance d'une majorité de députés de la Chambre des communes, et le gouvernement peut donc survivre à plusieurs élections générales. Pendant le mandat d'un gouvernement, il se peut qu'un seul portefeuille soit détenu successivement par plusieurs ministres et qu'un seul ministre détienne tour à tour plusieurs portefeuilles. Il n'est pas rare qu'un poste de ministre soit temporairement vacant et qu'il soit comblé par un ministre suppléant, ou qu'un seul ministre soit titulaire de deux portefeuilles en même temps. Généralement, tous les membres du Cabinet, sauf le leader du gouvernement au Sénat, doivent occuper, ou obtenir, un siège à la Chambre des communes.

Les réserves et définitions suivantes s'appliquent aux séries Y6-16.

Y7. La durée du mandat du gouvernement est comprise entre les dates du début et, de la fin du mandat du premier ministre.

Y8. Le parti indique l'affiliation politique du premier ministre et des membres du Cabinet.

Y9. Le nombre de portefeuilles donne le nombre total de portefeuilles distincts existant pendant que le gouvernement est au pouvoir (à l'exception du poste de premier ministre).

Y10. Le nombre de titulaires présente le nombre total de personnes détenant les portefeuilles indiqués dans la série Y9, qui comprend les ministres par intérim et le premier ministre, s'il était titulaire d'un portefeuille.

Y11. La rubrique *Ministres sans portefeuille, nombre de postes* donne le nombre maximal de postes de ce genre existant à un moment quelconque de la période pendant laquelle le gouvernement est au pouvoir.

Y12. La rubrique *Ministres sans portefeuille, nombre de titulaires* indique le nombre total de titulaires des postes mentionnés dans la série Y11, existant à un moment quelconque de la période pendant laquelle le gouvernement est au pouvoir.

Y13. Les postes ne faisant pas partie du Cabinet correspondent au nombre total de postes de ministre dont les titulaires ne sont pas membres du Cabinet.

Y14. Le nombre de titulaires de postes de ministres non membres du Cabinet correspond au nombre total de personnes occupant ces postes, à n'importe quel moment.

Y15. Les postes de secrétaire parlementaire (le terme a été utilisé pour la première fois dans le gouvernement de M. Borden, 1917-20) sont des postes ne faisant pas partie du Cabinet, occupés par des députés et identifiés par leur titre. Les chiffres donnent le nombre maximal de postes à un moment quelconque du mandat du gouvernement.

Y16. Le nombre de titulaires de postes de secrétaire parlementaire indique le nombre total de personnes occupant ces postes à n'importe quel moment de l'existence du gouvernement.

Y17-29. Accroissement de la représentation à la Chambre des communes et redistribution (générale et partielle), par province, 1867 à 1974

SOURCE: *Annuaire du Canada, 1976-77*, pp. 105-6; Ward, *The Canadian House of Commons*. p. 56.

La représentation à la Chambre des communes du Canada est fondée sur le système prévoyant l'élection d'un seul député par circonscription électorale, adapté pour tenir compte du principe fédéral. Les sièges réservés aux provinces à la Chambre des communes ont été redistribués après chaque recensement décennal selon une formule décrite dans l'AANB. À présent, la Chambre des communes compte un total de 264 sièges répartis entre les provinces, essentiellement en proportion de leur population. Aucune province ne peut avoir moins de représentants à la Chambre des communes qu'au Sénat. La répartition des sièges entre les provinces est déterminée par la loi mais, de 1903 à 1962, la délimitation réelle des circonscriptions électorales au sein de chaque province a été effectuée par des lois préparées par un comité de la Chambre des communes; avant 1903, les circonscriptions électorales étaient créées par des lois proposées par le Cabinet. Depuis 1963, les modifications de la représentation sont régies par la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, qui est appliquée par le Bureau du commissaire à la représentation. La représentation révisée, qui a reçu la sanction royale en décembre 1974, devait entrer en vigueur lors des élections générales de 1979. Chaque province devait avoir le nombre suivant de députés: Ontario, 95; Québec, 75; Nouvelle-Écosse, 11; Nouveau-Brunswick, 10; Manitoba, 14; Colombie-Britannique, 28; Île-du-Prince-Édouard, quatre; Saskatchewan, 14; Alberta, 21; Terre-Neuve, sept; Territoires du Nord-Ouest, deux et Yukon, un, soit un total de 282 députés.

Les séries Y17-29 indiquent les redistributions générales (1872, 1882, 1892, 1903, 1914, 1924, 1933, 1947, 1952, 1968, 1974), les redistributions partielles occasionnées par l'entrée d'une ou plusieurs nouvelles provinces dans la Confédération (1871, 1873, 1887, 1907, 1949) ou par une modification de la Constitution (1915).

Y25-26. Avant leur création en 1905, la Saskatchewan et l'Alberta donnent la représentation des Territoires du Nord-Ouest, à partir desquels elles ont été formées.

Y28. Le Territoire du Yukon était le seul territoire représenté à la Chambre des communes après 1905, jusqu'à la création de la circonscription électorale de Mackenzie River en 1952. Depuis lors, chaque territoire a envoyé un représentant à la Chambre des communes.

Y30-40. Accroissement de la représentation au Sénat du Canada, 1867 à 1975

SOURCE: *Annuaire du Canada, 1976-77*, p. 165; renseignements complémentaires provenant des *Journaux de la Chambre des communes*, divers numéros.

Aux termes des dispositions de l'AANB, la représentation au Sénat du Canada visait initialement à donner une représentation égale de 24 sénateurs à chacune des trois principales régions du Canada: les provinces Maritimes, le Québec et l'Ontario, soit un total de 72 sénateurs. Après la création des quatre provinces de l'Ouest, la même égalité a été accordée à la région de l'Ouest par une modification apportée à la Constitution en 1915, et le nombre total de sénateurs est passé à 96. L'entrée de Terre-Neuve dans la Confédération en 1949 a détruit la symétrie de la représentation au Sénat, mais il avait été convenu en 1915 qu'advenant l'entrée de Terre-Neuve dans le Canada, la province devait recevoir le même nombre de sièges que chacune des quatre dernières provinces qui avaient bénéficié du principe fondamental de l'égalité. Le nombre de sénateurs est donc passé à 102 en 1949. En 1975, une loi du Parlement a modifié la Constitution canadienne pour permettre au Yukon et aux Territoires du Nord-Ouest, respectivement, d'être représentés par un sénateur. Le Sénat compte donc maintenant un total de 104 membres.

Le gouvernement fédéral, élections et sessions parlementaires (séries Y41-210)

Y41-50. Dates des élections générales et sessions des législatures fédérales, 1867 à 1974

SOURCE: *Annuaire du Canada, 1976-77*, p. 165; renseignements complémentaires provenant des *Journaux de la Chambre des communes*, divers numéros.

Le Parlement du Canada est élu pour une durée non précisée. Aux termes de l'AANB, la durée d'une législature est fixée à un maximum de cinq ans, à partir de la date du retour des brefs certifiant l'élection de chaque député. En 1916, la durée de la 12^e législature a été prorogée d'un an en vertu d'une modification de la Constitution. Dans le délai de cinq ans prévu par la loi, le gouvernement est libre de choisir la date de la dissolution de la législature, d'élections générales, et de l'ouverture et de la clôture (ou de la prorogation) de chaque session parlementaire. Le gouvernement recommande au gouverneur général d'annoncer la décision prise. La dissolution met fin à la législature et est suivie à brève échéance d'élections.

Y45. La rubrique «Durée de la session, jours» comprend certaines rectifications apportées aux données de base pour tenir compte du fait que, pour une raison inexplicée, les sources officielles déduisent de la durée de la session de nombreux jours de vacances, en général pendant les longues sessions. Lorsqu'on a pu les découvrir, ces jours omis ont été ajoutés au total des chiffres de la série Y45.

Y46. Les jours des séances de la Chambre des communes ne sont pas disponibles avant 1936, mais ils peuvent être calculés pour chaque année à partir des *Journaux de la Chambre des communes*. On trouve de légères discordances dans les sources. Par exemple, l'*Annuaire du Canada* de 1945, p. 58, déclare que la durée de la 18^e législature était de 4 ans, 3 mois et 13 jours tandis que les *Journaux de la Chambre des communes* de 1951, p. 61, précisent qu'elle était de 4 ans, 2 mois et 16 jours.

Y51-74. Élections générales, nombre d'électeurs inscrits et votes recueillis, par province et élections, 1896 à 1974

SOURCE: *Annuaire du Canada*, diverses éditions; Foley, *Resume of General Elections, 1896-1911*. Avant 1911, il n'existait aucun calcul officiel du nombre d'électeurs inscrits sur les listes; les rapports détaillés des élections générales sont publiés par circonscription électorale dans les *Documents parlementaires* après chaque élection générale entre 1867 et 1908. Foley a recueilli ses statistiques alors qu'il était secrétaire de la Chancellerie, et elles sont donc pratiquement officielles. Pour obtenir des détails sur les changements dans l'électorat, voir Ward, *The Canadian House of Commons*.

Au Canada, les listes d'électeurs sont établies pour chaque élection générale lors d'un dénombrement de porte à porte; dans les régions urbaines, l'électeur doit être inscrit sur la liste afin de pouvoir voter tandis que dans les régions rurales, il peut prêter serment le jour des élections. Depuis 1920, l'électorat a été déterminé par le Parlement du Canada mais, pendant deux périodes, de 1867 à 1885 et de 1898 à 1920, l'électorat provincial a été utilisé pour les élections fédérales; pendant la plus grande partie de ces périodes, on s'est également servi des listes électorales provinciales. Les colonnes intitulées «Votes recueillis» indiquent le nombre d'électeurs qui votent et comprennent les votes nuls, qui jouent maintenant un rôle négligeable dans les élections.

Les séries Y55-58 de 1896 à 1965, et les séries Y59-60 et Y63-64, de 1896 à 1930, sont biaisées en raison de l'existence de circonscriptions comptant deux députés. Dans chaque cas, chaque électeur disposait de deux votes, mais n'était compté qu'une seule fois en tant qu'électeur: c'est ainsi qu'en 1965, dans l'Île-du-Prince-Édouard par exemple, 24,250 électeurs ont déposé 44,895 votes dans une circonscription. Voir à ce sujet l'*Annuaire du Canada* (diverses éditions) qui donne également des renseignements sur le faible biais des résultats causé par d'occasionnelles élections par acclamation. Les séries Y73-74 comprennent les circonscriptions électorales du Yukon et de Mackenzie River, de 1953 à 1958; le Yukon seulement, de 1908 à 1949; et les Territoires du Nord-Ouest seulement, de 1896 à 1900. (L'Alberta et la Saskatchewan ont été créées en 1905 sur la superficie des Territoires du Nord-Ouest.)

Le droit de voter aux élections fédérales a été accordé aux femmes pour la première fois sous la forme d'un suffrage restreint, en 1917, lorsque les femmes apparentées aux membres des Forces armées ont pu voter, et il est devenu universel aux élections de 1921.

Y75-198. Votes recueillis lors des élections fédérales, selon le parti et la province, 1896 à 1974

SOURCE: Foley, *Resume of General Elections, 1896-1911*; *Canadian Annual Review, 1917*, p. 643; 1921, p. 509; 1925-6, p. 45; directeur général des élections du Canada. Les séries de 1926 à 1940 ont été calculées par la Presse canadienne et ensuite par le directeur général des élections, qui a été prié après 1944 de vérifier l'affiliation politique pour aider les électeurs des Forces armées.

Les calculs des résultats des élections effectués par les partis sont tout au plus semi-officiels. Le nombre de votes réels recueillis par chaque candidat dans chaque circonscription est d'abord compté par le scrutateur dans chaque bureau de vote, et communiqué au directeur du scrutin de la circonscription électorale qui, à son tour, le transmet au directeur général des élections. L'affiliation politique des candidats ne figure pas sur les bulletins de vote ou d'autres documents officiels, sauf ceux utilisés par les membres des Forces armées. Les séries relatives à chaque élection générale indiquent, dans la colonne de gauche, le parti qui a recueilli le plus de voix, sans pour autant (comme ce fut le cas en 1926 et 1957) gagner les élections.

Y80. La rubrique «Autres» se rapporte plus souvent aux indépendants du Québec qu'à tout autre groupe de candidats. Toutefois, un grand nombre de partis ont fait leur apparition après les élections générales de 1917, et les colonnes «Autres» englobent les votes recueillis par plus de vingt groupes distincts, qui sont tous identifiés dans les calculs effectués par le directeur général des élections après 1944, et par la Presse canadienne de 1926 à 1940.

Y199-210. Députés élus aux élections fédérales, selon le parti et la province, 1867 à 1974

SOURCE: *Canadian Parliamentary Companion*; *Guide parlementaire canadien*; *Canadian Annual Review*; *Canadian Almanac and Directory*; pour toutes les années pendant lesquelles ils ont été publiés.

Les séries reposent essentiellement sur les calculs des résultats des élections effectués par les journaux ainsi que sur la propre déclaration par chaque député de son affiliation politique, qui figure dans des ouvrages biographiques tels que le *Guide parlementaire canadien*.

On ne conserve pas de statistiques officielles sur les résultats obtenus aux élections par les partis et on peut contester la classification de certains députés, surtout pour les années plus reculées. Les sources renferment des données contradictoires, et le tableau a été, autant que possible, corrigé à la lumière d'autres données. Chaque résultat d'élections générales indique d'abord le parti gagnant.

L'appellation populaire du Parti libéral remonte à peu de temps après la Confédération; avant cela, ses membres se donnaient le nom de «réformateurs» ou de «libéraux». Le parti qui s'appelle maintenant conservateur-progressiste a changé de nom plusieurs fois; il s'est appelé conservateur-progressiste de 1945 à date, Gouvernement national en 1940, conservateur et conservateur-libéral avant 1935, sauf en 1917, lorsque la plupart des candidats conservateurs (et de nombreux libéraux) se sont présentés comme unionistes. Ces divers changements de nom ne sont pas tous indiqués dans les séries.

Employés et représentation à l'étranger du gouvernement fédéral (séries Y211-263)

Y211-259. Emploi dans l'administration fédérale, selon le ministère, le département et le service, 1900 à 1977

SOURCE: de 1968 à 1977, Statistique Canada, *L'emploi dans l'administration publique fédérale*, (72-004 au catalogue) de 1968 à 1977; de 1924 à 1967, Statistique Canada, *Annuaire du Canada*, (11-202 au catalogue), diverses années; de 1912 à 1924, Statistique Canada, *État des fonctionnaires et employés de l'administration fédérale et de leur appointment au mois de janvier, 1912-1924*; de 1900 à 1915, Dossiers parlementaires, *Civil Service Employees*.

Il n'existe aucune série statistique constamment fiable classant les employés du gouvernement par ministère ou organisme. Il a été impossible de constituer un seul ensemble uniforme de séries en raison de l'effet conjoint de facteurs comme les changements de nom et la réorganisation interne des ministères, le transfert de services d'un ministère à un autre, et les changements apportés aux critères servant à classer les fonctionnaires dans les catégories des employés permanents, occasionnels et temporaires ainsi qu'aux dossiers les concernant. C'est pourquoi les statistiques présentées dans ces séries doivent être utilisées avec une extrême prudence. On peut obtenir auprès de Statistique Canada un état indiquant les limitations de la portée des statistiques tirées de l'*Annuaire du Canada*. Pour permettre aux utilisateurs d'évaluer la compatibilité des séries présentées dans les trois sources, on indique le chevauchement des données pour 1924 et pour la période comprise entre 1912 et 1915. Le rapport intitulé *Civil Service Employees* présente en fait des données portant sur la période de 1900 à 1922.

Pour la période de 1924 à 1958, l'*Annuaire du Canada* donne des tableaux relatifs à l'emploi dans l'administration publique portant des titres différents pour diverses années. Les chiffres présentés dans ces tableaux sont soumis aux réserves et restrictions indiquées dans les éditions respectives de l'*Annuaire du Canada*, ainsi qu'à celles signalées dans les présentes remarques. La série de 1925 à 1952 était initialement destinée à n'enregistrer que les employés visés par la Loi sur le service civil mais, selon Statistique Canada, il existait une grande diversité dans les méthodes utilisées par les ministères pour déclarer le nombre de leurs employés, de sorte que certaines listes n'incluent pas tous les fonctionnaires visés par la loi tandis que d'autres comprennent des employés qu'elle ne touche pas. Une nouvelle série (décrite dans l'*Annuaire du Canada* de 1954, p. 101 a été créée après 1954.

L'*État des fonctionnaires et employés de l'administration fédérale et de leur appointment au mois de janvier, 1912-1924*, portant sur les années 1912 à 1924 inclusivement, est maintenant un document rare. Cette deuxième source n'est en général pas comparable à la première car elle repose sur des calculs effectués sur une autre base que celle utilisée pour les tableaux de l'*Annuaire du Canada* après 1924.

La source des chiffres antérieurs à 1915, qui s'intitule «*Civil Service Employees*», publiée en 1923 par ordre du Parlement, est aussi un document rare. Cette source utilise une base très différente pour le calcul de ses statistiques, et les chiffres antérieurs à 1915 tirés de ce document ne sont en général pas comparables à ceux des années postérieures provenant des autres sources. Chacune de ces trois sources utilise une période différente comme base de sélection.

On peut trouver des détails complémentaires sur le nombre d'employés entre 1878 et 1900 (non précisé ici car il a été impossible de réunir des chiffres complets) dans les *Rapports du vérificateur général du Canada* parus après 1878, et dans les *Listes civiles* publiées annuellement à partir de 1867.

Toutes les statistiques présentées dans ce tableau, selon les sources, révèlent le nombre total d'employés (permanents et temporaires, occasionnels et autres, et faisant partie des services intérieurs et extérieurs, qui comprennent le personnel travaillant à Ottawa et ailleurs), que l'on peut à juste titre classer, sur la foi des dossiers, dans le personnel des ministères et services désignés. On reconnaît que ce calcul des totaux peut être trompeur, surtout dans le cas de ministères employant un grand nombre de travailleurs occasionnels. En outre, la comparaison des deux séries de données chevauchantes des années 1912 à 1915 semble indiquer que les chiffres présentés dans la publication *Civil Service Employees* doivent avoir omis, pour le moins, un nombre important d'employés des services extérieurs de certains ministères, entre autres ceux des Postes (série Y241) et des Transports (série Y255). Dans certains cas, les remarques détaillées de la dernière source mentionnée précisent que les chiffres ne portent que sur le service intérieur. Pour les séries de 1953 à 1955 et de 1956 à 1958, l'*Annuaire du Canada* subdivise les totaux en totaux partiels. Le tableau ne présente pas séparément les ministères et services vraiment provisoires comme ceux du Registraire général, de l'Industrie, des Ressources et du Développement industriel, des Mines et Ressources, de la Reconstruction et des Approvisionnements et des Munitions et Approvisionnements. Il ne mentionne pas non plus des organismes tels que la Commission d'établissement de soldats (de 1918 à 1948 lorsque ses activités ont été intégrées dans le ministère des Affaires des anciens combattants) ni le ministère du Rétablissement des soldats dans la vie civile (1918 à 1927), pour lesquels on peut trouver des statistiques dans les trois sources précitées. Autant que possible, les ministères provisoires sont comptés avec les ministères plus récents auxquels ils ont ultérieurement donné naissance, et ces totalisations sont expliquées ci-dessous. D'autres ministères et services qui ont été absorbés dans des ministères nouveaux ou réorganisés sont mentionnés plus loin.

Les séries ne comprennent pas le nombre important d'employés (qui se chiffre maintenant à 130,000 environ) travaillant pour les sociétés de la Couronne ne relevant pas des ministères et d'autres entreprises publiques. Les tableaux relatifs à l'emploi dans ces organismes, qui présentent des totaux pour 22 entreprises seulement, ont été publiés pour la première fois dans l'*Annuaire du Canada* de 1955, p. 115 et ont été présentés dans la même source jusqu'en 1972. Depuis lors, les données paraissent dans le bulletin intitulé «*L'emploi dans l'administration publique fédérale*». On peut calculer des chiffres détaillés par entreprise en se fondant sur les déclarations annuelles de la plupart des diverses entreprises et sur les données que certaines d'entre elles ont fournies aux comités de la Chambre des communes.

Dans les remarques présentées ci-dessous pour chaque série, les dates d'établissement des ministères sont tirées du premier rapport annuel du ministère lui-même.

Y211. Le «total» est le total général des séries Y212-259. Les totaux relatifs aux années 1933 à 1936 donnés dans l'*Annuaire du Canada* ont été ajustés pour exclure les employés de la Société Radio-Canada qui ne sont plus comptés dans les chiffres depuis 1937, lorsque la commission est devenue une société et que ses employés ont cessé de faire partie de la Fonction publique. De même, les employés de la Commission de la capitale nationale (et de la Commission du district fédéral qui l'avait précédée) ont été décomptés du total de la série Y242 «Conseil privé» de 1953 à 1955 car, pour autant qu'on ait pu le constater, ils n'avaient pas été compris avant 1953 ni après 1955 lorsqu'ils ont été déclarés avec les employés des sociétés de la Couronne. Les totaux pour les années 1912 à 1924, tirés de la publication intitulée «*État des fonctionnaires et employés de l'administration fédérale au mois de janvier*», qui sont donnés dans la source, représentent les sommes des chiffres des séries Y212-259.

Pour les années 1956 à 1959, le total combine les catégories «Taux courant de classement» et «Employés occasionnels et autres» présentées dans l'*Annuaire du Canada*; de 1953 à 1955, les totaux, après rectification, regroupent les catégories «Classés» et «Exclus».

Y212. Cette série relative au ministère de l'Agriculture, créé en 1867, comprend, de 1900 à 1915, le total des employés permanents et autres. De 1912 à 1922, les chiffres comprennent un petit nombre d'employés de la Commission de conservation.

Y213. Le bureau du vérificateur général, établi en 1878, a rempli les mêmes fonctions générales depuis sa création.

Y214. Cette série, relative au poste de directeur général des élections, créé en 1920, contient des statistiques portant sur des années antérieures qui se rapportent au personnel concerné du Secrétariat d'État. Les statistiques ne visent que les employés travaillant à Ottawa.

Y215. Le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, créé en 1949, comprend les employés de services faisant auparavant partie d'autres ministères. Le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration regroupait la Direction de l'administration, la Direction de la citoyenneté canadienne et la Direction d'enregistrement de la citoyenneté canadienne qui faisaient auparavant partie du Secrétariat d'État (série Y250) ainsi que les directions de l'immigration et des affaires indiennes qui relevaient auparavant du ministère des Mines et Ressources.

Pour la période comprise entre 1900 et 1936, cette série comprend des statistiques du ministère de l'Immigration et de la Colonisation, établi en 1917. De 1867 à 1892, les questions d'immigration étaient confiées au ministère de l'Agriculture et, de 1892 à 1917, au ministère de l'Intérieur. De 1900 à 1915, cette série tirée de la publication *Civil Service Employees* ne comprend que les employés des services intérieurs. Voir également la remarque se rapportant à la série Y219.

En 1966, le service de l'immigration a été transféré au ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration (série Y234).

Y216. Le ministère des Communications, constitué en 1969, comprend des employés qui travaillaient auparavant dans d'autres ministères ou organismes comme le Conseil national de recherches (série Y238) et le ministère des Transports (série Y255). Les données sur l'emploi sont disponibles depuis 1970. Voir également la remarque se rapportant à la série Y241 relative au ministère des Postes.

Y217. Le ministère de la Consommation et des Corporations, créé en 1967, englobe l'ancien ministère du Registraire général du Canada, qui n'avait existé comme ministère distinct qu'en 1966 et 1967. Avant 1966, le bureau du Registraire général faisait partie du Secrétariat d'État (série Y250).

Y218. Le ministère de la Production de défense, établi en 1951, comprend les statistiques du ministère de la Reconstruction et des Approvisionnements (1945 à 1949) et des Munitions et Approvisionnements (1940 à 1945). Comme ce dernier n'a été organisé qu'après l'année financière 1939-40, on ne dispose d'aucune donnée pour 1940. La production de défense a été confiée au ministère des Approvisionnements et Services (série Y253) en 1970. Voir également la remarque se rapportant à la série Y244 qui explique l'augmentation du nombre d'employés qui s'est produite en 1965.

Y219. Créé en 1966, le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources a changé de nom plusieurs fois pendant la période étudiée ici. Il s'appelait ministère des Mines de 1907 à 1935, ministère des Mines et Ressources de 1935 à 1949, et ministère des Mines et des Relevés techniques de 1949 à 1966. En 1936, les anciens ministères de l'Immigration et de la Colonisation, des Affaires indiennes, et de l'Intérieur ont été rattachés au ministère des Mines et Ressources. Les deux derniers ministères sont présentés séparément pour la période antérieure à 1936. De 1900 à 1915, les séries relatives à tous les ministères tirées de la publication «*Civil Service Employees*» n'indiquent que le nombre d'employés des services intérieurs.

Y220. Le ministère de l'Environnement, constitué en 1971, comprend les anciens ministères des Pêcheries (série Y223) et des Forêts (série Y224) ainsi que le Service de l'environnement atmosphérique, relevant auparavant du ministère des Transports (série Y255), la Direction des eaux intérieures, préalablement rattachée au ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources (série Y219) ainsi que le Service de la faune et le Service des terres, qui faisaient anciennement partie du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien (série Y227).

Y221. Le ministère des Affaires extérieures, créé en 1909, comprenait le personnel du Cabinet du premier ministre avant 1948. Depuis lors, ce personnel a été rattaché au Conseil privé. Créée en 1947, la Division de l'information du ministère englobait l'ancien Service central d'information. Les employés de ce service, pour 1946-47, et de son prédécesseur, la Commission d'information en temps de guerre, pour la période de 1943 à 1945, ont été ajoutés au personnel du ministère des Affaires extérieures. Les données relatives à la Commission mixte internationale ont été comprises dans celles du ministère des Affaires extérieures depuis 1912.

Y222. Créé en 1869, le ministère des Finances comprend le personnel du bureau du Contrôleur du Trésor de 1934 à 1969 et, au besoin, le personnel du *Comité de surveillance des contrats du gouvernement*, de la *Commission des prix et du commerce en temps de guerre* et d'autres groupes semblables. La série comprend les fonctionnaires travaillant dans tous les services intérieurs et extérieurs.

Y223. Le ministère des Pêcheries a été créé en 1930 à partir d'un élément composant de l'ancien ministère de la Marine et des Pêcheries (voir également la remarque se rapportant à la série Y255). En 1969, il a été rattaché au nouveau ministère des Pêches et Forêts, et les données relatives aux Pêches englobent celles se rapportant aux Forêts (série Y224) pour les années 1970 et 1971. Depuis 1972, les données relatives aux Pêches sont comprises dans celles du ministère de l'Environnement (série Y220).

Y224. Le ministère des Forêts et du Développement rural a été établi en 1960 à partir des directions concernées du ministère de l'Agriculture et du ministère du Nord canadien et des Ressources nationales. En 1969, la Direction des forêts du ministère a fusionné avec celle des Pêches (série Y223), et les données relatives à 1970 et 1971 sont comprises avec celles des Pêches. Depuis 1972, les données sont incluses dans celles du ministère de l'Environnement (série Y220).

Y225. La série intitulée «Gouverneur général et lieutenants-gouverneurs» ne renferme que des chiffres se rapportant au personnel et ne comprend pas les postes de gouverneur général ou de lieutenants-gouverneurs proprement dits; avant 1953, les chiffres ne se rapportaient qu'au Secrétariat du gouverneur général.

Y226. Créé en 1880, le ministère des Affaires indiennes disparaît en 1936 lorsqu'il est rattaché au ministère des Mines et Ressources. La série portant sur la période de 1900 à 1915, tirée de la publication *Civil Service Employees*, ne comprend que des employés des services intérieurs. Voir également la remarque se rapportant à la série Y219. En 1949, les Affaires indiennes ont été confiées au ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration (série Y215) et les données qui s'y rapportent sont comprises avec celles de ce ministère de 1950 à 1966. Depuis 1967, les données figurent dans la série relative au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien (série Y227).

Y227. Le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien a été créé en 1966 pour remplacer le ministère du Nord canadien et des Ressources nationales. Voir également la remarque se rapportant à la série Y240.

Y228. Le ministère de l'Industrie et du Commerce a été constitué en 1969 à partir des anciens ministères de l'Industrie et du Commerce. Le ministère de l'Industrie a eu une brève existence (de 1963 à 1969) et les données se rapportant à ces années sont comprises avec celles du ministère du Commerce (série Y254).

Y229. Le Département des Assurances, établi en 1875 à l'intérieur du ministère des Finances, est présenté séparément car il a été érigé en département indépendant en 1910.

Y230. Créé en 1873, le ministère de l'Intérieur disparaît en 1936 lorsqu'il est rattaché au ministère des Mines et Ressources, appelé par la suite ministère des Mines et des Relevés techniques pour redevenir plus tard le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources. De 1900 à 1915, cette série, qui est tirée de la publication *Civil Service Employees*, ne donne que le nombre d'employés des services intérieurs. Voir également la remarque se rapportant à la série Y219.

Y231. Le ministère de la Justice, établi en 1868, comprend le personnel relevant du Commissaire des services pénitentiaires et du bureau du Solliciteur général jusqu'en 1966, lors de la création du nouveau ministère du Solliciteur général (série Y251). De 1952 à 1956, les données comprennent environ 300 juges, qui étaient alors classés dans la catégorie des employés salariés.

Y232. Cette série se rapportant au ministère du Travail, créé en 1900, ne comprend, de 1900 à 1915, que les données relatives aux employés à temps plein, tirées de la publication *Civil Service Employees* et, ensuite, les statistiques présentées dans l'*Annuaire du Canada* pour les diverses années.

Y233. La série relative à la législation comprend des statistiques se rapportant à la Chambre des communes, au Sénat et à la Bibliothèque du Parlement; les données relatives à ces trois organismes sont enregistrées séparément dans les sources jusqu'en 1952, et présentées ensemble par la suite. Les dossiers de la Chambre des communes ont été détruits dans l'incendie de 1916, et les séries de 1912 à 1916 ne se rapportent qu'au Sénat et à la Bibliothèque du Parlement.

Y234. Le ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration a été constitué en 1966 à partir de la Direction de l'immigration du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration (série Y215) et de certains services antérieurement rattachés au ministère du Travail (série Y232). Voir également la remarque se rapportant à la série Y257.

Y235. Créé en 1922, le ministère de la Défense nationale comprend l'ancien ministère de la Milice et de la Défense, le Service naval et la Commission de l'air. La série n'indique que le nombre d'employés civils permanents. De 1941 à 1947, les données comprennent les employés des Services nationaux de guerre.

Y236. Les données sur l'Office national du film, fondé en 1939, sont présentées séparément bien que l'Office ait été rattaché successivement à divers ministères, et les statistiques concernant ses employés ont été produites de façon irrégulière. L'Office n'était pas organisé pendant l'année financière 1939-40; les statistiques relatives à ses employés ont été comprises dans celles du ministère du Commerce pour 1941, et dans celles du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social pour la période de 1945 à 1947.

Y237. Le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social a été créé en 1944 à partir d'un service de l'ancien ministère des Pensions et de la Santé nationale et des organismes qui l'avaient précédé. Le ministère des Pensions et de la Santé nationale avait, quant à lui, été constitué en 1928 à partir du ministère du Rétablissement des soldats dans la vie civile, créé en 1918, du ministère de la Santé, instauré en 1919 de la Commission de pension du Canada, établie en 1917, et du Bureau fédéral d'appel, constitué en 1926. De 1916 à 1918, la Commission des hôpitaux militaires avait été, à son tour, rattachée au ministère du Rétablissement des soldats dans la vie civile qui, de 1919 à 1928, était de loin l'organisme qui comptait le plus grand nombre d'employés, soit 8,121 en 1920, 3,823 en 1923 et 1,890 en 1928. En 1945, un grand nombre d'employés du ministère ont été transférés au nouveau ministère des Affaires des anciens combattants. Voir également la remarque se rapportant à la série Y236.

Y238. Le personnel du Conseil national de recherches, qui a été créé en 1917 et dont les premiers laboratoires ont été établis à Ottawa en 1928, faisait partie du ministère du Commerce avant 1934. La série comprend le personnel de la Commission de contrôle de l'énergie atomique, qui a été instaurée en 1946 et constitue un organisme distinct.

Y239. La série comprend le personnel du ministère du Revenu national, créé en 1927, ainsi que celui des ministères qui l'ont précédé, soit le ministère des Douanes et de l'Accise (1921 à 1927) et le ministère des Douanes et du Revenu intérieur (1918 à 1921). Avant 1918, les Lois sur les douanes et les recettes fiscales étaient appliquées par des ministères distincts, et les statistiques antérieures à 1918 regroupent les données en provenance de ces ministères. Les séries relatives aux années 1900 à 1915, tirées de la publication *Civil Service Employees*, comprennent à la fois les employés des services intérieurs et ceux des services extérieurs. Les chiffres de 1924 et 1925 renferment les données sur le personnel relevant du Commissaire de l'impôt sur le revenu, qui sont présentées à part dans l'*Annuaire du Canada* de 1925, p. 997. De 1917 à 1924, les statistiques tirées de la publication *État des fonctionnaires de l'administration fédérale au mois de janvier* comprennent également ces données.

Y240. Le ministère du Nord canadien et des Ressources nationales a été créé en 1953 à partir de l'ancien ministère des Ressources et du Développement. Avant 1950, il faisait partie du ministère des Mines et Ressources. Voir également les remarques se rapportant aux séries Y219, Y220 et Y227.

Y241. La série touchant le ministère des Postes, établi en 1867, ne présente que des données, tirées de la publication *Civil Service Employees*, se rapportant au personnel des services intérieurs pour la période de 1900 à 1915. De 1970 à 1972, les données sur le ministère des Postes ont été comprises dans celles du nouveau ministère des Communications. Les chiffres provenaient des rapports annuels du ministère des Postes et leur somme était déduite du total afin de fournir des données pour le ministère des Communications. Voir également la remarque se rapportant à la série Y216.

Y242. Le Conseil privé a été créé en 1867 et, aux fins de l'administration, est considéré comme un ministère du gouvernement depuis 1946. La série ne comprend pas les employés de la Commission d'information en temps de guerre (1943-44), du Service central d'information (1944 à 1946), de la Commission du district fédéral ni de la Commission de la capitale nationale (pendant toute leur existence). En 1958, 21 employés de la Commission royale d'enquête sur les écarts de prix des denrées alimentaires et de la Commission royale d'enquête sur l'énergie ont été inclus dans le personnel du Conseil privé. Les données relatives au Cabinet du premier ministre, comprises dans celles du ministère des Affaires extérieures avant 1948, ont aussi été intégrées dans celles du Conseil privé de 1948 à 1977. Voir également les remarques se rapportant aux séries Y211 et Y221.

Y243. Les données relatives aux Archives publiques et à la Bibliothèque nationale, qui ont été fondées respectivement en 1872 et 1953, sont regroupées dans les sources officielles après 1953. Avant cette date, la série ne se rapporte qu'aux archives, sauf pour 1951 et 1952, lorsque six et huit membres du personnel du Centre bibliographique ont été inclus. Avant 1913, les statistiques relatives aux archives étaient comprises dans celles du ministère de l'Agriculture.

Y244. Le département des Impressions et de la Papeterie publiques, créé en 1886, a été rattaché au Secrétariat d'État jusqu'en 1963. La même année, tous les services d'imprimerie ont été confiés au ministère de la Production de défense et ont été désignés sous le nom d'Imprimerie du gouvernement canadien. Les données relatives à l'emploi ne révèlent la diminution du nombre d'employés qu'à partir de 1965. Le département des Impressions et de la Papeterie publiques a cessé d'exister lorsque le petit nombre d'employés constituant le reste de son personnel a été transféré au ministère des Approvisionnements et Services en 1970.

Y245. Créée en 1967, la Commission de la Fonction publique a remplacé la Commission du service civil qui avait existé de 1908 à 1966. Les statistiques relatives aux employés se rapportent aux mêmes fonctions pendant toute la période étudiée.

Y246. Le ministère des Travaux publics a été constitué en 1867. De 1900 à 1915, les données tirées de la publication *Civil Service Employees* n'ont trait qu'aux services intérieurs. Les statistiques sur le personnel portent sur des fonctions assez semblables pendant toute la période considérée.

Y247. Le ministère de l'Expansion économique régionale a été créé en 1969 à partir de la Direction du développement rural de l'ancien ministère des Forêts et du Développement rural (série Y224). Les statistiques ont commencé à paraître en 1970.

Y248. La Gendarmerie royale du Canada a été créée en 1873 sous le nom de Police montée du Nord-Ouest. Les statistiques de cette série ne comprennent que le personnel administratif avant 1953. Depuis 1953, le personnel du corps proprement dit est compris dans les sources officielles.

Y249. Le ministère d'État aux Sciences et à la Technologie a été établi en 1971, mais on n'a publié des statistiques distinctes sur le nombre d'employés qu'en 1973.

Y250. Cette série se rapportant au Secrétariat d'État, créé en 1867, renferme des statistiques assez comparables pendant toute la période analysée. De 1920 à 1927, le personnel du Bureau des brevets et des droits d'auteur (qui relevait auparavant du ministère de l'Agriculture), enregistré séparément dans les sources officielles, a été compté avec celui du Secrétariat d'État; la série inclut aussi, pour 1940 et 1941, le personnel du bureau du Surintendant des faillites, qui était aussi présenté séparément et, pour 1950 à 1955, le personnel du Séquestre des biens ennemis, également enregistré à part. De 1950 à 1966, les données relatives à la citoyenneté étaient incluses dans celles du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration (série Y215). Depuis 1967, la citoyenneté relève de nouveau du Secrétariat d'État.

Y251. Le Solliciteur général est devenu un ministère distinct du gouvernement en 1966, et il comprend le Service canadien des pénitenciers. Avant 1966, les données étaient incluses dans celles du ministère de la Justice (série Y231).

Y252. Statistique Canada (ancien Bureau fédéral de la statistique) a été créé en 1918. Les données sur l'emploi ont été publiées séparément depuis 1967. Avant cette date, les chiffres étaient compris dans ceux du ministère du Commerce (série Y254).

Y253. Le ministère des Approvisionnements et Services, constitué en 1969, comprend l'ancien ministère de la Production de défense (série Y218) et le bureau de Contrôleur du Trésor (qui était auparavant rattaché au ministère des Finances, série Y222) ainsi que de petites parties d'autres ministères.

Y254. Les données relatives au ministère du Commerce, établi en 1887, sont à peu près comparables jusqu'en 1966. Depuis 1967, les données se rapportant à Statistique Canada (série Y252) sont présentées séparément. En 1969, le ministère du Commerce et le ministère de l'Industrie ont fusionné pour donner naissance au nouveau ministère de l'Industrie et du Commerce (série Y228). Voir également les remarques concernant les séries Y236 et Y238.

Y255. Créé en 1936, le ministère des Transports englobe divers ministères et organismes antérieurs. Il a été constitué à partir des anciens ministères de la Marine et des Chemins de fer et Canaux, et de la Direction de l'aviation civile du ministère de la Défense nationale.

Pour les années 1930 à 1936, la série comprend les employés des ministères de la Marine, des Chemins de fer et Canaux et de la Commission des chemins de fer. Le ministère de la Marine, quant à lui, a été établi en 1930, lorsque le ministère de la Marine et des Pêcheries s'est scindé pour donner naissance au ministère de la Marine et au ministère des Pêcheries. Avant 1930, le personnel du secteur des pêcheries est compris dans cette série. Voir également la remarque concernant la série Y223.

Y256. Constitué en 1867, le Conseil du Trésor a fait partie du ministère des Finances (série Y222) jusqu'en 1966, lorsqu'il est devenu un ministère distinct du gouvernement. Depuis 1967, les données relatives au Conseil du Trésor sont présentées à part.

Y257. La Commission d'assurance-chômage a été créée en 1940 et les données relatives à ses employés sont disponibles depuis 1942. En 1977, la Commission d'assurance-chômage a fusionné avec le ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration (série Y234) pour former la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada. Comme les séries de ce tableau s'arrêtent en 1977, aucun chiffre n'est fourni pour le nouvel organisme.

Y258. Le ministère d'État aux Affaires urbaines a été établi en 1971 et les données s'y rapportant sont disponibles depuis 1972.

Y259. Les données touchant le ministère des Affaires des anciens combattants, créé en 1944, incluent de 1945 à 1948 le personnel de la Commission d'établissement de soldats et, avant 1945, elles comprennent uniquement ce personnel. La série ne contient pas de statistiques sur le ministère du Rétablissement des soldats dans la vie civile (1916 à 1927), qui a donné naissance au ministère des Pensions et de la Santé nationale en 1928. Voir également la remarque concernant la série Y237.

Y260-263. Représentation du gouvernement canadien à l'étranger, 1867 à 1977

SOURCE: Statistique Canada, *Annuaire du Canada, 1976-77*, pp. 1215-23; dossiers de la Direction des affaires historiques, ministère des Affaires extérieures. Voir aussi Skilling, *Canadian Representation Abroad, from Agency to Embassy*.

Avant la Conférence impériale de 1926, le seul représentant officiel du Canada à l'étranger était le haut-commissaire accrédité auprès du Royaume-Uni, dont le poste avait été créé en 1880. Bien que le Canada eût commencé à jouer un rôle important dans la négociation de traités commerciaux avec d'autres pays peu après sa création, les représentants du gouvernement britannique ont continué à exercer leurs fonctions officielles de consignataires des traités jusqu'à la Première Guerre mondiale. Les progrès accomplis par le Canada dans le domaine de la négociation de traités politiques furent plus lents, et il fallut attendre qu'il reçoive le statut fédéral en 1926 (confirmé dans le Statut de Westminster de 1931) pour que le Canada et les autres membres du Commonwealth jouent le rôle de nations entièrement souveraines dans le domaine des affaires extérieures. L'autonomie dans les affaires intérieures avait été acquise bien avant cette date. Après 1926, la représentation du Canada à l'étranger n'a cessé de s'accroître, comme l'indiquent les séries Y260-263. Le statut des représentants est hiérarchique: le haut-commissaire (dans les pays du Commonwealth) et l'ambassadeur (dans les autres pays) occupent le rang le plus élevé, les autres échelons étant occupés dans l'ordre par le ministre, le chargé d'affaires, le consul général et le consul. Avant la Seconde Guerre mondiale, le Canada ne comptait que six représentants portant le titre d'ambassadeur et quatre celui de haut-commissaire, accrédités auprès des pays du Commonwealth. Cette situation a énormément changé pendant les années 40, 50 et 60, à mesure que le Canada établissait des relations diplomatiques avec les pays nouvellement créés.

Rejet des lois provinciales par le gouvernement fédéral, réserve des projets de loi provinciaux et Commissions royales fédérales (séries Y264-296)

Y264-266. Modifications réglementaires apportées à l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867 à 1975

SOURCE: il n'existe aucune liste officielle des modifications apportées à l'AANB de 1867 mais, selon l'avis général des experts, les modifications visent plus de lois que seulement celles postérieures à 1867 qui portent également le nom d'Acte de l'Amérique du Nord britannique. La liste présentée dans la série Y264-266 est tirée d'une monographie type de Gérin-Lajoie intitulée *Constitutional Amendment in Canada*, complétée par des données figurant dans l'ouvrage de Dawson, *The Government of Canada*, et des données britanniques, *The Public General Acts and Church Assembly Measure, 1960*. Les experts ne s'entendent toutefois pas sur le nombre et la classification des modifications apportées à l'AANB de 1867. Pour obtenir une liste un peu différente de celle présentée dans les séries Y264-266, voir Clokie, «Basic Problems of the Canadian Constitution», dans la *Revue canadienne d'économie et de science politique*, vol. 8, n° 1, (février 1942), pp. 1-32. La référence officielle de chaque loi se rapporte à l'année du règne du monarque (par exemple, 9 Élisabeth II représente la neuvième année du règne d'Élisabeth II). Voir également *Actes de l'Amérique du Nord britannique 1867 à 1975 codification* (codifié le 1^{er} juin 1976), Ottawa, Approvisionnement et Services Canada, 1976.

Jusqu'en 1949, la plupart des articles pertinents de l'AANB ne pouvaient être modifiés officiellement que par le Parlement du Royaume-Uni, qui avait voté la loi initiale. Toutes les modifications effectuées avant 1949 sont des lois du Royaume-Uni. En 1949, le Parlement du Canada a assumé la responsabilité de légiférer sur les dispositions de l'AANB qui se rapportent uniquement à la partie de la Constitution ayant trait au gouvernement fédéral.

Y267-270. Provinces et territoires, dates et processus d'entrée dans la Confédération, et superficie actuelle, 1867 à 1976

SOURCE: *Annuaire du Canada, 1976-77*, pp. 35 et 80. Le lecteur est invité à consulter cette source s'il désire obtenir des renseignements plus détaillés sur la modification de la superficie de plusieurs provinces et des territoires après leur délimitation initiale. Voir également les séries L1-2.

L'entrée des provinces dans le Canada s'est faite de trois manières, soit par leur création initiale en tant que provinces en 1867, leur formation ultérieure à partir de territoires faisant eux-mêmes partie du Canada et l'entrée comme provinces de nouvelles régions qui ne faisaient pas auparavant partie du Canada. L'AANB de 1867 reconnaissait le pouvoir du gouvernement canadien d'admettre certaines colonies comme provinces et, en 1871, étendait ce pouvoir pour permettre la création de nouvelles provinces à partir des territoires. Ainsi, la Colombie-Britannique, l'Île-du-Prince-Édouard et Terre-Neuve sont entrées dans la Confédération comme entités établies. Les provinces des Prairies ont été formées de parties des territoires qui avaient été achetés à la Compagnie de la Baie d'Hudson en 1870, et ensuite annexés au Canada. Dès qu'une nouvelle province est créée, le gouvernement canadien n'a plus le pouvoir de modifier la loi régissant la création de cette province; il peut seulement en modifier les limites, uniquement s'il a obtenu le consentement de la province.

Y271-281. Nombre de lois provinciales rejetées par le gouvernement fédéral, selon la province et la décennie, 1867 à 1976

SOURCE: LaForest, *Disallowance and Reservation of Provincial Legislation*, pp. 83-101. La source énumère chaque loi en donnant ses références, son titre et les raisons de son rejet, ainsi que la date du rapport du ministre de la Justice, et présente d'autres références.

Le gouvernement canadien a le pouvoir absolu de rejeter toute loi émanant d'une assemblée provinciale dans l'année suivant son vote. Ce pouvoir a été largement utilisé pendant les quatre décennies qui ont immédiatement suivi 1867, mais son usage est maintenant rare, l'évolution générale qui s'est produite dans les domaines politique, juridique et économique ayant contribué à consolider la position des provinces au sein de la Confédération. Ce pouvoir absolu existe toujours en droit, et il n'est pas rare que certains groupes organisés tentent de persuader le gouvernement fédéral de l'utiliser contre diverses lois provinciales impopulaires.

Certaines des statistiques plus anciennes sont en un sens trompeuses car le gouvernement fédéral a parfois rejeté effectivement plusieurs fois la même loi provinciale; la série indique chaque rejet distinct.

Y282-292. Nombre de projets de lois provinciaux réservés par les lieutenants-gouverneurs, selon la province et la décennie, 1867 à 1976

SOURCE: LaForest, *Disallowance and Reservation of Provincial Legislation*, pp. 102-115. Cette source comprend un examen détaillé et une liste des projets de loi réservés ainsi que des renseignements sur la décision rendue à l'égard de chaque bill et sur les raisons l'ayant motivée; James R. Mallorey, «The Lieutenant-Governor's Discretionary Powers: The Reservation of Bill 56» *Revue canadienne d'économie et de science politique*, Toronto, vol. 27, 1961.

Le lieutenant-gouverneur de chaque province, qui est nommé par le gouverneur général sur l'avis du premier ministre du Canada, a le pouvoir de refuser de sanctionner tout projet de loi adopté par l'assemblée provinciale, et de le renvoyer au gouvernement fédéral pour qu'il fasse connaître sa décision. Si le gouvernement fédéral ne prend aucune mesure de quelque nature pendant un an, le projet de loi cesse d'exister; toutefois, le gouvernement canadien peut également ordonner de sanctionner le bill ou le sanctionner lui-même. En général, le gouvernement fédéral estimait que les lieutenants-gouverneurs ne devaient réserver un projet de loi provincial que sur l'ordre d'Ottawa, mais, en fait, la plupart des projets de loi ont été réservés spontanément et, dans la plupart des cas, le gouvernement fédéral n'a pris aucune mesure. Comme c'était le cas pour le rejet des lois provinciales, l'exercice du pouvoir de réserve est devenu moins fréquent, mais il a été utilisé en 1961, lorsque le lieutenant-gouverneur de la Saskatchewan a réservé un bill sans en avoir reçu l'ordre et qu'il a été prié en temps utile de la sanctionner.

Y293-295. Commissions royales fédérales, 1867 à 1976

SOURCE: Henderson, George F., *Federal Royal Commissions in Canada, 1867-1966*, complété par une liste disponible sur photocopie au Conseil privé; J.C. Courtney et John Childs, *Canadian Royal Commissions of Inquiry; 1946 to 1962: An Investigation of an Executive Instrument of Inquiry*, thèse de doctorat, Université Duke.

La définition de l'expression «Commission royale» n'est pas claire du tout. Il y a lieu de croire qu'elle s'applique à toutes les commissions instituées aux termes de la Partie I de la Loi sur les enquêtes, mais ces commissions comprennent de nombreuses enquêtes secondaires portant sur des accusations personnelles de sectarisme d'autres sujets analogues. Il se peut que la colonne intitulée «commissions secondaires» omette un certain nombre de ces commissions. Les commissions créées aux termes de la Partie II de la Loi sur les enquêtes ne portent pas le grand sceau et, techniquement, ne peuvent donc pas recevoir le titre de «Commissions royales». Pourtant, dans ce cas également, plusieurs commissions d'enquête importantes instituées en tant que «commissions ministérielles» aux termes de la Partie II ont été considérées comme des «Commissions royales». Le tableau comprend certaines de ces commissions. Plusieurs autres lois renferment des dispositions sur la conduite d'enquêtes publiques, et les commissaires nommés en vertu de ces lois ont souvent été choisis pour diriger des commissions royales. Citons à titre d'exemple l'Acte concernant le conflit de réclamation entre occupants de terre dans le Manitoba (38 Victoria, chap. 53 (1875), la Loi sur les coalitions, la Loi sur les juges (pour étudier le cas du congédiement d'un juge). Avant le vote de la Loi des enquêtes en matière de différends industriels, de nombreuses commissions avaient déjà été créées pour étudier les conflits du travail. Ces commissions ont été classées pour la plupart dans la colonne intitulée «commissions secondaires». Le classement des commissions dans les catégories des commissions «principales» et «secondaires» est fondé sur l'importance du sujet et (ou) la valeur du (des) rapport(s).

Y296. Sujet des principales Commissions royales, 1867 à 1976

SOURCE: voir les séries Y293-295.

La série Y296 donne le titre des principales Commissions royales fédérales désignées dans la série Y293.

Gouvernements provinciaux, lieutenants-gouverneurs et premiers ministres (séries Y297-301)

Y297-298. Lieutenants-gouverneurs, par province, 1867 à 1976

SOURCE: ministère des Affaires provinciales, Terre-Neuve-, MacKinnon, *The Government of Prince Edward Island*; Secrétaire provincial adjoint, Nouvelle-Écosse; Beck, *The Government of Nova Scotia*; *Annuaire du Québec*, Québec, divers numéros; *Who's Who* de la Saskatchewan, divers numéros; *Annuaire du Canada*, divers numéros; *Guide parlementaire canadien*, divers numéros. Voir également Saywell, *The Office of Lieutenant-Governor*.

Le lieutenant-gouverneur est théoriquement le chef de l'exécutif de chaque province. Il est nommé et rémunéré par le gouvernement fédéral, généralement pour une période de cinq ans, bien qu'il puisse être au besoin révoqué, et il devait initialement jouer le rôle de représentant fédéral dans chaque province. En vertu d'une décision judiciaire, son poste a été élevé à un rang comparable à celui du gouverneur général, c'est-à-dire qu'il est le représentant de Sa Majesté dans chaque province. Ses fonctions sont surtout protocolaires, mais les lieutenants-gouverneurs ont exercé leurs pouvoirs de réserver ou de refuser de sanctionner les projets de loi plus souvent que les gouverneurs généraux du Canada ou les monarques du Royaume-Uni. Les pouvoirs et le prestige attachés au poste de lieutenant-gouverneur dépendent de la personnalité de son titulaire et varient d'une province à l'autre, mais, en général, leur importance a diminué dans tout le Canada depuis 1867.

Le lieutenant-gouverneur n'en continue pas moins à faire partie intégrante de chaque législature provinciale.

Y299-301. Gouvernements et premiers ministres des provinces, 1867 à 1976

SOURCE: MacKinnon, *The Government of Prince Edward Island*; Secrétaire provincial adjoint, Nouvelle-Écosse; Beck, *The Government of Nova Scotia*; *Annuaire du Québec*, Québec, divers numéros; *Saskatchewan Archives Board*; greffier de l'assemblée législative de l'Alberta; Secrétaire provincial adjoint, Colombie-Britannique; ainsi que diverses éditions du *Canadian Parliamentary Companion*, du *Guide parlementaire canadien* et de l'*Annuaire du Canada*.

Depuis leur création, la plupart des provinces ont reconnu le rôle du premier ministre en tant que chef du gouvernement disposant de la majorité à l'assemblée, bien que le professeur W.L. Morton ait observé dans «Encyclopedia Canadiana», vol. 2, p. 45, qu'il est douteux que le poste de premier ministre ait été reconnu au Manitoba avant 1874. Il est certain que les pouvoirs du premier ministre et sa conception de ses fonctions et de ses relations avec les autres éléments du gouvernement provincial n'ont pas été identiques dans toutes les provinces depuis leur entrée dans la Confédération.

Pour les années plus reculées, la détermination de l'affiliation politique est, dans plusieurs cas, difficile et, dans certains cas, impossible. Quoiqu'il en soit, l'étiquette d'un parti provincial ne signifie pas toujours, à présent comme dans le passé, qu'un premier ministre provincial chef d'un parti appuie sincèrement le même parti à l'échelon fédéral ou qu'il accorde une grande importance au parti portant le même nom dans les autres provinces.

Gouvernements provinciaux, élections provinciales (séries Y302-387)

Y302-387. Élections des gouvernements provinciaux, position des partis et importance de la législature, 1867 à 1977

SOURCE: directeur général des élections, Terre-Neuve; MacKinnon *The Government of Prince Edward Island*; directeur général des élections, Île-du-Prince-Édouard; directeur général des élections, Nouvelle-Écosse; Secrétaire provincial, Nouveau-Brunswick; *Annuaire du Québec*, Québec, diverses éditions; directeur général des élections, Ontario; *A Statistical History of All the Electoral Districts of the Province of Ontario since 1867*; *Saskatchewan Archives Board*; greffier de l'assemblée législative de l'Alberta; directeur général des élections, Colombie-Britannique, et diverses éditions du *Canadian Parliamentary Companion* du *Guide parlementaire canadien*, du *Canadian Almanac and Directory* et de l'*Annuaire du Canada*.

Les données touchant les résultats obtenus aux élections provinciales par les partis comprennent quelques-unes des statistiques politiques les plus vagues du Canada et doivent être utilisées avec prudence. Par exemple, le secrétaire provincial adjoint de l'Île-du-Prince-Édouard a confirmé que les renseignements contenus dans le *Guide parlementaire canadien* peuvent être considéré comme officiels pour l'Î.-P.-É., bien qu'ils renferment des données contradictoires et comportent notamment des dates différentes pour la même élection et diverses affiliations politiques pour les mêmes personnes. Les autres provinces semblent avoir conservé des statistiques officielles de leurs élections depuis la Confédération.

Certaines réserves particulières s'appliquent à plusieurs parties des séries Y302-387.

Premièrement, les circonscriptions élisant plusieurs députés sont beaucoup moins nombreuses maintenant qu'elles ne l'étaient dans le passé. En Nouvelle-Écosse, par exemple, toutes les circonscriptions éalisaient au moins deux députés de 1876 à 1916; à présent, il ne subsiste plus que trois circonscriptions choisissant deux députés. Voir les *Acts of Nova Scotia*: 1914, chap. 16; 1932, chap. 19; 1948, chap. 47; 1955, chap. 7.

Deuxièmement, les séries Y327-335 ne comprennent pas l'ancien Conseil législatif du Québec. En 1968, le Québec a été la dernière province à se départir d'un parlement bicaméral, bien que plusieurs des plus anciennes provinces aient eu auparavant deux chambres. Toutes les séries Y302 à 387 se rapportent uniquement aux chambres basses.

Troisièmement, les affiliations politiques au Manitoba (séries Y347-359) n'ont pas toujours été assez nettes pour permettre l'établissement de totalisations et, dans le passé (spécialement en 1870 et 1874), le nombre de députés dont l'affiliation était inconnue (indiquée dans la colonne «Autre») est formidable. Une étude détaillée des résultats obtenus par les partis au Manitoba exige plus de réserves qu'on ne peut en faire ici. Les principales réserves qui s'appliquent aux séries Y347-359 sont les suivantes: a) après 1932, la colonne «Libéral et Libéral progressiste» représente un regroupement des partisans libéraux et progressistes qui ne peut être séparé; b) les élections de 1941, 1945 et 1949 ont entraîné la création de gouvernements de coalition dont les statistiques ne précisent pas le type (voir le *Guide parlementaire canadien* pour l'année en cause); c) selon le *Guide parlementaire canadien*, 21 candidats du «Gouvernement» qui étaient des libéraux, d'après les portraits biographiques parus dans le numéro de 1921 de la même publication, furent élus aux élections de 1921, bien que d'autres libéraux se fussent présentés contre les candidats du «Gouvernement» aux élections.

Quatrièmement, la province de la Colombie-Britannique signale que l'élection de 1903 (séries Y379-387) a été la première élection qui fut disputée dans le cadre de l'organisation en partis, ce qui explique les lacunes figurant dans le tableau pour les années antérieures à cette date. Pour les élections antérieures à 1903, le *Guide parlementaire canadien* n'utilise que deux catégories, soit celles du «Gouvernement» et de l'«Opposition» pour identifier les candidats.

L'auteur de la présente section désire mentionner qu'il a utilisé l'excellent ouvrage du Dr. Norman Ward, préparé pour l'édition de 1965 de *Historical Statistics of Canada*. La bibliographie a été mise à jour et des changements mineurs ont été apportés à l'introduction du Dr. Ward.

Séries Y1-2. La monarchie, 1867 à 1978

Durée du règne	Monarque	Avènement
	1	2
1952- ¹	Élisabeth II	6 février 1952
1936-1952	Georges VI	11 décembre 1936
1936	Édouard VIII	20 janvier 1936 ²
1910-1936	Georges V	6 mai 1910
1901-1910	Édouard VII	22 janvier 1901
1837-1901	Victoria I	20 juin 1837

¹ Au 31 décembre 1978.

² A abdiqué avant d'être couronné.

Séries Y3-5. Gouverneurs généraux, 1867 à 1978

Durée des fonctions	Nom- bre	Gouverneur général	Nomination	Entrée en fonctions
	3		4	5
1973- ¹	21	Le très honorable Jules Léger C.C., C.M.M., C.D.	5 octobre 1973	14 janvier 1974
1967-1973	20	Le très honorable Roland Michener C.C., C.M.M., C.D.	29 mars 1967	17 avril 1967
1959-1967	19	Le major-général Georges Philias Vanier D.S.O., C.M., C.D.	1 ^{er} août 1959	15 septembre 1959
1952-1959	18	Le très honorable Vincent Massey C.H.	24 janvier 1952	28 février 1952
1946-1952	17	Le maréchal vicomte Alexander de Tunis K.G., G.C.B., G.C.M.G., C.S.I., D.S.O., C.M., A.D.C.	1 ^{er} août 1945	12 avril 1946
1940-1946	16	Le major-général comte d'Athlone K.G., C.P. G.C.B., G.C.M.G., G.C.V.O., D.S.O.	3 avril 1940	21 juin 1940
1935-1940	15	Le baron Tweedsmuir d'Elsfield G.C.M.G., G.C.V.O., C.H.	10 août 1935	2 novembre 1935
1931-1935	14	Le comte de Bessborough G.C.M.G.	9 février 1931	4 avril 1931
1926-1931	13	Le vicomte Willingdon de Rattou G.C.S.I., G.C.I.E., G.B.E.	5 août 1926	2 octobre 1926
1921-1926	12	Le général baron Byng de Vimy G.C.B., G.C.M.G., M.V.O.	2 août 1921	11 août 1921
1916-1921	11	Le duc de Devonshire K.G., G.C.M.G., G.C.V.O.	19 août 1916	11 novembre 1916
1911-1916	10	S.A.R. le maréchal duc de Connaught K.G.	21 mars 1911	13 octobre 1911
1904-1911	9	Le comte Grey G.C.M.G.	26 septembre 1904	10 décembre 1904
1898-1904	8	Le comte de Minto G.C.M.G.	30 juillet 1898	12 novembre 1898
1893-1898	7	Le comte d'Aberdeen K.T., G.C.M.G.	22 mai 1893	18 septembre 1893
1888-1893	6	Le baron Stanley de Preston G.C.B.	1 ^{er} mai 1888	11 juin 1888
1883-1888	5	Le marquis de Lansdowne G.C.M.G.	18 août 1883	23 octobre 1883
1878-1883	4	Le marquis de Lorne K.T., G.C.M.G.	5 octobre 1878	25 novembre 1878
1872-1878	3	Le comte de Dufferin K.P., K.C.B., G.C.M.G.	22 mai 1872	25 juin 1872
1869-1872	2	Le baron Lisgar G.C.M.G.	29 décembre 1868	2 février 1869
1867-1869	1	Le vicomte Monck G.C.M.G.	1 ^{er} juin 1867	1 ^{er} juillet 1867

¹ Au 31 décembre 1978.

Séries Y6-16. Gouvernements canadiens, durée du mandat, nombre de portefeuilles, renouvellement du personnel et affiliation politique, 1867 à 1976

Année	Nombre	Premier ministre	Durée du mandat	Parti ¹	Portefeuilles		Ministres sans portefeuille		Ministres non membres du Cabinet		Secré-taires parle-mentaires		
					Nom- bre	Nom- bre de titu- laires	Nom- bre de postes	Nom- bre de titu- laires	Nom- bre de postes	Nom- bre de titu- laires	Nom- bre de postes	Nom- bre de titu- laires	
	6		7		8	9	10	11	12	13	14	15	16
1968-1963-1968	20	Le très honorable Pierre Elliot Trudeau	20 avril 1968 ²	Lib.	34	120	7	18	–	–	32	140	
1957-1963	19	Le très honorable Lester Bowles Pearson	22 avril 1963-20 avril 1968	Lib.	31	68	3	12	–	–	26	54	
1948-1957	18	Le très honorable John George Diefenbaker	21 juin 1957-22 avril 1963	Cons.	22	37	3	4	–	–	19	29	
1935-1948	17	Le très honorable Louis-Stephen St-Laurent	15 novembre 1948-21 juin 1957	Lib.	25	51	2	3	–	–	18	38	
1930-1935	16	Le très honorable William Lyon Mackenzie King	23 octobre 1935-15 novembre 1948	Lib.	32	86	2	4	–	–	17	25	
1926-1930	15	Le très honorable Richard Bedford Bennett	7 août 1930-23 octobre 1935	Cons.	21	34	4	5	–	–	–	–	
1926	14	Le très honorable William Lyon Mackenzie King	25 septembre 1926-7 août 1930	Lib.	24	31	2	2	–	–	–	–	
1921-1926	13	Le très honorable Arthur Meighen	29 juin 1926-25 septembre 1926	Cons.	20	34	4	5	–	–	–	–	
1920-1921	12	Le très honorable William Lyon Mackenzie King	29 décembre 1921-28 juin 1926	Lib.	22	41	5	8	1	1	–	–	
1917-1920	11	Le très honorable Arthur Meighen	10 juillet 1920-29 décembre 1921	Unioniste	22	33	4	4	1	1	–	–	
1911-1917	10	Le très honorable Sir Robert Laird Borden	12 octobre 1917-10 juillet 1920	Unioniste	24	38	4	4	1	1	3	5	
1896-1911	9	Le très honorable Sir Robert Laird Borden	10 octobre 1911-12 octobre 1917	Cons.	21	43	3	3	3	4	–	–	
1896	8	Le très honorable Sir Wilfrid Laurier	11 juillet 1896-6 octobre 1911	Lib.	18	46	2	5	3	6	–	–	
1894-1896	7	Le très honorable Sir Charles Tupper	1 ^{er} mai 1896-8 juillet 1896	Cons.	15	15	3	3	1	1	–	–	
1892-1894	6	L'honorable Sir Mackenzie Bowell	21 décembre 1894-27 avril 1896	Cons.	15	31	3	4	3	4	–	–	
1891-1892	5	Le très honorable Sir John Sparrow David Thompson	5 décembre 1892-12 décembre 1894	Cons.	13	13	2	2	3	3	–	–	
1878-1891	4	L'honorable Sir John Joseph Caldwell Abbott	16 juin 1891-24 novembre 1892	Cons.	14	23	1	1	–	–	–	–	
1873-1878	3	Le très honorable Sir John Alexander Macdonald	17 octobre 1878-6 juin 1891	Cons.	16	50	2	4	–	–	–	–	
1867-1873	2	L'honorable Alexander Mackenzie	7 novembre 1873-8 octobre 1878	Lib.	14	35	2	2	–	–	–	–	
	1	L'honorable Sir John Alexander Macdonald	1 ^{er} juillet 1867-5 novembre 1873	Cons.	15	45	–	–	–	–	–	–	

¹ Voir la remarque se rapportant aux séries W165-176, dans l'édition précédente, pour obtenir des détails sur les changements successifs de nom des partis officiels.

² Au 31 décembre 1976.

Séries Y17-29. Accroissement de la représentation à la Chambre des communes et redistribution (générale et partielle) par province, 1867 à 1974

Année	Total pour le Canada	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest
	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
1974 ¹	282	7	4	11	10	75	95	14	14	21	28	1	2
1968	264	7	4	11	10	74	88	13	13	19	23	1	1
1953	265	7	4	12	10	75	85	14	17	17	22	1	1
1952	265	7	4	12	10	75	85	14	17	17	22	2 ²	–
1949 ³	262	7	4	13	10	73	83	16	20	17	18	1	–
1947	255	–	4	13	10	73	83	16	20	17	18	1	–
1933	245	–	4	12	10	65	82	17	21	17	16	1	–
1924	245	–	4	14	11	65	82	17	21	16	14	1	–
1915 ³	235	–	4	16	11	65	82	15	16	12	13	1	–
1914	234	–	3	16	11	65	82	15	16	12	13	1	–
1907 ³	221	–	4	18	13	65	86	10	<u>10</u>	<u>7</u>	7	1	–
1903	214	–	4	18	13	65	86	10	10 ⁴	7	7	1	–
1892	213	–	5	20	14	65	92	7	4 ⁴	6	6	–	–
1887 ³	215	–	6	21	16	65	92	5	4 ⁴	6	6	–	–
1882	211	–	6	21	16	65	92	5	–	–	6	–	–
1873 ³	206	–	6	21	16	65	88	4	–	–	6	–	–
1872	200	–	–	21	16	65	88	4	–	–	6	–	–
1871 ³	185	–	–	19	15	65	82	4	–	–	–	–	–
1867	181	–	–	19	15	65	82	–	–	–	–	–	–

¹ La nouvelle représentation devait entrer en vigueur lors des élections générales de 1979.

² Comprend un député de Mackenzie River.

³ Voir la remarque se rapportant aux séries Y17-29.

⁴ Territoires du Nord-Ouest.

Séries Y30-40. Accroissement de la représentation au Sénat du Canada, 1867 à 1975

Année	Total pour le Canada	Provinces de l'Atlantique				Québec	Ontario	Provinces de l'Ouest			
		Terre- Neuve	Île-du- Prince- Édouard	Nouvelle Écosse-	Nouveau- Brunswick			Manitoba	Saskat- chewan	Alberta	Colombie- Britan- nique
	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40
1975 ¹	104	6	4	10	10	24	24	6	6	6	6
1949	102	6	4	10	10	24	24	6	6	6	6
1915	96	–	4	10	10	24	24	6	6	6	6
1905	87	–	4	10	10	24	24	4	4	4	3
1903	83	–	4	10	10	24	24	4	4 ²		3
1892	81	–	4	10	10	24	24	4	2 ²		3
1887	80	–	4	10	10	24	24	3	2 ²		3
1882	78	–	4	10	10	24	24	3	–		3
1873	77	–	4	10	10	24	24	2	–		3
1871	77	–	–	12	12	24	24	2	–		3
1870	74	–	–	12	12	24	24	2	–		–
1867	72	–	–	12	12	24	24	–	–		–

¹ En juin 1975, le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest étaient chacun représentés par un sénateur.

² Territoires du Nord-Ouest.

Séries Y41-50. Dates des élections générales et sessions des législatures fédérales, 1867 à 1974¹

An- née des élec- tions	Lé- gis- la- ture	Ses- sion	Date d'ouverture	Date de prorogation	Durée de la session (jours)	Séan- ces de la Cham- bre des com- munes (jours)	Date des élections	Brefs rapportables	Dissolution	Durée des législatures
	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50
1974	30 ^e	3 ^e	18 octobre 1977	–	–	–	–	–	–	–
		2 ^e	12 octobre 1976	17 octobre 1977	370	174	–	–	–	–
		1 ^{re}	30 septembre 1974	12 octobre 1976	743	343	–	–	–	–
1972	29 ^e	2 ^e	27 février 1974	8 mai 1974	71	50	30 octobre 1972	20 novembre 1972	9 mai 1974	1an, 5m, 20j
		1 ^{re}	4 janvier 1973	26 février 1974	418	206	8 juillet 1974	30 juillet 1974	–	–
1968	28 ^e	4 ^e	17 février 1972	1 ^{er} septembre 1972	197	91	25 juin 1968	25 juillet 1968	1 ^{er} septembre 1972	4ans, 1m, 8j
		3 ^e	8 octobre 1970	16 février 1972	497	244	–	–	–	–
		2 ^e	23 octobre 1969	7 octobre 1970	349	155	–	–	–	–
		1 ^{re}	12 septembre 1968	22 octobre 1969	386	199	–	–	–	–
1965	27 ^e	2 ^e	8 mai 1967	23 avril 1968	352	155	8 novembre 1965	9 décembre 1965	23 avril 1968	2ans, 4m, 15j
		1 ^{re}	18 janvier 1966	8 mai 1967	476	250	–	–	–	–
1963	26 ^e	3 ^e	5 avril 1965	8 septembre 1965	157	53	8 avril 1963	8 mai 1963	8 septembre 1965	2ans, 4m, 1j
		2 ^e	18 février 1964	3 avril 1964	411	248	–	–	–	–
		1 ^{re}	16 mai 1963	21 décembre 1963	220	117	–	–	–	–
1962	25 ^e	1 ^{re}	27 septembre 1962	5 février 1963	131	72	18 juin 1962	18 juillet 1962	6 février 1963	6m, 20j
1958	24 ^e	5 ^e	18 janvier 1962	18 avril 1962	117	93	31 mars 1958	30 avril 1958	19 avril 1962	3ans, 11m, 20j
		4 ^e	17 novembre 1960	–	–	–	31 mars 1958	30 avril 1958	–	–
		3 ^e	14 janvier 1960	10 août 1960	210	146	–	–	–	–
		2 ^e	15 janvier 1959	18 juillet 1959	185	127	–	–	–	–
		1 ^{re}	12 mai 1958	6 septembre 1958	117	93	–	–	–	–
1957	23 ^e	1 ^{re}	14 octobre 1957	1 ^{er} février 1958	111	78	10 juin 1957	8 août 1957	1 ^{er} février 1958	5m, 25j
1953	22 ^e	5 ^e	8 janvier 1957	12 avril 1957	95	71	10 août 1953	8 octobre 1953	12 avril 1957	3ans, 6m, 5j
		4 ^e	26 novembre 1956	8 janvier 1957	44	5	–	–	–	–
		3 ^e	10 janvier 1956	14 août 1956	218	152	–	–	–	–
		2 ^e	7 janvier 1955	28 juillet 1955	203	140	–	–	–	–
		1 ^{re}	12 novembre 1953	26 juin 1954	227	139	–	–	–	–
1949	21 ^e	7 ^e	20 novembre 1952	14 mai 1953	176	108	27 juin 1949	25 août 1949	13 juin 1953	3ans, 9m, 20j
		6 ^e	28 février 1952	20 novembre 1952	267	87	–	–	–	–
		5 ^e	9 octobre 1951	29 décembre 1951	82	56	–	–	–	–
		4 ^e	30 janvier 1951	9 décembre 1951	253	105	–	–	–	–
		3 ^e	29 août 1950	29 janvier 1951	154	17	–	–	–	–
		2 ^e	16 février 1950	30 juin 1950	135	90	–	–	–	–
		1 ^{re}	15 septembre 1949	10 décembre 1949	87	64	–	–	–	–
1945	20 ^e	5 ^e	26 janvier 1949	30 avril 1949	95	59	11 juin 1945	9 août 1945	30 avril 1949	3ans, 8m, 22j
		4 ^e	5 décembre 1947	30 juin 1948	209	119	–	–	–	–
		3 ^e	30 janvier 1947	17 juillet 1947	169	115	–	–	–	–
		2 ^e	14 mars 1946	31 août 1946	171	118	–	–	–	–
		1 ^{re}	6 septembre 1945	18 décembre 1945	104	76	–	–	–	–
1940	19 ^e	6 ^e	19 mars 1945	16 avril 1945	29	19	26 mars 1940	17 avril 1940	16 avril 1945	5ans
		5 ^e	27 janvier 1944	31 janvier 1945	39	136	–	–	–	–
		4 ^e	28 janvier 1943	26 janvier 1944	364	120	–	–	–	–
		3 ^e	22 janvier 1942	27 janvier 1943	371	124	–	–	–	–
		2 ^e	7 novembre 1940	21 janvier 1942	441	105	–	–	–	–
		1 ^{re}	16 mai 1940	5 novembre 1940	174	61	–	–	–	–
1935	18 ^e	6 ^e	25 janvier 1940	25 janvier 1940	1	1	14 octobre 1935	9 novembre 1935	25 janvier 1940	4ans, 2m, 16j
		5 ^e	7 septembre 1939	13 septembre 1939	7	6	–	–	–	–
		4 ^e	12 janvier 1939	3 juin 1939	143	103	–	–	–	–
		3 ^e	27 janvier 1938	1 ^{er} juillet 1938	156	102	–	–	–	–
		2 ^e	14 janvier 1937	10 avril 1937	87	62	–	–	–	–
		1 ^{re}	6 février 1936	23 juin 1936	139	91	–	–	–	–
1930	17 ^e	6 ^e	17 janvier 1935	5 juillet 1935	170	–	28 juillet 1930	18 août 1930	15 août 1935	4ans, 11m, 29j
		5 ^e	25 janvier 1934	3 juillet 1934	160	–	–	–	–	–
		4 ^e	6 octobre 1932	27 mai 1933	213	–	–	–	–	–
		3 ^e	4 février 1932	26 mai 1932	113	–	–	–	–	–
		2 ^e	12 mars 1931	3 août 1931	145	–	–	–	–	–
		1 ^{re}	8 septembre 1930	22 septembre 1930	15	–	–	–	–	–
1926	16 ^e	4 ^e	20 février 1930	30 mai 1930	100	–	14 septembre 1926	2 novembre 1926	30 mai 1930	3ans, 7m
		3 ^e	7 février 1929	14 juin 1929	128	–	–	–	–	–
		2 ^e	26 janvier 1928	11 juin 1928	138	–	–	–	–	–
		1 ^{re}	9 décembre 1926	14 avril 1927	127	–	–	–	–	–
1925	15 ^e	1 ^{re}	7 janvier 1926	2 juillet 1926	177	–	29 octobre 1925	7 décembre 1925	2 juillet 1926	6m, 26j
1921	14 ^e	4 ^e	5 février 1925	27 juin 1925	143	–	6 décembre 1921	14 janvier 1922	5 septembre 1925	3ans, 7m, 26j
		3 ^e	28 février 1924	19 juillet 1924	143	–	–	–	–	–
		2 ^e	31 janvier 1923	30 juin 1923	151	–	–	–	–	–
		1 ^{re}	8 mars 1922	28 juin 1922	113	–	–	–	–	–
1917	13 ^e	5 ^e	14 février 1921	4 juin 1921	111	–	17 décembre 1917	27 février 1918	4 octobre 1921	3ans, 7m, 6j
		4 ^e	26 février 1920	1 ^{er} juillet 1920	127	–	–	–	–	–
		3 ^e	1 ^{er} septembre 1919	10 novembre 1919	71	–	–	–	–	–
		2 ^e	20 février 1919	7 juillet 1919	138	–	–	–	–	–
		1 ^{re}	18 mars 1918	24 mai 1918	68	–	–	–	–	–
1911	12 ^e	7 ^e	18 janvier 1917	20 septembre 1917	246	–	21 septembre 1911	7 octobre 1911	6 octobre 1917	6ans
		6 ^e	12 janvier 1916	18 mai 1916	127	–	–	–	–	–
		5 ^e	4 février 1915	15 avril 1915	71	–	–	–	–	–
		4 ^e	18 août 1914	22 août 1914	5	–	–	–	–	–
		3 ^e	15 janvier 1914	12 juin 1914	148	–	–	–	–	–
		2 ^e	21 novembre 1912	6 juin 1913	198	–	–	–	–	–
		1 ^{re}	15 novembre 1911	1 ^{er} avril 1912	139	–	–	–	–	–
1908	11 ^e	3 ^e	17 novembre 1910	29 juillet 1911	255	–	26 octobre 1908	3 décembre 1908	29 juillet 1911	2ans, 7m, 28j
		2 ^e	11 novembre 1909	4 mai 1910	175	–	–	–	–	–
		1 ^{re}	20 janvier 1909	19 mai 1909	120	–	–	–	–	–
1904	10 ^e	4 ^e	28 novembre 1907	20 juillet 1908	236	–	3 novembre 1904	15 décembre 1904	17 septembre 1908	3ans, 9m, 4j
		3 ^e	22 novembre 1906	27 avril 1907	157	–	–	–	–	–
		2 ^e	8 mars 1906	13 juillet 1906	128	–	–	–	–	–
		1 ^{re}	11 janvier 1905	20 juillet 1905	191	–	–	–	–	–
1900	9 ^e	4 ^e	10 mars 1904	10 août 1904	154	–	7 novembre 1900	5 décembre 1900	29 septembre 1904	3ans, 9m, 26j
		3 ^e	12 mars 1903	24 octobre 1903	227	–	–	–	–	–
		2 ^e	13 février 1902	15 mai 1902	90	–	–	–	–	–
		1 ^{re}	6 février 1901	23 mai 1901	107	–	–	–	–	–
1896	8 ^e	5 ^e	1 ^{er} février 1900	18 juillet 1900	168	–	23 juin 1896	13 juillet 1896	9 octobre 1900	4ans, 2m, 26j
		4 ^e	16 mars 1899	11 août 1899	149	–	–	–	–	–
		3 ^e	3 février 1898	13 juin 1898	131	–	–	–	–	–
		2 ^e	25 mars 1898	13 juin 1897	97	–	–	–	–	–
		1 ^{re}	19 août 1896	5 octobre 1896	48	–	–	–	–	–
1891	7 ^e	6 ^e	2 janvier 1896	23 avril 1896	111	–	5 mars 1891	25 avril 1891	24 avril 1896	5ans
		5 ^e	18 avril 1895	22 juillet 1895	96	–	–	–	–	–
		4 ^e	15 mars 1894	23 juillet 1894	131	–	–	–	–	–
		3 ^e	26 janvier 1893	1 ^{er} avril 1893	66	–	–	–	–	–
		2 ^e	25 janvier 1892	9 juillet 1892	136	–	–	–	–	–
		1 ^{re}	29 avril 1891	30 septembre 1891	155	–	–	–	–	–
1887	6 ^e	4 ^e	16 janvier 1890	16 mai 1890	121	–	22 février 1887	7 avril 1887	3 février 1891	3ans, 9m, 27j
		3 ^e	31 janvier 1889	2 mai 1889	92	–	–	–	–	–
		2 ^e	23 février 1888	22 mai 1888	90	–	–	–	–	–
		1 ^{re}	13 avril 1887	23 juin 1887	72	–	–	–	–	–
1882	5 ^e	4 ^e	25 février 1886	2 juin 1886	98	–	20 juin 1882	7 août 1882	15 janvier 1887	4ans, 5m, 10j
		3 ^e	29 janvier 1885	20 juillet 1885	173	–	–	–	–	–
		2 ^e	17 janvier 1884	19 avril 1884	94	–	–	–	–	–
		1 ^{re}	8 février 1883	17 mai 1883	107	–	–	–	–	–
1878	4 ^e	4 ^e	9 février 1882	17 mai 1882	98	–	17 septembre 1878	21 novembre 1878	18 mai 1882	3ans, 5m, 28j
		3 ^e	9 décembre 1880	21 mars 1881	103					

Séries Y51-74. Élections générales, nombre d'électeurs inscrits et votes recueillis, par province et élection, 1896 à 1974

Année des élections	Total pour le Canada		Terre-Neuve		Île-du-Prince-Édouard		Nouvelle-Écosse		Nouveau-Brunswick		Québec	
	Électeurs inscrits	Votes recueillis	Électeurs inscrits	Votes recueillis	Électeurs inscrits	Votes recueillis	Électeurs inscrits	Votes recueillis	Électeurs inscrits	Votes recueillis	Électeurs inscrits	Votes recueillis
	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62
1974	13,620,353	9,671,002	304,370	175,534	73,069	58,649	524,767	388,830	406,518	289,492	3,848,426	2,592,801
1972	13,000,778	9,974,661	289,294	182,482	68,992	59,078	492,001	391,590	387,136	298,164	3,693,918	2,790,172
1968	10,860,888	8,217,916	237,594	161,570	58,216	51,225	412,791	339,600	317,912	254,716	3,083,260	2,229,345
1965	10,274,904	7,796,728	226,082	148,392	72,006	56,484	420,146	401,521	304,734	244,184	2,933,031	2,073,314
1963	9,910,757	7,958,636	221,321	152,175	69,486	57,029	419,352	401,874	304,732	245,557	2,807,634	2,143,246
1962	9,700,325	7,772,656	215,565	155,263	73,509	56,542	423,556	398,161	302,313	252,053	2,728,191	2,117,644
1958	9,131,200	7,357,139	204,778	160,928	54,200	69,302	390,196	418,479	294,387	249,706	2,576,682	2,045,199
1957	8,896,011	6,682,462	197,239	92,858	54,224	67,218	384,948	394,130	291,036	237,001	2,504,978	1,815,586
1953	8,401,691	5,701,963	194,715	111,768	55,469	66,562	380,836	334,855	287,657	225,390	2,352,619	1,565,400
1949	7,893,629	5,903,572	182,439	105,190	55,772	68,393	373,585	338,928	286,723	225,877	2,177,152	1,610,510
1945	6,952,445	5,305,193	—	—	54,794	63,807	362,754	312,954	262,261	204,273	1,956,225	1,433,591
1940	6,588,888	4,672,531	—	—	55,339	62,943	335,990	283,428	251,986	174,734	1,799,942	1,189,489
1935	5,918,207	4,452,675	—	—	53,284	61,641	304,313	275,523	229,266	177,485	1,575,159	1,162,862
1930	5,153,971	3,922,481	—	—	46,985	59,519	275,762	268,727	207,006	186,277	1,351,585	1,029,480
1926	4,665,381	3,273,062	—	—	46,208	55,569	273,712	229,846	210,028	162,777	1,133,633	809,295
1925	4,607,419	3,168,412	—	—	45,454	49,558	277,073	222,883	211,190	152,652	1,124,998	805,492
1921	4,435,310	3,119,306	—	—	46,879	52,556	294,473	260,860	204,575	156,263	1,056,792	779,591
1917	2,093,799	1,650,377 ¹	—	—	28,221	32,249	133,930	106,621	94,456	84,408	396,666	301,519
1911	1,820,742	1,307,528	—	—	—	28,636	136,994	113,022	101,112	79,072	455,288	324,039
1908	1,463,591	1,174,703	—	—	—	28,782	132,914	111,138	98,026	75,651	415,076	283,132
1904	1,385,440	1,030,788	—	—	—	29,427	124,086	103,651	95,487	72,799	372,198	257,064
1900	1,167,402	950,763	—	—	—	21,026	106,451	105,194	94,877	68,267	350,250	237,320
1896	1,358,328	899,046	—	—	25,245	18,672	111,125	100,685	91,697	64,100	351,275	224,690

	Ontario		Manitoba		Saskatchewan		Alberta		Colombie-Britannique		Yukon et Territoires du Nord-Ouest	
	Électeurs inscrits	Votes recueillis	Électeurs inscrits	Votes recueillis	Électeurs inscrits	Votes recueillis	Électeurs inscrits	Votes recueillis	Électeurs inscrits	Votes recueillis	Électeurs inscrits	Votes recueillis
	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74
1974	4,803,485	3,581,767	633,411	448,431	569,316	415,268	1,016,314	684,649	1,407,066	1,014,219	33,611	21,362
1972	4,601,282	3,650,542	610,568	453,642	558,876	442,246	955,531	722,338	1,312,832	961,441	30,348	22,966
1968	3,846,064	2,973,745	531,563	403,272	517,598	416,793	774,565	567,416	1,059,959	804,108	21,366	16,126
1965	3,609,895	2,770,222	517,928	382,362	508,733	404,631	725,447	534,870	972,063	731,438	18,986	15,163
1963	3,455,363	2,799,870	516,525	401,870	505,551	419,973	700,920	552,164	921,074	740,229	18,734	14,714
1962	3,397,647	2,719,020	508,920	393,023	502,495	426,426	680,253	505,752	891,696	691,930	18,552	14,480
1958	3,189,422	2,534,555	481,552	385,648	488,139	399,949	608,820	452,977	830,237	629,982	12,787	10,414
1957	3,100,456	2,295,033	473,802	351,827	484,318	392,266	591,043	431,184	802,017	596,424	11,950	8,935
1953	2,894,150	1,938,959	465,374	276,422	480,532	356,479	548,747	343,258	730,882	475,456	10,710	7,414
1949	2,718,118	2,042,294	451,882	324,079	472,884	375,471	492,228	341,222	673,782	464,785	9,064	6,823
1945	2,457,937	1,831,806	433,921	327,794	445,601	379,539	430,430	315,863	545,077	433,402	3,445	2,164
1940	2,340,344	1,625,439	425,066	320,860	481,931	373,376	423,609	272,418	472,584	368,103	2,097	1,741
1935	2,174,188	1,608,244	377,733	284,589	451,386	347,536	368,956	241,107	382,117	292,423	1,805	1,265
1930	1,894,624	1,364,960	328,089	235,192	410,400	331,652	304,475	201,635	333,326	243,631	1,719	1,408
1926	1,847,512	1,226,267	257,244	198,028	353,471	246,460	279,463	157,993	262,262	185,345	1,848	1,482
1925	1,821,906	1,223,027	250,505	171,124	346,791	197,246	283,529	161,423	244,352	183,748	1,621	1,259
1921	1,738,020	1,139,635	255,143	173,941	333,613	225,236	273,706	173,824	230,451	156,012	1,658	1,388
1917	904,075	710,077	138,029	109,542	133,806	99,253	140,757	107,272	122,071	97,994	1,788	1,442
1911	693,485	480,572	98,588	77,696	142,414	89,043	107,228	69,775	83,081	43,559	2,552	2,114
1908	660,340	462,280	84,537	68,047	—	59,868	—	45,972	69,827	37,368	2,871	2,465
1904	607,854	444,257	70,121	48,122	—	—	—	—	45,345	25,184	70,349	50,284
1900	482,003	427,173	64,027	41,714	—	—	—	—	38,448	26,451	31,346	23,618
1896	650,473	422,075	65,685	32,884	—	—	—	—	38,010	18,152	24,818	17,788

¹ Les statistiques portant sur 1917 sont influencées par un nombre anormalement élevé de votes par acclamation (31) et par la Loi des élections en temps de guerre, promulguée la même année.

Province	Élections générales fédérales de 1974						Élections générales fédérales de 1972					
	Libéral	Conser- vateur- progres- siste	Nou- veau parti démocra- tique	Crédit social	Indé- pen- dants	Autres	Libéral	Conser- vateur- progres- siste	Nou- veau parti démocra- tique	Crédit social	Indé- pen- dants	Autres
	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86
Terre-Neuve	81,299	75,816	16,445	143	242	–	78,505	85,857	8,165	266	616	1,637
Île-du-Prince-Édouard	26,932	28,578	2,666	–	–	77	22,950	29,419	4,229	55	–	–
Nouvelle-Écosse	157,582	183,897	43,470	1,457	–	458	129,738	204,460	47,072	1,316	–	501
Nouveau-Brunswick	135,723	94,934	24,869	8,407	23,299	118	125,935	131,455	16,703	16,450	839	1,109
Québec	1,330,337	520,632	162,680	420,018	6,712	18,896	1,289,139	457,418	168,910	639,207	43,495	26,867
Ontario	1,609,786	1,252,082	680,113	6,575	5,232	11,749	1,366,922	1,399,148	768,076	12,937	7,898	23,071
Manitoba	122,470	212,990	104,829	4,750	286	1,406	136,906	184,363	116,474	3,228	517	1,666
Saskatchewan	127,282	150,846	130,391	4,539	316	560	109,342	159,629	155,195	7,717	199	422
Alberta	168,973	417,422	63,310	22,909	1,524	8,431	177,599	409,857	89,811	31,689	302	1,694
Colombie-Britannique	336,435	423,954	232,547	12,433	1,134	4,378	274,468	313,253	332,345	25,107	1,483	1,633
Yukon	2,784	3,913	1,618	–	–	–	2,633	4,332	951	–	252	–
Territoires du Nord-Ouest	3,173	4,271	5,410	–	–	–	4,121	4,339	5,597	–	–	–
Totaux pour le Canada	4,102,776	3,369,335	1,467,748	481,231	38,745	46,073	3,718,258	3,383,530	1,713,528	737,972	55,601	58,600

Province	Élections générales fédérales de 1968					Élections générales fédérales de 1965					
	Libéral	Conser- vateur- progres- siste	Nou- veau parti démocra- tique	Rallie- ment crédi- tiste	Autres	Libéral	Conser- vateur- progres- siste	Nou- veau parti démocra- tique	Rallie- ment crédi- tiste	Crédit social	Autres
	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97
Terre-Neuve	68,549	84,483	7,042	–	126	94,291	47,638	1,742	–	2,352	1,022
Île-du-Prince-Édouard	22,854	26,276	1,636	–	–	31,352	38,566	1,463	–	–	–
Nouvelle-Écosse	127,962	186,026	22,676	–	293	175,415	203,123	38,043	–	–	1,249
Nouveau-Brunswick	111,843	125,269	12,277	1,769	821	114,781	102,714	22,759	1,081	352	–
Québec	1,170,417	466,492	164,466	358,327	24,590	928,530	432,901	244,339	357,153	–	74,389
Ontario	1,372,903	942,979	607,011	–	25,599	1,196,308	933,753	594,112	1,204	9,791	8,615
Manitoba	166,025	125,713	99,974	949	7,732	117,442	154,253	91,193	–	16,315	237
Saskatchewan	112,332	153,233	147,941	–	919	96,740	193,254	104,626	–	7,526	179
Alberta	201,045	283,987	52,720	–	26,083	119,014	247,734	43,818	–	119,586	1,275
Colombie-Britannique	333,949	155,101	260,989	–	48,703	217,726	139,226	239,132	–	126,532	3,368
Yukon	3,048	3,110	325	–	–	2,546	3,136	–	–	–	–
Territoires du Nord-Ouest	6,018	2,211	1,203	–	–	5,194	3,615	431	–	–	–
Totaux pour le Canada	3,696,945	2,554,880	1,378,260	361,045	134,866	3,098,339	2,499,913	1,381,658	359,438	282,454	90,334

Province	Élections générales fédérales de 1963					Élections générales fédérales de 1962				
	Libéral	Conser- vateur- progres- siste	Crédit social	Nou- veau parti démocra- tique	Autres	Conser- vateur- progres- siste	Libéral	Nou- veau parti démocra- tique	Crédit social	Autres
	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107
Terre-Neuve	97,576	45,491	–	6,364	1,943	55,396	90,896	7,590	158	–
Île-du-Prince-Édouard	32,073	35,965	–	1,140	–	37,388	31,603	3,802	153	–
Nouvelle-Écosse	195,007	196,711	401	26,617	–	198,902	178,520	39,689	3,764	–
Nouveau-Brunswick	115,036	98,462	21,050	8,899	–	115,973	111,291	13,220	9,016	–
Québec	966,172	413,562	578,347	151,061	8,903	620,475	830,250	91,795	542,433	4,970
Ontario	1,286,791	979,359	56,276	442,340	11,896	1,056,095	1,122,222	456,459	49,734	3,135
Manitoba	134,905	169,013	28,157	66,652	826	161,824	121,041	76,514	26,662	3,297
Saskatchewan	100,747	224,700	16,110	76,126	443	213,385	96,676	93,444	19,648	317
Alberta	121,473	249,067	141,956	35,775	1,255	214,699	97,633	42,305	146,662	686
Colombie-Britannique	237,896	172,501	97,846	222,883	4,846	187,389	187,438	212,035	97,396	1,931
Yukon	2,455	2,969	560	–	–	3,250	2,664	–	–	–
Territoires du Nord-Ouest	3,659	4,814	–	–	–	3,519	3,842	–	948	–
Totaux pour le Canada	3,293,790	2,591,614	940,703	1,037,857	30,112	2,868,295	2,874,076	1,036,853	896,574	14,336

Province	Élections générales fédérales de 1958						Élections générales fédérales de 1957					
	Conser- vateur- progres- siste ¹	Libéral ²	Fédéra- tion du Com- mon- wealth Coopé- ratif	Crédit social ³	Ouvrier progres- siste	Autres	Libéral ²	Conser- vateur- progres- siste ¹	Fédéra- tion du Com- mon- wealth Coopé- ratif	Crédit social ³	Ouvrier progres- siste	Autres
	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119
Terre-Neuve	72,282	86,960	240	–	–	263	56,993	34,795	321	–	–	–
Île-du-Prince-Édouard	42,911	25,847	215	–	–	–	31,162	34,965	680	–	–	–
Nouvelle-Écosse	237,422	160,026	18,911	–	–	–	176,891	197,676	17,117	473	–	–
Nouveau-Brunswick	133,935	107,297	4,541	1,711	–	–	112,518	114,060	2,001	2,420	–	3,159
Québec	1,005,120	935,881	45,594	12,858	1,162	23,634	1,116,028	562,133	31,780	3,877	2,377	73,865
Ontario	1,413,730	815,524	262,120	8,386	3,035	1,718	845,308	1,104,366	274,069	38,418	1,432	978
Manitoba	216,948	82,450	74,906	6,753	1,503	–	93,258	124,867	82,398	45,803	1,579	205
Saskatchewan	204,442	78,121	112,800	1,745	458	146	118,282	90,359	140,293	40,830	212	122
Alberta	269,942	61,583	19,666	97,502	1,196	–	119,190	118,225	27,127	162,083	815	212
Colombie-Britannique	308,971	100,889	153,405	59,762	2,515	–	121,301	192,988	131,873	143,145	1,345	887
Yukon	3,069	2,340	–	–	–	–	2,422	2,358	–	–	–	–
Mackenzie River	2,080	2,782	–	–	–	–	2,686	1,253	–	–	–	–
Totaux pour le Canada	3,910,852	2,459,700	692,398	188,717	9,869	25,761	2,796,039	2,578,045	707,659	437,049	7,760	79,428

Province	Élections générales fédérales de 1953						Élections générales fédérales de 1949						
	Libéral ²	Conser- vateur- progres- siste ¹	Fédéra- tion du Com- mon- wealth Coopé- ratif	Crédit social ³	Ouvrier progres- siste	Autres	Libéral ²	Conser- vateur- progres- siste ¹	Fédéra- tion du Com- mon- wealth Coopé- ratif	Crédit social ³	Union des élec- teurs	Ouvrier progres- siste	Autres
	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132
Terre-Neuve	74,357	31,060	707	–	–	4,459	75,235	29,203	197	–	–	–	–
Île-du-Prince-Édouard	33,874	31,836	552	–	–	–	33,480	32,989	1,626	–	–	–	–
Nouvelle-Écosse	176,554	133,498	22,357	–	794	–	177,680	126,365	33,333	–	–	–	–
Nouveau-Brunswick	121,936	93,450	6,769	931	–	–	123,453	88,049	9,450	–	2,172	–	533
Québec	1,001,655	455,688	23,833	–	10,819	54,778	984,131	397,803	17,767	–	80,990	4,868	107,741
Ontario	898,692	772,691	212,224	5,427	18,414	7,972	930,719	757,987	306,551	3,225	2,036	13,613	8,043
Manitoba	110,843	73,644	64,402	17,260	6,194	434	153,857	70,689	83,176	–	–	6,523	6,666
Saskatchewan	133,493	41,538	156,406	18,810	3,906	–	161,887	53,624	152,399	3,474	–	1,531	–
Alberta	118,941	49,450	23,573	138,847	9,155	275	116,647	56,947	31,329	131,007	–	2,201	–
Colombie-Britannique	145,570	66,426	125,487	123,700	10,340	–	169,018	128,620	145,442	2,109	–	3,887	11,992
Yukon	2,176	590	–	998	–	–	3,284	–	1,140	–	–	–	2,283
Mackenzie River	1,722	1,344	–	–	–	421	–	–	–	–	–	–	–
Totaux pour le Canada	2,819,813	1,751,215	636,310	305,973	59,622	68,339	2,929,391	1,742,276	782,410	139,815	85,198	32,623	137,258

Province	Élections générales fédérales de 1945							Élections générales fédérales de 1940				
	Libéral ²	Conser- vateur- progres- siste ¹	Fédéra- tion du Com- mon- wealth Coopé- ratif ⁴	Crédit social	Bloc popu- laire	Ouvrier progres- siste	Autres	Libéral ²	Conser- vateur ⁵	Fédéra- tion du Com- mon- wealth Coopé- ratif	Néo- démoc- rate ⁶	Autres
	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144
Île-du-Prince-Édouard	30,696	30,025	2,685	–	–	–	–	34,664	28,028	–	–	–
Nouvelle-Écosse	141,911	114,214	51,892	–	–	1,800	850	151,731	112,206	17,715	–	–
Nouveau-Brunswick	100,939	77,225	14,999	2,300	–	–	6,423	97,062	74,970	761	–	–
Québec	722,707	138,344	33,729	63,310	168,389	14,641	273,049	868,663	231,851	7,610	11,191	52,182
Ontario	745,571	757,057	260,502	3,906	5,038	36,333	6,560	834,166	687,816	61,166	786	25,480
Manitoba	111,863	80,303	101,892	10,322	–	15,984	2,451	151,480	82,240	61,448	5,831	15,884
Saskatchewan	124,191	70,830	167,233	11,449	–	3,183	–	159,530	52,496	106,267	12,106	40,735
Alberta	67,662	58,077	57,077	113,821	–	14,136	–	102,060	35,116	35,082	93,023	4,062
Colombie-Britannique	125,085	128,529	132,068	9,890	–	25,128	7,741	136,065	110,619	103,181	506	12,773
Yukon	–	849	584	–	–	687	–	793	915	–	–	–
Totaux pour le Canada	2,170,625	1,455,453	822,661	214,998	173,427	111,892	297,074	2,536,514	1,416,257	393,230	123,443	151,116

Province	Élections générales fédérales de 1935								
	Libéral	Conser- vateur	Recons- truc- tion	Fédéra- tion du Com- mon wealth Coopé- ratif	Crédit social	Libéral indé- pendant	Commu- niste	Autres	Votes rejetés
	145	146	147	148	149	150	151	152	153
Île-du-Prince-Édouard	35,757	23,602	2,089	–	–	–	–	–	193
Nouvelle-Écosse	142,334	87,893	38,175	–	–	–	5,365	–	1,756
Nouveau-Brunswick	100,537	56,145	18,408	–	–	672	–	–	1,723
Québec	623,579	323,177	103,857	7,326	–	70,504	3,385	14,693	16,341
Ontario	675,803	562,513	181,981	129,457	–	14,459	8,945	21,089	13,997
Manitoba	100,535	75,574	16,439	54,491	5,751	18,973	9,229	–	3,597
Saskatchewan	134,914	71,285	2,273	73,505	63,593	–	–	–	1,966
Alberta	50,539	40,236	1,785	29,066	111,627	–	2,672	2,588	2,594
Colombie-Britannique	91,729	71,034	19,208	97,015	1,796	–	1,555	6,446	3,640
Yukon	–	–	–	–	–	555	–	696	14
Totaux pour le Canada	1,955,727	1,311,459	384,215	390,860	182,767	105,163	31,151	45,512	45,821

Province	Élections générales fédérales de 1930								
	Conser- vateur	Libéral	Progres- siste	Ouvrier progres- siste	Travail- liste	Indépen- dants	United Farmers of Alberta	Farmer	Commu- niste
	154	155	156	157	158	159	160	161	162
Île-du-Prince-Édouard	29,692	29,698	–	–	–	–	–	–	–
Nouvelle-Écosse	140,513	127,189	–	–	–	–	–	–	–
Nouveau-Brunswick	109,839	75,221	–	–	–	–	–	–	–
Québec	456,037	542,135	–	–	–	21,776	–	–	313
Ontario	745,414	590,071	12,815	–	992	8,785	–	–	1,499
Manitoba	111,312	37,234	–	59,155	19,809	2,018	–	–	3,873
Saskatchewan	129,420	153,673	18,178	–	–	6,155	–	22,766	–
Alberta	67,808	60,148	–	–	8,769	2,727	60,924	–	–
Colombie-Britannique	119,074	98,933	–	–	15,732	7,894	–	–	–
Yukon	846	558	–	–	–	–	–	–	–
Totaux pour le Canada	1,909,955	1,714,960	30,993	59,155	45,302	49,355	60,924	22,766	5,685

Province	Élections générales fédérales de 1926								Élections générales fédérales de 1925				
	Conser- vateur	Libéral	Progres- siste	Ouvrier progres- siste	Travail- liste	Indépen- dants	United Farmers of Alberta	Votes rejetés	Libéral	Conser- vateur	Progres- siste	Travail- liste	Indépen- dants
	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173	174	175
Île-du-Prince-Édouard	26,217	29,222	–	–	–	–	–	130	25,681	23,799	–	–	–
Nouvelle-Écosse	122,965	99,581	–	–	6,412	–	–	888	92,525	124,545	–	3,617	–
Nouveau-Brunswick	87,080	74,465	–	–	–	–	–	1,232	61,161	90,405	–	–	84
Québec	266,824	507,775	–	–	–	8,787	–	5,909	467,475	273,818	–	1,685	58,588
Ontario	680,742	441,254	50,360	38,112	6,282	5,356	–	4,161	392,039	691,365	108,051	9,552	19,104
Manitoba	83,100	36,242	22,092	38,379	17,194	–	–	1,021	34,538	70,264	45,859	18,335	–
Saskatchewan	67,524	125,849	38,324	13,413	–	–	–	1,350	82,810	51,512	62,268	–	1,914
Alberta	49,514	38,451	–	–	8,148	163	60,740	977	44,291	51,114	50,592	8,572	6,040
Colombie-Britannique	100,066	68,317	–	–	11,757	4,330	–	875	63,506	90,032	15,829	11,463	888
Yukon	823	648	–	–	–	–	–	11	508	742	–	–	–
Totaux pour le Canada	1,504,855	1,421,804	110,776	89,904	49,793	18,636	60,740	16,554	1,266,534	1,467,596	282,599	53,224	87,618

Province	Élections générales fédérales de 1921				Élections générales fédérales de 1917				Élections générales fédérales de 1911		
	Libéral	Conser- vateur	Progres- siste	Indépen- dants	Unioniste		Parti libéral de Laurier		Conser- vateur	Libéral	Autre
					Civils	Soldats	Civils	Soldats			
	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186
Île-du-Prince-Édouard	23,950	19,504	8,990	–	10,450	2,775	12,224	434	14,638	13,998	–
Nouvelle-Écosse	136,064	87,988	35,741	–	40,985	10,699	49,831	1,474	55,209	57,462	351
Nouveau-Brunswick	76,653	61,172	17,447	–	35,871	9,934	32,397	919	38,880	40,192	–
Québec	558,056	163,743	31,790	39,477	61,808	14,206	240,504	2,927	159,299	164,281	459
Ontario	351,717	445,150	329,502	9,003	419,928	95,212	263,300	5,793	269,930	207,078	3,564
Manitoba	29,525	46,486	83,350	13,361	83,469	23,698	26,073	1,157	40,356	34,781	2,559
Saskatchewan	46,447	37,345	136,486	3,610	68,424	12,996	30,829	2,672	34,700	52,924	1,419
Alberta	27,404	35,181	104,295	6,024	60,399	19,575	48,865	1,055	29,675	37,208	2,892
Colombie-Britannique	46,249	74,226	21,786	12,739	59,944	26,461	40,050	2,059	25,622	16,350	1,587
Yukon	658	707	–	18	666	293	776	32	1,285	829	–
Totaux pour le Canada	1,296,723	971,502	769,387	84,232	841,944	215,849	744,849	18,522	669,594	625,103	12,831

Province	Élections générales fédérales de 1908			Élections générales fédérales de 1904			Élections générales fédérales de 1900			Élections générales fédérales de 1896		
	Libéral	Conser- vateur	Autre	Libéral	Conser- vateur	Autre	Libéral	Conser- vateur	Autre	Libéral	Conser- vateur	Autre
Île-du-Prince-Édouard	14,496	14,286	–	14,441	14,986	–	10,887	10,139	–	9,515	9,157	–
Nouvelle-Écosse	56,638	54,500	–	56,526	46,131	994	54,384	50,810	–	49,176	50,772	737
Nouveau-Brunswick	40,716	34,935	–	37,158	35,503	138	35,401	32,638	228	28,383	31,399	4,318
Québec	162,176	115,579	5,377	144,992	111,550	522	133,566	103,253	501	120,321	102,884	1,485
Ontario	217,963	237,548	6,769	219,871	223,627	759	212,595	212,413	2,165	169,480	189,927	62,668
Manitoba	30,892	35,078	2,077	26,713	20,119	1,290	21,597	20,177	–	11,519	15,459	5,906
Saskatchewan	33,885	22,007	3,976									
Alberta	23,100	20,433	2,439	27,173 ⁷	19,367 ⁷	136 ⁷	13,012 ⁷	10,606 ⁷	–	8,191 ⁷	7,811 ⁷	1,786 ⁷
Colombie-Britannique	13,412	17,503	6,453	12,458	9,781	2,945	12,985	10,814	2,652	8,921	9,231	–
Yukon	992	265	1,208	1,495	2,113	–	–	–	–	–	–	–
Totaux pour le Canada	594,270	552,134	28,299	540,827	483,177	6,784	494,427	450,790	5,546	405,506	416,640	76,900

¹ Comprend les Conservateurs-progressistes indépendants.² Comprend les libéraux indépendants.³ Comprend les créditistes indépendants.⁴ Comprend les indépendants de la Fédération du Commonwealth Coopératif.⁵ Comprend les conservateurs indépendants et le gouvernement national.⁶ Comprend le Crédit social.⁷ Territoires du Nord-Ouest.

Séries Y199-210. Députés élus aux élections fédérales, selon le parti et la province, 1867 à 1974

Année	Parti	Totaux pour le Canada	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon et Territoires du Nord-Ouest
		199	200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210
1974	Libéral	141	4	1	2	6	60	55	2	3	–	8	–
	Conservateur-progressiste	95	3	3	8	3	3	25	9	8	19	13	1
	Nouveau parti démocratique	16	–	–	1	–	–	8	2	2	–	2	1
	Crédit social	11	–	–	–	–	11	–	–	–	–	–	–
	Indépendants	1	–	–	–	1	–	–	–	–	–	–	–
1972	Libéral	109	3	1	1	5	56	36	2	1	–	4	–
	Conservateur-progressiste	107	4	3	10	5	2	40	8	7	19	8	1
	Nouveau parti démocratique	31	–	–	–	–	–	11	3	5	–	11	1
	Crédit social	15	–	–	–	–	15	–	–	–	–	–	–
	Indépendants	2	–	–	–	–	1	1	–	–	–	–	–
1968	Libéral	154	1	–	1	5	56	63	5	2	4	16	1
	Conservateur-progressiste	72	6	4	10	5	4	17	5	5	15	–	1
	Nouveau parti démocratique	22	–	–	–	–	–	6	3	6	–	7	–
	Ralliement créditiste	14	–	–	–	–	14	–	–	–	–	–	–
	Libéral-travailleur	1	–	–	–	–	–	1	–	–	–	–	–
	Indépendants	1	–	–	–	–	–	1	–	–	–	–	–
1965	Libéral	131	7	–	2	6	56	51	1	–	–	7	1
	Conservateur-progressiste	97	–	4	10	4	8	25	10	17	15	3	1
	Nouveau parti démocratique	21	–	–	–	–	–	9	3	–	–	9	–
	Ralliement créditiste	9	–	–	–	–	9	–	–	–	–	–	–
	Crédit social	5	–	–	–	–	–	–	–	–	2	3	–
	Indépendants	1	–	–	–	–	–	1	–	–	–	–	–
	Conservateur-progressiste indépendant	1	–	–	–	–	1	–	–	–	–	–	–
1963	Libéral	128	7	2	5	6	47	51	2	–	1	7	–
	Conservateur-progressiste	95	–	2	7	4	8	27	10	17	14	4	2
	Nouveau parti démocratique	17	–	–	–	–	–	6	2	–	–	9	–
	Crédit social	24	–	–	–	–	20	–	–	–	2	2	–
	Libéral-travailleur	1	–	–	–	–	–	1	–	–	–	–	–
1962	Conservateur-progressiste	116	1	4	9	4	14	35	11	16	15	6	1
	Libéral	99	6	–	2	6	35	43	1	1	–	4	1
	Crédit social	30	–	–	–	–	26	–	–	–	2	2	–
	Nouveau parti démocratique	19	–	–	1	–	–	6	2	–	–	10	–
	Libéral-travailleur	1	–	–	–	–	–	1	–	–	–	–	–
1958	Conservateur-progressiste	208	2	4	12	7	50	67	14	16	17	18	1
	Libéral	48	5	–	–	3	25	14	–	–	–	–	1
	Fédération du Commonwealth Coopératif	8	–	–	–	–	–	3	–	1	–	4	–
	Libéral-travailleur	1	–	–	–	–	–	1	–	–	–	–	–
1957	Conservateur-progressiste	112	2	4	10	5	9	61	8	3	3	7	–
	Libéral	105	5	–	2	5	63	20	1	4	1	2	2
	Libéral-indépendant	1	–	–	–	–	1	–	–	–	–	–	–
	Fédération du Commonwealth Coopératif	25	–	–	–	–	–	3	5	10	–	7	–
	Crédit social	19	–	–	–	–	–	–	–	–	13	6	–
	Libéral-travailleur	1	–	–	–	–	–	1	–	–	–	–	–
	Indépendants	2	–	–	–	–	2	–	–	–	–	–	–
1953	Libéral	170	7	3	10	7	66	50	8	5	4	8	2
	Libéral-indépendant	2	–	–	–	–	2	–	–	–	–	–	–
	Conservateur-progressiste	51	–	1	1	3	4	33	3	1	2	3	–
	Fédération du Commonwealth Coopératif	23	–	–	1	–	–	1	3	11	–	7	–
	Crédit social	15	–	–	–	–	–	–	–	–	11	4	–
	Indépendants	3	–	–	–	–	3	–	–	–	–	–	–
	Libéral-travailleur	1	–	–	–	–	–	1	–	–	–	–	–
1949	Libéral	190	5	3	10	7	66	56	12	14	5	11	1
	Libéral-indépendant	3	–	–	–	1	1	1	–	–	–	–	–
	Conservateur-progressiste	41	2	1	2	2	2	25	1	1	2	3	–
	Fédération du Commonwealth Coopératif	13	–	–	1	–	–	1	3	5	–	3	–
	Crédit social	10	–	–	–	–	–	–	–	–	10	–	–
	Indépendants	5	–	–	–	–	4	–	–	–	–	1	–
	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
1945	Libéral	125	–	3	8	7	54	34	10	2	2	5	–
	Libéral-indépendant	2	–	–	–	–	2	–	–	–	–	–	–
	Conservateur-progressiste	67	–	1	3	3	1	48	2	1	2	5	1
	Conservateur-indépendant	1	–	–	–	–	1	–	–	–	–	–	–
	Fédération du Commonwealth Coopératif	28	–	–	1	–	–	–	5	18	–	4	–
	Indépendant, Fédération du Commonwealth Coopératif	1	–	–	–	1	–	–	–	–	–	–	–
	Crédit social	13	–	–	–	–	–	–	–	–	13	–	–
	Indépendants	5	–	–	–	–	4	–	–	–	–	1	–
	Bloc populaire	2	–	–	–	–	2	–	–	–	–	–	–
	Ouvrier progressiste	1	–	–	–	–	1	–	–	–	–	–	–
	1940	Libéral	178	–	4	10	5	61	55	14	12	7	10
Libéral-indépendant		3	–	–	–	–	3	–	–	–	–	–	–
Conservateur		39	–	–	1	5	–	25	1	2	–	4	1
Conservateur-indépendant		1	–	–	–	–	1	–	–	–	–	–	–
Crédit social		10	–	–	–	–	–	–	–	–	10	–	–
Fédération du Commonwealth Coopératif		8	–	–	1	–	–	–	1	5	–	1	–
Libéral-progressiste		3	–	–	–	–	–	2	1	–	–	–	–
Indépendants		1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1	–
Union		2	–	–	–	–	–	–	–	2	–	–	–
–		–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
1935	Libéral	171	–	4	12	9	55	56	12	16	1	6	–
	Libéral-indépendant	5	–	–	–	–	5	–	–	–	–	–	–
	Conservateur	39	–	–	–	1	5	25	1	1	1	5	1
	Conservateur-indépendant	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	Crédit social	17	–	–	–	–	–	–	–	2	15	–	–
	Fédération du Commonwealth Coopératif	7	–	–	–	–	–	–	2	2	–	3	–
	Libéral-progressiste	2	–	–	–	–	–	–	2	–	–	–	–
	Reconstruction	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1	–
	Indépendants	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	United Farmers of Ontario – Travailliste	1	–	–	–	–	–	1	–	–	–	–	–
1930	Conservateur	137	–	3	10	10	24	59	11	8	4	7	1
	Libéral	88	–	1	4	1	40	22	1	11	3	5	–
	United Farmers	10	–	–	–	–	–	1	–	–	9	–	–
	Progressiste	2	–	–	–	–	–	–	–	2	–	–	–
	Libéral-progressiste	3	–	–	–	–	–	–	3	–	–	–	–
	Travailliste	2	–	–	–	–	–	–	2	–	–	–	–
	Travailleuse-indépendant	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1	–
	Indépendants	2	–	–	–	–	1	–	–	–	–	1	–
1926	Libéral	116	–	3	2	4	60	23	4	16	3	1	–
	Conservateur	91	–	1	12	7	4	53	–	–	–	12	1
	United Farmers of Alberta	11	–	–	–	–	–	–	–	–	11	–	–
	Progressiste	13	–	–	–	–	–	4	4	5	–	–	–
	Libéral-progressiste	9	–	–	–	–	–	2	7	–	–	–	–
	Travailliste	3	–	–	–	–	–	–	2	–	1	–	–
	Indépendants	2	–	–	–	–	1	–	–	–	–	1	–
1925	Libéral	101	–	2	3	1	60	12	1	15	4	3	–
	Conservateur	116	–	2	11	10	4	68	7	–	3	10	1
	Progressiste	24	–	–	–	–	–	2	7	6	9	–	–
	Travailliste	2	–	–	–	–	–	–	2	–	–	–	–
	Indépendants	2	–	–	–	–	1	–	–	–	–	1	–
1921	Libéral	117	–	4	16	5	65	21	2	1	–	3	–
	Conservateur	50	–	–	–	5	–	37	–	–	–	7	1
	Progressiste	64	–	–	–	1	–	24	12	15	10	2	–
	Travailliste	3	–	–	–	–	–	–	1	–	2	–	–
	Indépendants	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1	–
1917	Unioniste	153	–	2	12	7	3	74	14	16	11	13	1
	Libéral	82</											

Séries Y211-259. Emploi dans l'administration fédérale, selon le ministère, le département et le service, 1900 à 1977

Année ¹	Totaux pour le Canada	Agriculture	Vérificateur général	Directeur général des élections	Citoyenneté et Immigration	Communications	Consommation et Corporations	Production de défense	Énergie, Mines et Ressources	Environnement	Affaires extérieures	Finances	Pêches
	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223
<i>Fonctionnaires de l'administration fédérale – Statistique Canada</i>													
1977	338,114	11,419	407	37	–	2,756	2,667	–	4,487	12,652	6,629	1,493	–
1976	322,626	10,937	354	35	–	2,619	2,549	–	4,206	11,752	6,562	785	–
1975 ²	307,390	10,137	316	42	–	2,409	2,496	–	4,074	11,303	6,382	730	–
1974	300,342	10,528	286	30	–	2,173	2,231	–	3,947	11,508	6,148	654	–
1973 ²	287,055	10,566	291	45	–	1,737	2,161	–	3,727	10,936	5,771	605	–
1972	273,537	10,292	278	28	–	1,537	1,944	–	4,293	10,269	5,286	518	–
1971	250,672	9,587	238	37	–	1,242	1,660	–	5,538	–	3,885	476	–
1970	244,197	9,026	206	21	–	838	1,462	–	5,330	–	3,904	397	–
1969 ²	232,862	9,319	207	22	–	–	1,370	4,481	4,873	–	3,284	5,893	4,917
1968 ²	235,492	9,928	193	18	–	–	730	4,459	4,552	–	3,418	5,878	4,365
1967 ²	225,342	9,782	202	29	–	–	–	4,686	4,086	–	3,208	5,323	2,531
1966 ²	212,646	9,559	196	18	6,613	–	–	4,290	3,592	–	2,838	5,367	2,344
1965 ²	203,419	9,247	178	26	5,407	–	–	3,736	3,036	–	2,710	5,156	2,202
1964 ²	201,610	9,034	156	17	4,711	–	–	1,613	3,217	–	2,451	5,031	2,111
1963	198,821	9,089	154	19	5,009	–	–	1,506	2,861	–	2,322	5,113	2,219
1962	205,553	9,285	152	18	5,143	–	–	1,517	2,821	–	2,294	5,327	2,071
1961	202,807	8,712	135	19	5,058	–	–	1,432	2,671	–	2,121	5,301	2,094
1960	195,630	8,025	130	17	4,898	–	–	1,449	2,355	–	2,015	5,285	1,969
1959	197,909	8,135	133	16	4,407	–	–	1,432	2,734	–	1,963	5,291	1,989
1958	195,390	7,760	133	89	4,596	–	–	1,427	2,126	–	1,954	5,340	1,768
1957 ³	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
1956	182,835	7,444	129	17	3,899	–	–	1,456	2,349	–	1,594	4,874	1,925
1955	181,582	7,679	140	18	3,855	–	–	1,455	1,982	–	1,548	5,126	1,875
1954	171,065	7,544	141	20	3,462	–	–	1,522	1,919	–	1,474	5,176	1,847
1953	165,161	7,320	145	22	3,435	–	–	1,678	1,703	–	1,395	5,157	1,875
1952	131,646	6,888	158	21	3,095	–	–	1,488	1,746	–	1,339	4,959	1,031
1951	124,580	7,078	163	14	2,917	–	–	–	1,720	–	1,353	5,135	962
1950	127,196	6,667	169	13	2,657	–	–	–	1,661	–	1,311	5,874	883
1949	123,924	5,914	173	19	–	–	–	408	5,187	–	1,238	6,664	569
1948	118,370	5,381	173	10	–	–	–	329	4,211	–	1,058	6,774	533
1947	125,337	3,833	198	12	–	–	–	986	3,842	–	893	10,839	350
1946	120,557	3,535	247	12	–	–	–	1,925	4,361	–	764	14,860	361
1945	115,908	3,195	263	12	–	–	–	3,835	3,694	–	685	12,772	374
1944	112,658	3,326	262	9	–	–	–	4,027	3,601	–	576	12,707	364
1943	104,055	3,303	269	10	–	–	–	4,303	3,517	–	499	10,828	318
1942	83,781	3,202	359	38	–	–	–	3,219	3,307	–	376	6,673	332
1941	66,937	3,110	292	16	–	–	–	1,244	3,278	–	298	3,347	289
1940	49,656	3,362	280	38	–	–	–	–	3,177	–	225	2,103	312
1939	46,106	3,122	231	15	–	–	–	–	3,147	–	199	1,432	325
1938	44,143	2,926	226	5	–	–	–	–	3,106	–	191	1,475	301
1937	42,836	2,633	220	6	–	–	–	–	3,124	–	174	1,409	309
1936	41,001	2,344	233	14	615	–	–	–	456	–	178	1,399	320
1935	40,709	2,280	221	13	635	–	–	–	368	–	165	1,466	339
1934	40,401	2,176	212	3	647	–	–	–	354	–	165	1,466	310
1933	41,901	2,292	214	3	722	–	–	–	373	–	165	526	349
1932	44,002	2,385	220	4	781	–	–	–	394	–	165	536	362
1931	45,581	2,247	211	7	883	–	–	–	532	–	160	405	382
1930	44,175	2,113	205	10	955	–	–	–	383	–	159	419	381
1929	42,790	1,962	202	4	924	–	–	–	361	–	148	414	–
1928	41,243	1,846	202	5	887	–	–	–	343	–	134	421	–
1927	39,592	1,758	206	12	869	–	–	–	310	–	114	409	–
1926	39,154	1,698	214	12	884	–	–	–	317	–	107	416	–
1925	38,883	1,514	196	4	928	–	–	–	310	–	108	444	–
1924	40,068	1,538	211	4	1,119	–	–	–	298	–	114	503	–
<i>Personnel de la Fonction publique au mois de janvier – Statistique Canada</i>													
1924	38,062	1,597	209	4	840	–	–	–	296	–	104	546	–
1923	38,992	1,481	199	6	747	–	–	–	282	–	109	589	–
1922	41,094	1,370	205	39	713	–	–	–	276	–	110	479	–
1921	41,957	1,224	195	8	706	–	–	–	259	–	136	534	–
1920	47,133	1,171	158	–	607	–	–	–	275	–	144	656	–
1919	41,825	1,171	142	–	709	–	–	–	276	–	156	713	–
1918	38,369	1,230	150	–	824	–	–	–	267	–	87	803	–
1917	32,435	1,174	142	–	674	–	–	–	303	–	70	248	–
1916	29,219	1,080	111	–	728	–	–	–	260	–	58	176	–
1915	28,010	1,027	95	–	718	–	–	–	224	–	46	138	–
1914	25,107	870	97	–	663	–	–	–	195	–	38	122	–
1913	22,621	851	96	–	564	–	–	–	182	–	36	113	–
1912	20,016	738	83	–	476	–	–	–	148	–	31	113	–
<i>Employés de la Fonction publique – Dossiers parlementaires</i>													
1915	–	1,264	101	2	109	–	–	–	255	–	21	129	–
1914	–	1,181	102	3	100	–	–	–	221	–	18	120	–
1913	–	1,128	88	12	96	–	–	–	200	–	14	121	–
1912	–	1,326	92	23	82	–	–	–	170	–	11	121	–
1911	–	1,001	87	–	83	–	–	–	150	–	10	121	–
1910	–	949	85	–	74	–	–	–	115	–	9	110	–
1909	–	960	93	–	76	–	–	–	104	–	6	111	–
1908	–	799	72	–	61	–	–	–	108	–	–	114	–
1907	–	576	71	–	57	–	–	–	73	–	–	109	–
1906	–	548	72	–	47	–	–	–	57	–	–	110	–
1905	–	652	74	–	33	–	–	–	62	–	–	105	–
1904	–	646	58	–	33	–	–	–	59	–	–	98	–
1903	–	702	54	–	26	–	–	–	54	–	–	90	–
1902	–	713	48	–	21	–	–	–	54	–	–	80	–
1901	–	770	44	–	18	–	–	–	53	–	–	74	–
1900	–	471	42	–	14	–	–	–	51	–	–	–	–

Séries Y211-259. Emploi dans l'administration fédérale, selon le ministère, le département et le service, 1900 à 1977 (suite)

Année ¹	Forêts	Gouverneur général et lieutenants-gouverneurs	Affaires indiennes	Affaires indiennes et du Nord canadien	Industrie et Commerce	Assurances	Intérieur	Justice	Travail	Législation	Main-d'oeuvre et Immigration	Défense nationale	Office national du film
	224	225	226	227	228	229	230	231	232	233	234	235	236
<i>Fonctionnaires de l'administration fédérale – Statistique Canada</i>													
1977	–	89	–	11,912	2,876	186	–	1,822	814	3,030	14,193	41,767	891
1976	–	88	–	11,029	2,840	185	–	1,755	823	3,155	14,005	38,653	842
1975 ²	–	78	–	10,610	2,834	183	–	1,678	1,518	2,850	13,248	37,290	842
1974	–	82	–	11,269	2,630	161	–	1,474	1,395	2,624	13,274	40,862	866
1973 ²	–	50	–	11,916	2,529	154	–	884	781	2,253	11,337	38,390	1,030
1972	–	97	–	10,290	2,286	153	–	770	778	1,894	10,048	42,484	969
1971	–	41	–	8,734	2,749	152	–	594	703	1,565	9,282	37,757	961
1970	–	34	–	8,779	2,588	133	–	488	849	1,454	9,046	39,027	1,120
1969 ²	2,094	59	–	6,975	2,539	124	–	426	751	1,379	8,534	39,308	1,086
1968 ²	1,848	57	–	6,138	–	122	–	372	654	1,356	8,811	44,353	1,060
1967 ²	1,715	60	–	6,826	–	116	–	328	670	1,318	7,624	42,791	983
1966 ²	1,255	29	–	–	–	104	–	4,206	859	1,260	–	44,049	908
1965 ²	1,194	19	–	–	–	103	–	3,452	710	1,074	–	44,462	867
1964 ²	1,175	17	–	–	–	100	–	3,395	663	1,016	–	47,690	785
1963	1,055	16	–	–	–	99	–	3,224	610	518	–	48,590	740
1962	1,146	16	–	–	–	102	–	2,880	637	961	–	52,139	777
1961	7	17	–	–	–	95	–	2,840	602	944	–	52,813	743
1960	–	15	–	–	–	91	–	2,527	598	955	–	52,117	761
1959	–	13	–	–	–	94	–	2,366	625	925	–	54,267	756
1958	–	13	–	–	–	89	–	2,183	625	521	–	55,223	732
1957 ³	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
1956	–	24	–	–	–	93	–	2,186	598	880	–	54,805	616
1955	–	24	–	–	–	92	–	2,286	602	873	–	53,909	591
1954	–	24	–	–	–	94	–	2,263	650	897	–	45,718	553
1953	–	28	–	–	–	94	–	2,148	633	877	–	42,820	558
1952	–	13	–	–	–	83	–	1,714	601	855	–	24,175	579
1951	–	10	–	–	–	82	–	1,713	635	857	–	17,757	565
1950	–	10	–	–	–	72	–	1,556	645	843	–	16,847	596
1949	–	10	–	–	–	63	–	1,434	620	822	–	16,904	547
1948	–	12	–	–	–	59	–	1,326	620	720	–	15,039	598
1947	–	11	–	–	–	54	–	1,239	835	711	–	18,670	–
1946	–	10	–	–	–	53	–	1,113	1,359	741	–	19,273	–
1945	–	10	–	–	–	49	–	1,032	2,720	616	–	28,137	–
1944	–	10	–	–	–	47	–	996	2,637	646	–	30,801	476
1943	–	10	–	–	–	47	–	975	644	696	–	31,047	377
1942	–	12	–	–	–	49	–	1,048	356	687	–	22,921	49
1941	–	13	–	–	–	53	–	1,086	355	716	–	1,079	–
1940	–	11	–	–	–	53	–	1,115	303	328	–	3,592	–
1939	–	14	–	–	–	53	–	1,091	244	688	–	1,424	–
1938	–	12	–	–	–	54	–	1,044	244	736	–	1,306	–
1937	–	12	–	–	–	49	–	1,016	238	690	–	1,336	–
1936	–	12	1,029	–	–	50	945	1,049	200	649	–	1,143	–
1935	–	11	1,072	–	–	49	947	1,093	176	727	–	1,096	–
1934	–	10	1,020	–	–	47	969	1,064	164	701	–	1,103	–
1933	–	10	1,056	–	–	45	1,010	1,091	170	627	–	1,256	–
1932	–	10	1,077	–	–	43	1,125	874	197	605	–	1,352	–
1931	–	10	1,074	–	–	42	2,037	819	143	750	–	1,358	–
1930	–	10	1,035	–	–	40	2,415	707	141	602	–	1,244	–
1929	–	10	988	–	–	40	2,323	679	137	652	–	1,206	–
1928	–	11	934	–	–	38	2,229	675	125	657	–	1,163	–
1927	–	12	929	–	–	36	2,132	647	109	645	–	1,123	–
1926	–	12	912	–	–	34	2,068	621	102	639	–	1,113	–
1925	–	12	896	–	–	35	2,048	614	99	632	–	1,088	–
1924	–	12	858	–	–	35	2,092	600	96	626	–	1,110	–
<i>Personnel de la Fonction publique au mois de janvier – Statistique Canada</i>													
1924	–	12	794	–	–	34	2,052	599	94	231	–	1,304	–
1923	–	13	784	–	–	35	2,153	592	123	228	–	1,538	–
1922	–	15	784	–	–	32	2,179	562	146	224	–	2,398	–
1921	–	13	775	–	–	31	2,008	499	139	218	–	2,685	–
1920	–	14	787	–	–	29	1,975	494	154	184	–	5,547	–
1919	–	13	788	–	–	27	1,904	454	238	136	–	7,392	–
1918	–	12	711	–	–	22	1,896	469	67	140	–	5,771	–
1917	–	11	847	–	–	21	1,861	504	45	227	–	4,143	–
1916	–	12	843	–	–	19	1,888	512	45	50	–	2,708	–
1915	–	12	803	–	–	18	1,765	504	44	52	–	1,747	–
1914	–	11	787	–	–	20	1,532	467	43	56	–	919	–
1913	–	11	731	–	–	18	1,386	443	35	54	–	841	–
1912	–	11	659	–	–	16	1,270	419	30	50	–	725	–
<i>Employés de la Fonction publique – Dossiers parlementaires</i>													
1915	–	–	90	–	–	25	976	540	44	–	–	128	–
1914	–	–	93	–	–	23	909	531	42	–	–	130	–
1913	–	–	78	–	–	19	806	507	33	–	–	125	–
1912	–	–	78	–	–	17	720	477	27	–	–	112	–
1911	–	–	78	–	–	17	701	414	24	–	–	103	–
1910	–	–	76	–	–	14	666	387	21	–	–	94	–
1909	–	–	72	–	–	12	663	387	17	–	–	96	–
1908	–	–	64	–	–	11	578	400	14	–	–	99	–
1907	–	–	63	–	–	10	468	385	13	–	–	44	–
1906	–	–	63	–	–	9	403	360	11	–	–	39	–
1905	–	–	56	–	–	9	360	347	11	–	–	39	–
1904	–	–	56	–	–	6	335	366	11	–	–	36	–
1903	–	–	56	–	–	6	274	341	11	–	–	34	–
1902	–	–	52	–	–	6	231	341	9	–	–	36	–
1901	–	–	52	–	–	8	206	338	10	–	–	32	–
1900	–	–	52	–	–	–	194	–	–	–	–	32	–

Séries Y211-259. Emploi dans l'administration fédérale, selon le ministère, le département et le service, 1900 à 1977 (suite)

Année ¹	Santé nationale et Bien-être social	Conseil national de recherches	Revenu national	Nord canadien et Ressources nationales	Postes	Conseil privé	Archives publiques et bibliothèque nationale	Impres-sions et pa-peterie publiques	Com-mission de la Fonc-tion publi-que	Travaux publics	Expan-sion économique régionale	Gendar-merie royale du Canada	Sciences et Tech-nologie
	237	238	239	240	241	242	243	244	245	246	247	248	249
<i>Fonctionnaires de l'administration fédérale – Statistique Canada</i>													
1977	11,112	3,049	27,374	–	65,907	923	1,197	–	3,984	9,694	1,840	19,525	207
1976	11,361	2,957	27,625	–	60,718	820	1,186	–	3,805	9,094	1,934	18,815	188
1975 ²	10,358	3,402	27,012	–	55,591	796	1,130	–	2,886	9,031	1,813	17,926	191
1974	9,853	3,402	25,856	–	51,832	744	944	–	2,901	8,287	1,576	16,419	204
1973 ²	9,623	3,649	24,627	–	47,996	666	970	–	2,433	7,911	1,822	15,236	157
1972	8,765	3,473	21,322	–	46,102	745	885	–	1,790	8,308	1,856	14,667	–
1971	8,495	3,428	19,848	–	43,891	616	639	–	1,391	8,169	1,652	13,600	–
1970	7,614	3,408	18,967	–	45,482	626	543	–	1,342	8,384	1,485	12,253	–
1969 ²	7,348	3,576	18,676	–	40,926	558	469	202	1,021	8,367	–	12,872	–
1968 ²	7,205	3,633	18,504	–	39,026	528	456	233	990	7,974	–	12,469	–
1967 ²	5,789	3,515	18,142	–	37,262	406	390	212	1,101	8,471	–	11,513	–
1966 ²	5,612	3,415	16,597	8,702	29,785	389	336	189	961	8,697	–	9,327	–
1965 ²	5,112	3,264	15,650	4,308	28,483	313	276	169	824	8,998	–	8,877	–
1964 ²	4,860	3,131	15,233	4,321	28,054	276	204	1,682	720	8,341	–	8,597	–
1963	4,861	3,128	14,421	4,350	27,411	273	183	1,717	680	8,215	–	8,491	–
1962	5,206	3,214	14,396	5,300	27,040	228	173	1,779	714	8,759	–	8,127	–
1961	4,834	3,086	14,220	5,923	26,322	196	155	1,873	678	8,517	–	7,804	–
1960	4,569	2,992	15,367	3,618	25,706	165	143	1,775	656	8,352	–	7,479	–
1959	4,567	2,905	14,967	5,164	24,739	135	141	1,776	647	8,494	–	7,281	–
1958	4,422	2,809	15,258	4,659	24,245	113	134	1,674	639	8,077	–	6,915	–
1957 ³	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
1956	4,077	2,577	14,657	2,548	21,827	91	99	1,453	585	7,718	–	6,232	–
1955	3,926	2,517	14,707	2,733	21,320	107	83	1,390	595	7,870	–	6,236	–
1954	3,737	2,415	14,058	2,335	19,789	103	78	1,295	570	7,797	–	6,112	–
1953	3,727	2,268	13,439	2,402	19,298	106	79	1,199	578	7,595	–	5,969	–
1952	3,239	2,052	12,540	1,671	19,510	90	67	1,132	544	7,183	–	828	–
1951	2,954	1,898	13,205	1,689	19,478	85	65	1,041	536	7,231	–	622	–
1950	2,801	1,701	16,715	1,570	19,096	87	61	991	580	6,954	–	568	–
1949	2,585	1,531	17,480	–	18,049	72	55	856	572	6,547	–	490	–
1948	2,346	1,550	16,030	–	17,105	68	54	786	532	6,574	–	463	–
1947	2,517	2,246	12,423	–	16,499	43	57	783	618	6,341	–	422	–
1946	1,830	1,379	11,771	–	15,256	43	52	771	684	6,184	–	459	–
1945	1,302	1,385	10,706	–	13,770	44	50	794	560	5,845	–	499	–
1944	4,998	1,232	9,285	–	13,105	51	50	824	591	5,694	–	425	–
1943	4,038	1,135	7,949	–	12,622	32	51	817	568	5,378	–	389	–
1942	3,371	792	6,657	–	12,809	23	53	766	453	4,858	–	323	–
1941	2,980	585	5,904	–	13,160	24	55	709	364	4,538	–	251	–
1940	2,578	310	5,700	–	12,857	23	69	665	277	4,250	–	127	–
1939	2,335	226	5,706	–	12,518	19	67	652	235	4,124	–	86	–
1938	2,288	185	5,784	–	12,122	18	74	635	230	4,027	–	100	–
1937	2,354	171	5,521	–	11,649	18	69	622	195	3,860	–	108	–
1936	2,290	144	5,454	–	10,847	17	77	617	147	3,682	–	114	–
1935	2,264	129	5,374	–	10,780	17	77	627	133	3,620	–	126	–
1934	2,266	126	5,360	–	10,842	19	76	601	124	3,594	–	161	–
1933	2,711	–	5,654	–	11,140	18	80	692	137	3,794	–	200	–
1932	2,750	–	6,260	–	11,676	18	81	709	155	3,950	–	88	–
1931	2,848	–	6,309	–	11,961	18	83	721	176	4,050	–	78	–
1930	2,518	–	6,131	–	11,739	20	83	715	173	4,030	–	70	–
1929	2,332	–	5,935	–	11,515	20	83	714	157	4,003	–	58	–
1928	2,289	–	5,771	–	10,871	21	83	696	144	3,933	–	48	–
1927	2,261	–	5,252	–	10,455	21	78	690	143	3,836	–	47	–
1926	2,452	–	5,137	–	10,240	21	79	689	138	3,897	–	47	–
1925	2,723	–	5,037	–	10,254	21	76	686	146	3,160	–	41	–
1924	3,156	–	5,101	–	10,259	20	84	715	155	3,326	–	40	–
<i>Personnel de la Fonction publique au mois de janvier – Statistique Canada</i>													
1924	3,408	–	5,136	–	10,213	19	81	688	172	3,004	–	41	–
1923	4,130	–	5,241	–	10,068	20	81	663	176	2,970	–	36	–
1922	5,194	–	5,308	–	10,007	18	79	729	219	3,020	–	35	–
1921	6,573	–	5,269	–	9,950	21	80	702	217	3,030	–	21	–
1920	9,466	–	4,719	–	9,740	25	80	1,142	118	3,103	–	15	–
1919	3,876	–	4,376	–	10,002	27	76	1,192	52	3,015	–	12	–
1918	3,852	–	4,525	–	9,084	29	78	1,260	13	2,189	–	10	–
1917	648	–	4,294	–	8,729	26	76	1,165	12	2,085	–	10	–
1916	47	–	4,225	–	8,057	27	76	1,150	14	2,007	–	10	–
1915	–	–	4,144	–	7,849	25	74	1,106	13	1,911	–	12	–
1914	–	–	4,037	–	7,171	21	62	989	14	1,708	–	12	–
1913	–	–	3,651	–	5,919	27	59	915	11	1,554	–	11	–
1912	–	–	3,214	–	5,082	20	–	862	11	1,481	–	11	–
<i>Employés de la Fonction publique – Dossiers parlementaires</i>													
1915	–	–	4,274	–	694	30	–	42	16	326	–	11	–
1914	–	–	4,194	–	727	28	–	42	16	285	–	12	–
1913	–	–	3,884	–	638	22	–	48	16	251	–	10	–
1912	–	–	3,464	–	596	28	–	54	14	234	–	11	–
1911	–	–	3,051	–	504	24	–	58	13	232	–	11	–
1910	–	–	2,923	–	497	23	–	70	10	233	–	10	–
1909	–	–	2,827	–	475	29	–	70	9	208	–	7	–
1908	–	–	2,749	–	370	37	–	34	5	203	–	10	–
1907	–	–	2,560	–	347	30	–	30	–	178	–	10	–
1906	–	–	2,454	–	329	31	–	33	–	155	–	9	–
1905	–	–	2,382	–	310	30	–	32	–	146	–	9	–
1904	–	–	2,314	–	326	32	–	30	–	159	–	8	–
1903	–	–	2,214	–	283	30	–	27	–	137	–	6	–
1902	–	–	2,130	–	271	33	–	27	–	132	–	6	–
1901	–	–	2,140	–	246	31	–	27	–	108	–	6	–
1900	–	–	2,087	–	246	30	–	26	–	–	–	6	–

Séries Y211-259. Emploi dans l'administration fédérale, selon le ministère, le département et le service, 1900 à 1977 (fin)

Année ¹	Secrétariat d'État	Solliciteur général	Statistique Canada	Approvisionnement et Services	Commerce	Transports	Conseil du Trésor	Commission d'assurance-chômage	Affaires urbaines	Affaires des anciens combattants
	250	251	252	253	254	255	256	257	258	259
<i>Fonctionnaires de l'administration fédérale – Statistique Canada</i>										
1977	4,493	10,132	5,687	10,627	–	22,064	924	10,877	193	8,178
1976	4,550	9,333	5,365	10,402	–	21,086	820	10,891	304	8,198
1975 ²	4,399	8,172	5,746	10,135	–	20,306	764	10,251	295	8,132
1974	3,075	7,405	5,092	9,714	–	19,071	656	11,030	223	9,916
1973 ²	3,252	6,440	5,750	9,993	–	17,400	629	12,517	183	10,588
1972	2,437	5,524	5,119	9,569	–	17,416	557	9,740	77	10,971
1971	1,986	5,149	5,357	9,007	–	18,696	504	7,153	–	10,973
1970	1,570	4,832	4,886	9,268	–	17,556	435	5,361	–	11,118
1969 ²	1,260	4,625	3,790	–	–	16,645	467	5,218	–	11,277
1968 ²	1,086	4,478	3,971	–	3,359	17,062	432	5,584	–	11,876
1967 ²	1,699	4,228	2,860	–	2,860	16,426	211	5,931	–	12,010
1966 ²	1,221	–	–	–	5,191	15,471	–	5,883	–	13,353
1965 ²	985	–	–	–	4,585	14,832	–	10,249	–	12,884
1964 ²	748	–	–	–	3,973	14,617	–	10,657	–	12,984
1963	738	–	–	–	3,852	14,189	–	10,078	–	13,090
1962	745	–	–	–	3,791	14,622	–	10,737	–	13,436
1961	736	–	–	–	4,492	14,033	–	10,831	–	13,503
1960	731	–	–	–	4,262	12,939	–	10,343	–	13,326
1959	712	–	–	–	4,194	13,387	–	10,106	–	13,548
1958	671	–	–	–	4,014	13,607	–	10,058	–	13,516
1957 ³	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
1956	592	–	–	–	3,665	12,166	–	8,754	–	12,905
1955	628	–	–	–	3,685	11,482	–	8,766	–	13,483
1954	608	–	–	–	3,699	12,298	–	8,881	–	13,986
1953	594	–	–	–	3,924	11,546	–	8,330	–	14,218
1952	579	–	–	–	3,686	9,073	–	6,885	–	13,822
1951	588	–	–	–	3,720	9,301	–	7,051	–	14,155
1950	608	–	–	–	3,748	9,682	–	7,148	–	15,082
1949	557	–	–	–	3,401	8,721	–	6,957	–	15,479
1948	528	–	–	–	3,500	8,000	–	7,140	–	16,851
1947	470	–	–	–	3,318	7,536	–	8,493	–	21,098
1946	457	–	–	–	2,907	7,432	–	8,477	–	14,241
1945	387	–	–	–	2,620	6,797	–	6,392	–	7,364
1944	361	–	–	–	2,657	6,833	–	5,728	–	339
1943	365	–	–	–	2,755	6,363	–	4,097	–	253
1942	426	–	–	–	3,302	5,705	–	1,360	–	255
1941	434	–	–	–	1,839	5,604	–	–	–	258
1940	421	–	–	–	1,801	5,414	–	–	–	265
1939	346	–	–	–	1,794	5,710	–	–	–	303
1938	324	–	–	–	1,607	4,816	–	–	–	307
1937	312	–	–	–	1,867	4,549	–	–	–	325
1936	294	–	–	–	1,685	4,662	–	–	–	335
1935	208	–	–	–	1,682	4,678	–	–	–	336
1934	196	–	–	–	1,756	4,526	–	–	–	343
1933	212	–	–	–	2,065	4,919	–	–	–	370
1932	214	–	–	–	2,632	4,970	–	–	–	369
1931	220	–	–	–	1,870	5,683	–	–	–	504
1930	216	–	–	–	1,675	5,458	–	–	–	528
1929	206	–	–	–	1,497	5,682	–	–	–	538
1928	197	–	–	–	1,363	5,611	–	–	–	546
1927	188	–	–	–	1,341	5,473	–	–	–	496
1926	188	–	–	–	1,112	5,516	–	–	–	489
1925	182	–	–	–	1,037	6,018	–	–	–	514
1924	195	–	–	–	1,236	5,956	–	–	–	609
<i>Personnel de la Fonction publique au mois de janvier – Statistique Canada</i>										
1924	236	–	–	–	1,403	4,327	–	–	–	618
1923	246	–	–	–	1,426	4,364	–	–	–	692
1922	247	–	–	–	1,487	4,449	–	–	–	770
1921	221	–	–	–	1,068	4,239	–	–	–	1,136
1920	177	–	–	–	1,021	4,157	–	–	–	1,175
1919	82	–	–	–	931	3,997	–	–	–	68
1918	77	–	–	–	695	4,106	–	–	–	2
1917	75	–	–	–	694	4,351	–	–	–	–
1916	68	–	–	–	499	4,549	–	–	–	–
1915	51	–	–	–	463	5,169	–	–	–	–
1914	52	–	–	–	437	4,784	–	–	–	–
1913	45	–	–	–	463	4,605	–	–	–	–
1912	38	–	–	–	293	4,235	–	–	–	–
<i>Employés de la Fonction publique – Dossiers parlementaires</i>										
1915	55	–	–	–	249	341	–	–	–	–
1914	51	–	–	–	292	347	–	–	–	–
1913	47	–	–	–	338	334	–	–	–	–
1912	39	–	–	–	418	320	–	–	–	–
1911	34	–	–	–	147	301	–	–	–	–
1910	35	–	–	–	145	311	–	–	–	–
1909	34	–	–	–	121	251	–	–	–	–
1908	34	–	–	–	104	164	–	–	–	–
1907	34	–	–	–	101	153	–	–	–	–
1906	32	–	–	–	90	136	–	–	–	–
1905	30	–	–	–	71	135	–	–	–	–
1904	32	–	–	–	76	134	–	–	–	–
1903	32	–	–	–	66	119	–	–	–	–
1902	31	–	–	–	45	118	–	–	–	–
1901	31	–	–	–	17	119	–	–	–	–
1900	32	–	–	–	13	48	–	–	–	–

¹ Les chiffres portant sur les années 1924 à 1977 sont donnés pour le 31 mars.² On a omis les chiffres relatifs à certains organismes gouvernementaux qui étaient trop infimes pour être présentés séparément, mais on les a inclus dans tous les totaux. Ces chiffres sont les suivants pour les années indiquées: 1975, 34; 1973, 50; 1969, 26; 1968, 42; 1967, 38; 1966, 30; 1965, 31; 1964, 30.³ Aucune totalisation distincte n'est disponible.

Séries Y260-263. Représentation du gouvernement canadien à l'étranger, 1867 à 1977

Année	Nombre total d'endroits où le Canada est représenté	Endroit de la représentation	Année de présentation des lettres de créances	Titre du représentant au 30 juin 1978
	260	261	262	263
		Représentation diplomatique régulière		
1977, 31 décembre	145	Allemagne, République démocratique	1977	Ambassadeur ¹
		Arabie Saoudite	1973	Ambassadeur
		Bahamas	1972	Haut-commissaire ³
		Bahreïn	1974	Ambassadeur ¹
		Bangladesh	1972	Haut-commissaire
		Belize	1976	Commissaire ¹
		Bermudes	1976	Commissaire ¹
		Cap Vert (Îles du)	1976	Ambassadeur ¹
		Comores (Îles)	1977	Ambassadeur ¹
		Djibouti	1977	Ambassadeur ¹
		Émirats arabes unis	1974	Ambassadeur ¹
		Grenade	1974	Haut-commissaire ³
		Guinée-Bissau	1974	Ambassadeur ¹
		Hong Kong	1971	Commissaire
		Île Maurice	1970	Haut-commissaire ³
		Libéria	1971	Ambassadeur ¹
		Malawi	1973	Haut-commissaire ³
		Mongolie	1974	Ambassadeur
		Mozambique	1977	Ambassadeur ¹
		Oman	1974	Ambassadeur ¹
		Papouasie-Nouvelle-Guinée	1975	Haut-commissaire ³
		Philippines ²	1973	Ambassadeur
		Qatar	1974	Ambassadeur ¹
		Samoa occidentales	1975	Haut-commissaire ³
		Seychelles	1976	Haut-commissaire ³
		Suriname, République	1975	Ambassadeur ¹
		Tonga	1975	Haut-commissaire ³
		Viêt-nam ³ , République socialiste	1973	Ambassadeur ¹
		Yémen, République arabe	1975	Ambassadeur ¹
		Yémen, République démocratique et populaire	1976	Ambassadeur ¹
1970, 31 décembre	115	Afghanistan	1964	Ambassadeur ¹
		Algérie	1965	Ambassadeur
		Barbade	1966	Haut-commissaire
		Bénin, République populaire (anciennement Dahomey)	1962	Ambassadeur ¹
		Bolivie	1961	Ambassadeur ¹
		Botswana	1968	Haut-commissaire ³
		Bulgarie	1967	Ambassadeur ¹
		Burundi	1969	Ambassadeur ¹
		Cameroun	1962	Ambassadeur
		Chine ⁴ , République populaire	1970	Ambassadeur
		Chypre	1961	Haut-commissaire ³
		Congo, République populaire	1962	Ambassadeur ¹
		Corée	1964	Ambassadeur
		Costa Rica	1961	Ambassadeur
		Côte-d'Ivoire	1963	Ambassadeur
		El Salvador	1962	Ambassadeur ¹
		Empire centrafricain	1962	Ambassadeur ¹
		Équateur	1961	Ambassadeur ¹
		Éthiopie	1966	Ambassadeur
		Fidji	1970	Haut-commissaire ³
		Gabon	1962	Ambassadeur ¹
		Gambie	1967	Haut-commissaire ³
		Guatemala	1961	Ambassadeur
		Guinée	1962	Ambassadeur ¹
		Guyane	1966	Haut-commissaire
		Haute-Volta	1962	Ambassadeur ¹
		Honduras	1961	Ambassadeur ¹
		Hongrie	1965	Ambassadeur
		Irak	1961	Ambassadeur
		Jamaïque	1962	Haut-commissaire
		Jordanie	1965	Ambassadeur ¹
		Kenya	1965	Haut-commissaire
		Koweït	1964	Ambassadeur ¹
		Lesotho	1968	Haut-commissaire ³
1970, 31 décembre		République arabe libyenne,	1968	Ambassadeur ¹
		Madagascar, République démocratique	1967	Ambassadeur ¹
		Mali	1970	Ambassadeur ¹
		Malte	1965	Haut-commissaire ³
		Maroc	1962	Ambassadeur
		Mauritanie	1969	Ambassadeur ¹
		Népal	1965	Ambassadeur ¹
		Nicaragua	1961	Ambassadeur ¹
		Niger	1962	Ambassadeur ¹
		Ouganda	1962	Haut-commissaire ³
		Panama	1961	Ambassadeur ¹
		Paraguay	1962	Ambassadeur ¹
		Roumanie	1967	Ambassadeur
		Rwanda	1967	Ambassadeur ¹
		Saint-Siège	1970	Ambassadeur ¹
		Sénégal	1962	Ambassadeur
		Sierra Leone	1961	Haut-commissaire ³
		Singapour	1966	Haut-commissaire
		Somalie, République démocratique	1968	Ambassadeur ¹
		Souaziland	1969	Haut-commissaire ³
		Soudan	1961	Ambassadeur ¹
		République arabe syrienne ⁵	1965	Ambassadeur ¹
		Tanzanie, République-Unie	1964	Haut-commissaire
		Tchad	1962	Ambassadeur ¹
		Thaïlande	1962	Ambassadeur
		Togo	1962	Ambassadeur ¹
		Trinité-et-Tobago	1962	Haut-commissaire
		Tunisie	1961	Ambassadeur
		Zaire, République	1962	Ambassadeur
		Zambie	1966	Haut-commissaire
1960, 31 décembre	51	Autriche	1952	Ambassadeur
		Birmanie	1958	Ambassadeur ¹
		Colombie	1953	Ambassadeur
		Dominicaine, République	1954	Ambassadeur ¹
		Égypte ⁶ , République arabe	1954	Ambassadeur
		Espagne	1953	Ambassadeur
		Ghana	1957	Haut-commissaire
		Hali	1954	Ambassadeur
		Indonésie	1953	Ambassadeur
		Iran	1958	Ambassadeur
		Israël	1954	Ambassadeur
		Liban	1954	Ambassadeur
		Malaisie	1958	Haut-commissaire
		Nigéria	1960	Haut-commissaire
		Portugal	1952	Ambassadeur
		Sri Lanka (anciennement Ceylan)	1953	Haut-commissaire
		Uruguay	1952	Ambassadeur ¹
		Venezuela	1952	Ambassadeur
1950, 31 décembre	33	Allemagne, République fédérale	1950	Ambassadeur
		Argentine	1941	Ambassadeur
		Brésil	1941	Ambassadeur
		Chili	1942	Ambassadeur
		Cuba	1945	Ambassadeur
		Danemark	1946	Ambassadeur
		Finlande	1949	Ambassadeur
		Grèce	1943	Ambassadeur
		Islande	1949	Ambassadeur ¹
		Inde	1947	Haut-commissaire
		Italie	1947	Ambassadeur
		Luxembourg	1945	Ambassadeur ¹
		Mexique	1944	Ambassadeur
		Norvège	1943	Ambassadeur
		Pakistan	1950	Ambassadeur (anciennement Haut-commissaire)
1950, 31 décembre		Pérou	1944	Ambassadeur
		Pologne	1943	Ambassadeur
		Suède	1947	Ambassadeur
		Suisse	1947	Ambassadeur
		Tchécoslovaquie	1943	Ambassadeur
		Turquie	1947	Ambassadeur
		Union des Républiques Socialistes Soviétiques	1943	Ambassadeur
		Yougoslavie	1943	Ambassadeur
1940, 31 décembre	10	Afrique du Sud, République	1940	Ambassadeur (anciennement Haut-commissaire)
		Autriche	1939	Haut-commissaire
		Belgique	1939	Ambassadeur
		Irlande	1940	Ambassadeur
		Nouvelle-Zélande	1940	Haut-commissaire
		Pays-Bas	1939	Ambassadeur
1930, 31 décembre	4	États-Unis d'Amérique	1927	Ambassadeur
		France	1928	Ambassadeur
		Japon	1929	Ambassadeur
1920, 31 décembre	1	Grande-Bretagne	1880	Haut-commissaire
1977, 31 décembre	33	Consultats ⁴		
		Afrique du Sud, République, Le Cap	1975	Consul
		Allemagne, République fédérale, Stuttgart	1973	Consul
		Australie, Melbourne	1973	Consul général
		Sydney	1973	Consul général
		Brésil, Rio de Janeiro	1974	Consul
		États-Unis d'Amérique, Atlanta	1972	Consul général
		France, Strasbourg	1975	Consul général
		Grande-Bretagne, Belfast	1974	Consul
		Birmingham	1974	Consul
		Glasgow	1974	Consul
		Manchester	1974	Consul
		Monaco (Marseille)	1971	Consul général
1970, 31 décembre	21	République fédérale d'Allemagne, Düsseldorf	1961	Consul général
		États-Unis d'Amérique, Buffalo	1970	Consul
		Cleveland	1964	Consul
		Dallas	1967	Consul
		Minneapolis	1970	Consul
		Philadelphie	1961	Consul
		San Juan, Territoire de Porto Rico	1968	Consul
		France, Bordeaux	1965	Consul général
		Marseille	1965	Consul général
		Italie, Milan	1963	Consul général
		Saint-Marin (Rome)	1969	Consul
1960, 31 décembre	10	Allemagne, République fédérale, Hambourg	1956	Consul général
		États-Unis d'Amérique, Los Angeles	1953	Consul général
		Nouvelle-Orléans	1953	Consul général
		Seattle	1953	Consul général
1950, 31 décembre	6	Brésil, Sao Paulo	1947	Consul
		États-Unis d'Amérique, Boston	1948	Consul général
		Chicago	1947	Consul général
		Détroit	1948	Consul
		New York	1943	Consul général
		San Francisco	1948	Consul général
1977, 31 décembre	15	Missions spéciales		
		Genève, Négociations commerciales multilatérales	1975	Chef de délégation (Ambassadeur)
		Nairobi, Programme des Nations Unies pour l'environnement	1976	Représentant permanent
		Vienne, Conférence sur la réduction mutuelle des forces et des armements	1973	Chef de délégation (Ambassadeur)
		Washington, Organisation des États américains	1972	Observateur permanent (Ambassadeur)
1970, 31 décembre	11	Genève, Conférence du Comité du désarmement	1962	Représentant permanent (Ambassadeur)
		Vienne, Organisation des Nations Unies pour le Développement industriel	1969	Représentant permanent
1960, 31 décembre	9	Bruxelles, Communautés européennes (de l'énergie atomique, du charbon et de l'acier, Communauté économique européenne)	1958	Chef de mission
1950, 31 décembre	7	Vienne, Agence internationale de l'énergie atomique	1957	Représentant permanent
		Berlin, Mission militaire canadienne ⁷	1946	Chef de mission
		Bruxelles, Conseil de l'Atlantique Nord	1949	Représentant permanent (Ambassadeur)
		Genève, Nations Unies ⁸	1945	Représentant permanent (Ambassadeur)
		New York, Nations Unies ⁹	1945	Représentant permanent (Ambassadeur)
		Paris, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	1946	Délégué permanent (Ambassadeur)
		Paris, Organisation de coopération et de développement économiques	1950	Représentant permanent (Ambassadeur)
		Rome, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	1945	Représentant permanent

¹ Accréditation multiple, le représentant ne réside pas dans le pays.² Depuis 1947, un consul général résident représentait le Canada à Manille; il a été remplacé par un ambassadeur en 1973.³ Comprend les anciennes régions du Viêt-nam du Nord et du Viêt-nam du Sud.⁴ De 1942 à 1970, le Canada entretenait des relations diplomatiques avec la Chine nationaliste; depuis 1970, il en entretient avec la République démocratique de Chine.⁵ Le Canada entretenait des relations diplomatiques avec la République arabe unie depuis 1954; depuis 1965, il en entretient avec la République arabe d'Égypte et la République arabe syrienne.⁶ En plus des consulats et consulats généraux énumérés, le Canada est représenté par des «consuls honoraires» dans les endroits suivants: France, Saint-Pierre; Mexique, Acapulco et Guadalupe; Espagne, Malaga; et par un «consul général honoraire» en Islande, à Reykjavik.⁷ La Mission a été suspendue en 1970 et rétablie en 1973.⁸ La Mission permanente à Genève est accréditée auprès des Institutions spécialisées suivantes des Nations Unies: Organisation internationale du Travail, Union internationale des télécommunications, Organisation mondiale de la santé, Organisation météorologique mondiale et Organisation mondiale de la propriété intellectuelle.⁹ Le Canada est également membre des Institutions spécialisées suivantes des Nations Unies qui n'ont pas de délégués permanents: Intelligence inter-gouvernementale consultative de la navigation maritime, Londres; Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Washington; Association internationale pour le développement, Washington; Société financière internationale, Washington; Fonds monétaire international, Washington et Union postale universelle, Berne.

Séries Y264-266. Modifications réglementaires apportées à l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867 à 1975

Année de la modification	Référence	Titre	Sujet
	264	265	266
1975	23-24 Élisabeth II, ch. 53 (Can.)	Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1975	Représentation au Sénat
1965	14 Élisabeth II, ch. 4 (Can.)	Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1965	Retraite des sénateurs
1964	12-13 Élisabeth II, ch. 2 (R.-U.)	Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1964	Pension de vieillesse
1960	9 Élisabeth II, ch. 2 (R.-U.)	Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1960	Durée du mandat des juges
1952	1 Élisabeth II, ch. 15 (Can.)	Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1952	Représentation à la Chambre des communes
1951	14-15 Georges VI, ch. 32 (R.-U.)	Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1951	Compétence fédérale en matière de pensions de vieillesse
1949	13 Georges VI, ch. 81 (R.-U.)	Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1949	Modification de la Constitution
1949	12-13 Georges VI, ch. 22 (R.-U.)	Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1949	Entrée de Terre-Neuve dans la Confédération
1946	10 Georges VI, ch. 63 (R.-U.)	Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1946	Représentation à la Chambre des communes
1943	6-8 Georges VI, ch. 30 (R.-U.)	Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1943	Ajournement de l'ajustement de la représentation à la Chambre des communes
1940	3-4 Georges VI, ch. 36 (R.-U.)	Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1940	Transfert au gouvernement fédéral de la compétence en matière d'assurance-chômage
1931	22 Georges V, ch. 4 (R.-U.)	Statut de Westminster	Visant à rendre applicables certaines résolutions votées lors des conférences impériales de 1926 et 1930
1930	20-21 Georges V, ch. 26 (R.-U.)	Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1930	Transfert des ressources naturelles aux provinces des Prairies
1916	6-7 Georges V, ch. 19 (R.-U.)	Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1916	Prorogation de la durée du Parlement élu en 1911
1915	5-6 Georges V, ch. 45 (R.-U.)	Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1915	Représentation au Sénat et à la Chambre des communes
1907	7 Édouard VII, ch. 11 (R.-U.)	Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1907	Ententes financières fédérales-provinciales
1895	58 Victoria, 2 ^e session, ch.3 (R.-U.)	Acte concernant l'Orateur canadien (nomination d'un suppléant)	Visant à dissiper les doutes concernant le pouvoir du Parlement de nommer un suppléant à l'Orateur du Sénat
1889	52-53 Victoria, ch.28 (R.-U.)	The Canada (Ontario Boundary) Act, 1889	Détermination des limites de l'Ontario
1886	49-50 Victoria, ch.35 (R.-U.)	Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1886	Représentation des territoires à la Chambre des communes et au Sénat
1875	38-39 Victoria, ch. 38 (R.-U.)	Acte du Parlement du Canada, 1875	Visant à dissiper les doutes concernant les privilèges, etc. du Parlement et des députés
1871	34-35 Victoria, ch. 28 (R.-U.)	Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1871	Pouvoir du gouvernement fédéral de créer de nouvelles provinces à partir des territoires

Séries Y267-270. Provinces et territoires, date et mesures d'entrée dans la Confédération, et superficie actuelle, 1867 à 1976

Année	Province, territoire ou district	Date de la création ou de l'entrée	Mesure législative	Superficie actuelle (milles carrés)
	267	268	269	270
1949	Terre-Neuve	31 mars 1949	Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1949, 12-13 Georges VI, ch. 22 (R.-U.)	156,185
1920	Mackenzie ¹	1 ^{er} janvier 1920	Arrêté en conseil du 16 mars 1918	527,490 ¹
	Keewatin ¹			228,160 ¹
	Franklin ¹			549,253 ¹
1905	Alberta	1 ^{er} septembre 1905	Acte de l'Alberta, 1905, 4-5 Édouard VII, ch. 3 (Can.)	255,285
1905	Saskatchewan	1 ^{er} septembre 1905	Acte de la Saskatchewan, 1905, 4-5 Édouard VII, ch. 42 (Can.)	251,700
1898	Territoire du Yukon	13 juin 1898	Acte du Territoire du Yukon de 1898, 61 Victoria, ch. 6 (Can.)	207,076
1873	Île-du-Prince-Édouard	1 ^{er} juillet 1873	Arrêté en conseil impérial du 26 juin 1873	2,184
1871	Colombie-Britannique	20 juillet 1871	Arrêté en conseil impérial du 16 mai 1871	366,255
1870	Manitoba	15 juillet 1870	Acte du Manitoba de 1870, 33 Victoria, ch. 3 (Can.) et arrêté en conseil impérial du 23 juin 1870	251,000
1870	Territoires du Nord-Ouest ¹	15 juillet 1870	Acte de la Terre de Rupert de 1868, 31-32 Victoria, ch. 105 (R.-U.) et arrêté en conseil impérial du 23 juin 1870	1,304,903 ¹
1867	Ontario	1 ^{er} juillet 1867	Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867, 30-31 Victoria, ch.3 (R.-U.) et arrêté en conseil impérial du 22 mai 1867	412,582
	Québec			594,860
	Nouveau-Brunswick			28,354
	Nouvelle-Écosse			21,425

¹ Les districts de Mackenzie, Keewatin et Franklin sont des subdivisions de la superficie actuelle des Territoires du Nord-Ouest.

Séries Y271-281. Nombre de lois provinciales rejetées par le gouvernement fédéral, selon la province et la décennie, 1867 à 1976

Dé- cennie	Totaux	Terre- Neuve	Île-du- Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskat- chewan	Alberta	Colombie- Britan- nique
	271	272	273	274	275	276	277	278	279	280	281
1967-1976	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
1957-1966	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
1947-1956	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
1937-1946	11	–	–	–	–	–	–	–	–	11	–
1927-1936	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
1917-1926	6	–	–	3	–	–	–	–	–	1	2
1907-1916	8	–	–	–	–	1	2	1	3	–	1
1897-1906	22	–	–	–	–	–	–	2	–	–	20
1887-1896	13	–	–	–	–	2	–	10	–	–	1
1877-1886	32	–	–	1	1	1	5	9	–	–	15
1867-1876	20	–	–	5	–	2	3	6	–	–	4
Totaux	112	–	–	9	1	6	10	28	3	12	43

Séries Y282-292. Nombre de projets de loi provinciaux réservés par les lieutenants-gouverneurs, selon la province et la décennie, 1867 à 1976

Dé- cennie	Totaux	Terre- Neuve	Île-du- Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskat- chewan	Alberta	Colombie- Britan- nique
	282	283	284	285	286	287	288	289	290	291	292
1967-1976	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
1957-1966	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
1947-1956	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
1937-1946	3	–	–	–	–	–	–	–	–	3	–
1927-1936	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
1917-1926	2	–	–	–	–	–	–	–	–	–	2
1907-1916	2	–	–	–	–	–	–	–	–	–	2
1897-1906	5	–	1	–	1	1	–	–	–	–	2
1887-1896	12	–	2	–	3	4	–	3	–	–	–
1877-1886	8	–	3	1	–	1	–	2	–	–	1
1867-1876	37	–	4	2	7	1	2	16	–	–	5
Totaux	69	–	10	3	11	7	2	21	–	3	12

Séries Y293-295. Commissions royales fédérales, 1867 à 1976

(nombre)

Année de l'établissement	Commissions principales	Commissions secondaires	Total	Année de l'établissement	Commissions principales	Commissions secondaires	Total
	293	294	295		293	294	295
1976	2	—	2	1920	1	6	7
1975	2	—	2	1919	4	6	10
				1918	3	7	10
1973	1	—	1	1917	4	7	11
1970	—	1	1	1916	5	10	15
1969	1	—	1				
1967	1	1	2	1915	3	7	10
1966	1	4	5	1914	2	5	7
				1913	5	5	10
1965	1	3	4	1912	7	2	9
1964	2	4	6	1911	1	1	2
1963	1	1	2				
1962	1	1	2	1910	1	5	6
1961	3	—	3	1909	3	3	6
				1908	3	2	5
1960	3	1	4	1907	4	1	5
1959	2	2	4	1906	2	5	7
1958	1	1	2				
1957	4	—	4	1905	3	4	7
1956	—	—	—	1904	3	6	9
				1903	5	6	11
1955	3	—	3	1902	2	—	2
1954	3	3	6	1901	1	8	9
1953	—	1	1				
1952	—	1	1	1900	4	6	10
1951	1	3	4	1899	2	4	6
				1898	2	5	7
1950	—	4	4	1897	—	10	10
1949	1	—	1	1896	1	7	8
1948	2	1	3				
1947	—	2	2	1895	1	2	3
1946	3	—	3	1894	—	8	8
				1893	—	1	1
1945	2	4	6	1892	2	4	6
1944	3	2	5	1891	1	3	4
1943	2	1	3				
1942	1	2	3	1890	—	1	1
1941	—	1	1	1889	—	1	1
				1888	—	2	2
1940	—	2	2	1887	—	6	6
1939	—	2	2	1886	4	3	7
1938	2	2	4				
1937	1	2	3	1885	—	2	2
1936	6	1	7	1884	1	2	3
				1883	—	1	1
1935	2	4	6	1882	—	4	4
1934	3	4	7	1881	—	3	3
1933	2	2	4				
1932	2	7	9	1880	1	2	3
1931	3	2	5	1879	—	2	2
				1878	—	1	1
1930	1	8	9	1877	—	2	2
1929	1	1	2	1876	—	3	3
1928	2	4	6				
1927	3	4	7	1875	—	1	1
1926	3	2	5	1874	1	3	4
				1873	1	1	2
1925	—	2	2	1872	—	—	—
1924	1	1	2	1871	—	1	1
1923	3	5	8				
1922	2	—	2	1870	1	1	2
1921	1	3	4	1869	—	1	1
				1868	1	—	1
				1867	—	—	—

Série Y296. Sujets des principales commissions royales, 1867 à 1976

Année de l'établissement	Sujets	Année de l'établissement	Sujets
	296		296
1976	Bilinguisme dans les services de contrôle de la circulation aérienne du Québec. Gestion financière et imputabilité.	1925	–
1975	Mise en marché du boeuf. Groupements de sociétés.	1924	Affaires de la Home Bank of Canada.
1973	Enquête sur les aéroports.	1923	Tarifs de transport du grain sur les lacs. Exportation du bois de pulpe.
1969	Transport du courrier à Montréal.	1922	Pêcheries du Pacifique. Pensions et rétablissement.
1967	Statut de la femme au Canada.	1921	Commercialisation des céréales (aucun rapport).
1966	Sécurité.	1920	Uniformité du droit du travail.
1965	Ministère des Postes.	1919	Traitement des soldats sur le «Northland». Industrie du renne et du boeuf musqué dans l'Arctique. Relations entre le capital et le travail au Canada. Champs de course.
1963	Bilinguisme et biculturalisme.	1918	Conditions dans les districts de pilotage de Vancouver, Victoria, etc. Système de pilotage et son administration au port de Halifax etc.; Allégations concernant l'élection de Chambly-Verchères.
1962	Fiscalité.	1917	Industrie du papier journal. Exportation d'électricité. Profits des fabricants de conserves. Verdict du juge Gall contre Rogers.
1961	Services de santé. Loi sur l'assurance-chômage. Système bancaire et financier.	1916	Incendie des édifices du Parlement à Ottawa. Chemins de fer et transports au Canada. Coût des denrées alimentaires. Vente de munitions pour petites armes. Manutention et commercialisation des céréales.
1960	Industrie automobile. Organisation du gouvernement, publications.	1915	Achat de minutions et de matières premières. Production agricole. Contrats de guerre.
1959	Tarifs des marchandises et problèmes de transport. Charbon.	1914	Canal de la baie Géorgienne. Perte du vaisseau <i>Empress of Ireland</i> .
1958	Attribution des wagons.	1913	Amélioration des conditions pour la C.-B. Pénitenciers. Coût de la vie. Différends des charbonnages sur l'île Vancouver. Vente et cession des terres fédérales depuis 1896.
1957	Emploi de chauffeurs sur les locomotives diesel du CP. Situation financière de Terre-Neuve selon les conditions de l'Union. Énergie. Écarts de prix des denrées alimentaires.	1912	Construction du National Transcontinental Railway. Banque Farmers du Canada. Ressources naturelles des Dominions (Commission impériale). Pêche des coquillages dans les provinces Maritimes. État des dossiers des départements publics. Terres appartenant aux Indiens en Colombie-Britannique. Départements publics.
1956	–	1911	Service civil.
1955	Cabotage. Perspectives économiques du Canada. Radio et télévision.	1910	Enseignement technique et professionnel.
1954	Brevets, droits d'auteur, marques de commerce et dessin industriel. Droit pénal en matière de psychopatie sexuelle. Défense d'aliénation mentale en matière criminelle.	1909	Pêcheries du Manitoba et de la Saskatchewan. Élevage de porcs. Relations commerciales entre le Canada et les Antilles (Commission impériale).
1953	–	1908	Service civil. Pertes subies par les Chinois à Vancouver. Pêcheries d'aloses du Bassin des Mines.
1952	–	1907	Service civil. Pont de Québec. Pertes subies par les Japonais à Vancouver. Méthodes qui ont été employées pour induire les manoeuvres orientaux à venir au Canada.
1951	Projet d'aménagement de la rivière Saskatchewan Sud.	1906	Assurance-vie. Commerce des grains.
1950	–	1905	Pêcheries de la C.-B. Pêcheries de la baie Géorgienne. Emploi présumé d'aubains par le Père Marquette Railway Company of Canada.
1949	Avancement des arts, lettres et sciences au Canada.	1904	Pêche au saumon et au homard. Emploi présumé d'aubains pour le tracé du chemin de fer Grand-Tronc-Pacifique. Immigration des manoeuvres italiens à Montréal.
1948	Prix. Transports.	1903	Détournement de fonds au ministère de la Milice. Concessions d'or et autres au Yukon. Transports. Pêche au hareng et à la sardine. Différends industriels dans la province de la Colombie-Britannique.
1947	–	1902	Pêche au saumon en Colombie-Britannique. Commerce du tabac.
1946	Espionnage dans l'administration publique. Classifications administratives du service public. Loi des Indiens et administration des Indiens en général.	1901	Collusion présumée des manufacturiers et marchands de papier.
1945	Qualifications des vétérans. Loyauté des Japonais.	1900	Immigration chinoise et japonaise. Pertes des Territoires du Nord-Ouest durant la Rébellion-réclamations des éclaireurs (deux commissions). Fraude électorale.
1944	Charbon. Taxation des rentes viagères et des corporations de famille.	1899	Commerce des céréales au Manitoba. Conflits du travail dans les mines de la Colombie-Britannique.
1943	Condition des centres assignés aux Japonais en C.-B. Rémunération, mines de charbon de l'Ouest.	1898	Industrie de la pêche au homard. Accusations portées contre des fonctionnaires au Yukon.
1942	Envoi de troupes à Hong Kong.	1896	Question scolaire au Manitoba.
1941	–	1895	Exploitation patronale.
1940	–	1892	Trafic des liqueurs au Canada. Certaines accusations portées contre l'honorable Sir A.P. Caron.
1939	–	1891	Service civil du Canada.
1938	Contrat de la mitrailleuse Bren. Route de l'Alaska.	1886	Chemins de fer. Relations entre le capital et le travail au Canada. Pertes durant la Rébellion. Location des pouvoirs d'eau, canal Lachine.
1937	Relations fédérales-provinciales.	1884	Immigration chinoise.
1936	Industrie textile. Système pénal du Canada. Emploi au Canada. Charbon anthracite. Grain. Affaires indiennes.	1880	Service civil du Canada.
1935	Chômage des anciens combattants. <i>Canadian Performing Rights Society</i> .	1874	Prohibition.
1934	Ressources de l'Alberta. Écarts de prix et achats en quantités. Réclamations des provinces Maritimes.	1873	Accusations portées contre le CP.
1933	Système bancaire et régime monétaire au Canada. Ressources naturelles de la Saskatchewan.	1870	Amélioration de la navigation intérieure du Dominion du Canada.
1932	Activités de la <i>Canadian Performing Rights Society Ltd</i> . Ports du Canada.	1869	Empêchement de William McDougall dans le Nord-Ouest.
1931	Spéculation par option à la bourse des grains. Canal de Chignecto. Transports.	1868	Service civil du Canada.
1930	Compensation accordée aux provinces sur le revenu des ressources naturelles.		
1929	Services techniques et professionnels.		
1928	Transfert des ressources naturelles au Manitoba, Radiodiffusion.		
1927	Rétrocession des terres à la Colombie-Britannique. Accusations de partisannerie dans le Département du rétablissement civil des soldats. Pêcheries des provinces Maritimes.		
1926	Réclamations des provinces Maritimes. Douane et accise. Commissaires du port de Toronto.		

Séries Y302-387. Élections des gouvernements provinciaux, position des partis et importance de la législature, 1867 à 1977

<i>Terre-Neuve</i>						
Année des élections	Nombre de législatures	Date des élections	Libéral	Conservateur-progres-siste ⁵	Autre	Importance de la législature
	302	303	304	305	306	307
1975	9	16 septembre 1975	16	30	5	51
1972	8	24 mars 1972	9	33	–	42
1971	7	28 octobre 1971	20	21	1	42
1966	6	8 septembre 1966	38	4	–	42
1962	5	19 novembre 1962	34	7	1	42
1959	4	20 août 1959	31	3	2	36
1956	3	2 octobre 1956	32	4	–	36
1951	2	26 novembre 1951	24	4	–	28
1949	1	27 mai 1949	22	5	1	28

<i>Île-du-Prince-Édouard</i>						
Année des élections	Nombre de législatures	Date des élections	Libéral	Conservateur-progres-siste	Autre	Importance de la législature ²
	308	309	310	311	312	313
1974	28	29 avril 1974	26	6	–	32
1970	27	11 mai 1970	27	5 ¹	–	32
1966	26	30 mai et 11 juillet 1966	17	15	–	32
1962	25	10 décembre 1962	11	19	–	30
1959	24	1 ^{er} septembre 1959	8	22	–	30
1955	23	25 mai 1955	27	3	–	30
1951	22	26 avril 1951	24	6	–	30
1947	21	11 décembre 1947	24	6	–	30
1943	20	15 septembre 1943	20	10	–	30
1939	19	18 mai 1939	27	3	–	30
1935	18	23 juillet 1935	30	–	–	30
1931	17	6 août 1931	12	18	–	30
1927	16	25 juin 1927	24	6	–	30
1923	15	24 juillet 1923	5	25	–	30
1919	14	24 juillet 1919	25	4	1	30
1915	13	16 septembre 1915	13	16	1	30
1912	12	3 janvier 1912	2	27	1	30
1908	11	18 novembre 1908	16	14	–	30
1904	10	7 décembre 1904	22	8	–	30
1900	9	12 décembre 1900	21	9	–	30
1897	8	28 juillet 1897	20	10	–	30
1893	7	13 décembre 1893	23	7	–	30 ²
1890	6	30 janvier 1890	15	15	–	30
1886	5	30 juin 1886	11	19	–	30
1882	4	8 mai 1882	11	19	–	30
1879	3	2 avril 1879	3	25	2 ³	30
1876	2	17 août 1876	9	14	7 ³	30
1873	1	2 avril 1873	11	17	–	28

Séries Y302-387. Élections des gouvernements provinciaux, position des partis et importance de la législature, 1867 à 1977 (suite)

<i>Nouvelle-Écosse</i>							
Année des élections	Nombre de législatures	Date des élections	Libéral	Nouveau parti démocratique ⁴	Conservateur progressiste	Autre	Importance de la législature ⁶
	314	315	316	317	318	319	320
1974	28	2 avril 1974	31	3	12	–	46
1970	27	13 octobre 1970	23	2	21	–	46
1967	26	30 mai 1967	6	–	40	–	46
1963	25	8 octobre 1963	4	–	39	–	43
1960	24	7 juin 1960	15	1 ⁴	27	–	43
1956	23	30 octobre 1956	18	1	24	–	43
1953	22	26 mai 1953	22	2	13	–	37
1949	21	9 juin 1949	28	2	7	–	37
1945	20	23 octobre 1945	28	2	– ⁵	–	30
1941	19	28 octobre 1941	23	3	4	–	30
1937	18	29 juin 1937	25	–	5	–	30
1933	17	22 août 1933	22	–	8	–	30
1928	16	1 ^{er} octobre 1928	20	–	23	–	43
1925	15	25 juin 1925	3	–	40	–	43 ⁶
1920	14	27 juillet 1920	29	–	3	11	43
1916	13	20 juin 1916	30	–	13	–	43
1911	12	14 juin 1911	27	–	11	–	38
1906	11	20 juin 1906	32	–	5	1	38
1901	10	2 octobre 1901	36	–	2	–	38
1897	9	20 avril 1897	35	–	3	–	38
1894	8	15 mars 1894	25	–	13	–	38
1890	7	21 mai 1890	28	–	10	–	38
1886	6	15 juin 1886	29	–	8	1	38
1882	5	20 juin 1882	24	–	14	–	–
1878	4	17 septembre 1878	8	–	30	–	38
1874	3	17 décembre 1874	24	–	14	–	38
1871	2	16 mai 1871	25	–	13	–	38
1867	1	18 septembre 1867	36	–	2	–	38

<i>Nouveau-Brunswick</i>							
Année des élections	Nombre de législatures	Date des élections	Libéral	Conservateur progressiste ⁷	Autre	Importance de la législature ⁸	
	321	322	323	324	325	326	
1974	27	18 novembre 1974	25	33	–	58	
1970	26	26 octobre 1970	26	32	–	58	
1967	25	23 octobre 1967	32	26	–	58	
1963	24	22 avril 1963	32	20	–	52	
1960	23	27 juin 1960	31	21	–	52	
1956	22	18 juin 1956	15	37	–	52	
1952	21	22 septembre 1952	16	36	–	52	
1948	20	28 juin 1948	47	5	–	52	
1944	19	28 août 1944	36	12	–	48	
1939	18	20 novembre 1939	29	19 ⁷	–	48	
1935	17	27 juin 1935	43	5	–	48	
1930	16	19 juin 1930	17	31	–	48	
1925	15	10 août 1925	11	37	–	48	
1920	14	9 octobre 1920	28	13	7 ⁹	48	
1917	13	24 février 1917	27	21	–	48	
1912	12	20 juin 1912	2	44	2	48	
1908	11	3 mars 1908	10	31	5	46	
1903	10	28 février 1903	27	15	4	46	
1899	9	18 février 1899	41	5	–	46	
1895	8	16 octobre 1895	34	10	2	46	
1892	7	22 octobre 1892	27	13	1	41 ⁸	
1890	6	21 janvier 1890	7	34	–	41	
1886	5	26 avril 1886	18	19	4	41	
1882	4	15 juin 1882	20	15	6	41	
1878	3	juin 1878	24	13	4	41	
1874	2	juin 1874	35	4	2	41	
1870	1	juin-juillet 1870	25	16	–	41	

Séries Y302-387. Élections des gouvernements provinciaux, position des partis et importance de la législature, 1867 à 1977 (suite)

<i>Québec</i>											
Année des élections	Nombre de législatures	Date des élections	Conser-vateur	Crédit social	Libéral	Parti Québécois ¹⁰	Union Natio-nale ¹¹	Autre	Impor-tance de la légis-lature ¹²		
	327	328	329	330	331	332	333	334	335		
1976	31	15 novembre 1976	–	1	26	71	11	1	110		
1973	30	29 octobre 1973	–	2	102	6	–	–	110		
1970	29	29 avril 1970	–	12	72	7 ¹⁰	17	–	108		
1966	28	5 juin 1966	–	–	50	–	56	2	108 ¹²		
1962	27	15 novembre 1962	–	–	63	–	31	1	95		
1960	26	22 juin 1960	–	–	51	–	43	1	95		
1956	25	20 juin 1956	–	–	20	–	72	1	93		
1952	24	16 juillet 1952	–	–	23	–	68	1	92		
1948	23	28 juillet 1948	–	–	8	–	82	2	92		
1944	22	8 août 1944	–	–	37	–	48	6	91		
1939	21	25 octobre 1939	–	–	70	–	15	1	86		
1936	20	17 août 1936	–	–	14	–	76 ¹¹	–	90		
1935	19	25 novembre 1935	16	–	48	–	–	26	90		
1931	18	24 août 1931	11	–	79	–	–	–	90		
1927	17	16 mai 1927	9	–	75	–	–	1	85		
1923	16	5 février 1923	19	–	64	–	–	2	85		
1919	15	23 juin 1919	5	–	74	–	–	2	81		
1916	14	22 mai 1916	6	–	75	–	–	–	81		
1912	13	15 mai 1912	15	–	64	–	–	2	81		
1908	12	8 juin 1908	13	–	58	–	–	3	74		
1904	11	25 novembre 1904	6	–	68	–	–	–	74		
1900	10	7 décembre 1900	7	–	67	–	–	–	74		
1897	9	11 mai 1897	23	–	51	–	–	–	74		
1892	8	8 mars 1892	51	–	21	–	–	1	73		
1890	7	17 juin 1890	24	–	42	–	–	7	73		
1886	6	14 octobre 1886	28	–	31	–	–	6	65		
1881	5	2 décembre 1881	49	–	15	–	–	1	65		
1878	4	1 ^{er} mai 1878	33	–	30	–	–	2	65		
1875	3	7 juillet 1875	43	–	19	–	–	3	65		
1871	2	juin-juillet 1871	45	–	20	–	–	–	65		
1867	1	août-septembre 1867	50	–	14	–	–	1 ¹³	65		
<i>Ontario</i>											
Année des élections	Nombre de législatures	Date des élections	Tra-vail-liste et Libéral-tra-vail-leur	Travail-leur progres-siste (Communiste)	Libéral	Nouveau parti démocratique ¹⁴	Progres-siste	Conser-vateur-progres-siste ⁷	United Farmers of Ontario	Autre	Impor-tance de la légis-lature
	336	337	338	339	340	341	342	343	344	345	346
1977	31	9 juin 1977	–	–	34	33	–	58	–	–	125
1975	30	18 septembre 1975	–	–	36	38	–	51	–	–	125
1971	29	21 octobre 1971	–	–	20	19	–	78	–	–	117
1967	28	17 octobre 1967	–	–	28	20	–	69	–	–	117
1963	27	25 septembre 1963	–	–	24	7	–	77	–	–	108
1959	26	11 juin 1959	–	–	22	5 ¹⁴	–	71	–	–	98
1955	25	9 juin 1955	–	–	11	3	–	84	–	–	98
1951	24	22 novembre 1951	1	1	7	2	–	79	–	–	90
1948	23	7 juin 1948	1	2	13	21	–	53	–	–	90
1945	22	4 juin 1945	3	2	11	8	–	66	–	–	90
1943	21	4 août 1943	–	2	15	34	–	38 ⁷	–	1	90
1937	20	6 octobre 1937	–	–	63	–	–	23	1	3	90
1934	19	19 juin 1934	–	–	66	1	–	17	1	5	90
1929	18	30 octobre 1929	1	–	14	–	5	91	1	–	112
1926	17	1 ^{er} décembre 1926	1	–	17	–	13	74	3	4	112
1923	16	25 juin 1923	3	–	14	–	–	77	17	–	111
1919	15	20 octobre 1919	11	–	29	–	–	25	44	3	112
1914	14	29 juin 1914	1	–	25	–	–	84	–	1	111
1911	13	11 décembre 1911	1	–	21	–	–	83	–	–	105
1908	12	8 juin 1908	1	–	19	–	–	86	–	–	106
1905	11	25 janvier 1905	–	–	28	–	–	69	–	1	98
1902	10	29 mai 1902	–	–	51	–	–	46	–	–	97
1898	9	1 ^{er} mars 1898	–	–	49	–	–	43	–	1	93
1894	8	26 juin 1894	–	–	49	–	–	27	–	16 ¹⁵	92
1890	7	5 juin 1890	–	–	54	–	–	36	–	–	90
1886	6	28 décembre 1886	–	–	64	–	–	26	–	–	90
1883	5	27 février 1883	–	–	48	–	–	36	–	2	86
1879	4	5 juin 1879	–	–	58	–	–	29	–	1	88
1875	3	18 janvier 1875	–	–	51	–	–	33	–	4	88
1871	2	21 mars 1871	–	–	41 ¹⁶	–	–	32 ¹⁶	–	7	80
1867	1	août-septembre 1867	–	–	23 ¹⁶	–	–	56 ¹⁶	–	5	84

Séries Y302-387. Élections des gouvernements provinciaux, position des partis et importance de la législature, 1867 à 1977 (suite)

<i>Manitoba</i>													
Année des élections	Nombre de législatures	Date des élections	Tra- vail- liste	Travail- leur progres- siste (Commu- niste)	Libéral	Libéral et Libéral- progres- siste	Nouveau parti démocra- tique ¹⁴	Progres- siste	Conser- vateur- progres- siste ¹⁷	Crédit social	United Farmers	Autre	Impor- tance de la légis- lature ¹⁸
	347	348	349	350	351	352	353	354	355	356	357	358	359
1977	31	11 octobre 1977	–	–	1	–	23	–	33	–	–	–	57
1973	30	28 juin 1973	–	–	5	–	31	–	21	–	–	–	57
1969	29	25 juin 1969	–	–	4	–	28	–	22	1	–	2	57
1966	28	23 juin 1966	–	–	14	–	11	–	31	1	–	–	57
1962	27	14 décembre 1962	–	–	13	–	7	–	36	1	–	–	57
1959	26	14 mai 1959	–	–	–	1	10 ¹⁴	–	36	–	–	–	57
1958	25	16 juin 1958	–	–	–	19	11	–	26	–	–	1	57
1953	24	8 juin 1953	–	1	–	35	5	–	12	2	–	2	57
1949	23	10 novembre 1949	–	–	–	29	7	–	10	–	–	11	57
1945	22	15 octobre 1945	–	1	–	26	10	–	13	2	–	3	55
1941	21	22 avril 1941	–	–	–	25	3	–	14 ¹⁷	3	–	10	55
1936	20	27 juillet 1936	–	1	–	23	7	–	16	5	–	3	55
1932	19	16 juin 1932	5	–	–	–	–	38	10	–	–	2	55
1927	18	28 juin 1927	3	–	7	–	–	29	15	–	–	1	55
1922	17	18 juillet 1922	6	–	7	–	–	1	6	–	27	8	55
1920	16	29 juin 1920	11	–	21	–	–	–	7	–	12	4	55
1915	15	16 septembre 1915	–	–	40	–	–	–	5	–	–	4	49
1914	14	10 juillet 1914	–	–	21	–	–	–	28	–	–	–	49
1910	13	11 juin 1910	–	–	13	–	–	–	28	–	–	–	41
1907	12	7 mars 1907	–	–	13	–	–	–	28	–	–	–	41
1903	11	20 juillet 1903	–	–	9	–	–	–	31	–	–	–	40
1899	10	7 décembre 1899	–	–	14	–	–	–	26	–	–	–	40
1896	9	15 janvier 1896	–	–	32	–	–	–	5	–	–	3	40
1892	8	23 juillet 1892	–	–	25	–	–	–	14	–	–	1	40
1888	7	11 juillet 1888	–	–	28	–	–	–	5	–	–	5	38
1886	6	9 décembre 1886	–	–	13	–	–	–	19	–	–	3	35
1883	5	23 janvier 1883	–	–	7	–	–	–	22	–	–	2	31
1879	4	16 décembre 1879	–	–	4	–	–	–	18	–	–	2	24
1878	3	18 décembre 1878	–	–	4	–	–	–	13	–	–	7	24
1874	2	23 décembre 1874	–	–	4	–	–	–	8	–	–	12	24 ¹⁸
1870	1	27 décembre 1870	–	–	1	–	–	–	8	–	–	15	24

Séries Y302-387. Élections des gouvernements provinciaux, position des partis et importance de la législature, 1867 à 1977 (suite)

<i>Saskatchewan</i>										
Année des élections	Nombre de législatures	Date des élections	Libéral	Nouveau parti démocratique ¹⁸	Progressiste	Conservateur-progressiste ²⁰	Crédit social	Autre	Importance de la législature	
	360	361	362	363	364	365	366	367	368	
1975	18	11 juin 1975	15	39	–	7	–	–	61	
1971	17	23 juin 1971	15	45	–	–	–	–	60	
1967	16	11 octobre 1967	35	24 ¹⁹	–	–	–	–	59	
1964	15	22 avril 1964	33	25	–	1	–	–	59	
1960	14	8 juin 1960	17	38	–	–	–	–	55	
1956	13	20 juin 1956	14	36	–	–	3	–	53	
1952	12	11 juin 1952	11	42	–	–	–	–	53	
1948	11	24 juin 1948	19	31	–	–	–	2	52	
1944	10	15 juin 1944	5	47	–	– ²⁰	–	–	52 ²¹	
1938	9	8 juin 1938	38	10	–	–	2	2	52	
1934	8	19 juin 1934	50	5 ²²	–	–	–	–	55	
1929	7	6 juin 1929	28	–	5	24	–	6	63	
1925	6	2 juin 1925	50	–	6	3	–	4	63	
1921	5	9 juin 1921	45	–	6	2	–	10	63	
1917	4	26 juin 1917	51	–	–	7	–	1	59 ²¹	
1912	3	11 juillet 1912	46	–	–	8	–	–	54	
1908	2	14 août 1908	27	–	–	14 ²³	–	–	41	
1905	1	13 décembre 1905	16	–	–	9 ²³	–	–	25	

<i>Alberta</i>										
Année des élections	Nombre de législatures	Date des élections	Travailleuse	Libéral	Nouveau parti démocratique ¹⁴	Conservateur-progressiste ¹⁷	Crédit social	United Farmers of Alberta	Autre	Importance de la législature
	369	370	371	372	373	374	375	376	377	378
1975	18	26 mars 1975	–	–	1	69	4	–	1	75
1971	17	30 août 1971	–	–	1	49	24	–	1	75
1967	16	23 mai 1967	–	3	–	6	55	–	1	65
1963	15	17 juin 1963	–	2	–	–	60	–	1	63
1959	14	18 juin 1959	–	1	– ⁴	1	62	–	1	65
1955	13	29 juin 1955	–	15	2	3	37	–	4	61
1952	12	5 août 1952	–	4	2	2	52	–	1	61
1948	11	17 août 1948	–	3	2	–	50	–	2	57
1944	10	8 août 1944	–	–	2	– ¹⁷	51	–	4	57
1940	9	21 mars 1940	1	1	–	–	36	–	19	57
1935	8	22 août 1935	–	5	–	2	56	–	–	63
1930	7	19 juin 1930	4	11	–	5	–	39	4	63
1926	6	28 juin 1926	6	7	–	4	–	43	–	60
1921	5	18 juillet 1921	4	13	–	1	–	39	2	59
1917	4	7 juin 1917	1	33	–	19	–	1	4	58
1913	3	17 avril 1913	–	39	–	17	–	–	–	56
1909	2	22 mars 1909	–	36	–	2	–	–	3	41
1905	1	9 novembre 1905	–	23	–	2	–	–	–	25

Séries Y302-387. Élections des gouvernements provinciaux, position des partis et importance de la législature, 1867 à 1977 (fin)

Colombie-Britannique									
Année des élections	Nombre de législatives	Date des élections	Tra-vail-liste	Libéral	Nou-veau parti démocratique ¹⁴	Conser-vateur-progres-siste ⁷	Crédit social	Autre ²⁴	Impor-tance de la légis-lature
	379	380	381	382	383	384	385	386	387
1975	31	11 décembre 1975	–	1	18	1	35	–	55
1972	30	30 août 1972	–	5	38	2	10	–	55
1969	29	27 août 1969	–	5	12	–	38	–	55
1966	28	12 septembre 1966	–	6	16	–	33	–	55
1963	27	30 septembre 1963	–	5	14	–	33	–	52
1960	26	12 septembre 1960	–	4	16 ¹⁴	–	32	–	52
1956	25	19 septembre 1956	1	2	10	–	39	–	52
1953	24	9 juin 1953	1	4	14	1	28	–	48
1952	23	12 juin 1952	1	6	18	4	19	–	48
1949	22	15 juin 1949	2	39 ²⁵	7	– ²⁵	–	–	48
1945	21	25 octobre 1945	1	37 ²⁵	10	– ²⁵	–	–	48
1941	20	21 octobre 1941	1	21 ²⁶	14	12 ^{7,26}	–	–	48
1937	19	1 ^{er} juin 1937	1	31	7	8	–	1	48
1933	18	2 novembre 1933	1	34	7	–	–	5	47
1928	17	18 juillet 1928	1	12	–	35	–	–	48
1924	16	20 juin 1924	3	27	–	16	–	2	48
1920	15	1 ^{er} décembre 1920	–	26	–	14	–	7 ²⁴	47
1916	14	14 septembre 1916	–	37	–	9	–	1	47
1912	13	28 mars 1912	–	–	–	40	–	2	42
1909	12	25 novembre 1909	–	3	–	36	–	3	42
1907	11	2 février 1907	–	13	–	26	–	3	42
1903	10	3 octobre 1903	1	17	–	21	–	3	42
1900	9	9 juin 1900	–	–	–	–	–	–	38
1898	8	9 juillet 1898	–	–	–	–	–	–	38
1894	7	7 juillet 1894	–	–	–	–	–	–	33
1890	6	13 juin 1890	–	–	–	–	–	–	33
1886	5	7 juillet 1886	–	–	–	–	–	–	26
1882	4	24 juillet 1882	–	–	–	–	–	–	26
1878	3	22 mai 1878	–	–	–	–	–	–	26
1875	2	11 septembre 1875	–	–	–	–	–	–	25
1871	1	octobre-décembre 1871	–	–	–	–	–	–	25

¹ Le Parti conservateur est devenu le Parti Conservateur-progressiste en 1971.

² Le corps législatif se composait de deux chambres jusqu'en 1894. Avant cette date, la série n'indique que l'assemblée.

³ Comprend plusieurs députés dont l'affiliation est inconnue.

⁴ La Fédération du Commonwealth Coopératif est devenue le Nouveau parti démocratique en 1962.

⁵ Le Parti conservateur est devenu le Parti Conservateur-progressiste en 1946.

⁶ Le corps législatif se composait de deux chambres jusqu'en 1928. Avant cette date, la série n'indique que l'assemblée.

⁷ Le Parti conservateur est devenu le Parti Conservateur-progressiste en 1943.

⁸ Le corps législatif se composait de deux chambres jusqu'en 1893. Avant cette date, la série n'indique que l'assemblée.

⁹ *United Farmers* du Nouveau-Brunswick.

¹⁰ En 1968, le Rassemblement pour l'indépendance nationale et le Mouvement souveraineté association ont fusionné pour former le Parti Québécois.

¹¹ L'Union nationale a été créée en 1936 à partir d'éléments conservateurs et de l'Action libérale nationale.

¹² Le corps législatif se composait de deux chambres jusqu'en 1968. Avant cette date, la série n'indique que l'assemblée.

¹³ Une élection (Kamouraska) a été annulée; le siège est vacant depuis 1871.

¹⁴ La Fédération du Commonwealth Coopératif est devenue le Nouveau parti démocratique en 1961.

¹⁵ Comprend 14 *Patrons of Industry*.

¹⁶ Compte les unionistes comme conservateurs et les réformateurs comme libéraux.

¹⁷ Le Parti conservateur est devenu le Parti Conservateur-progressiste en 1944.

¹⁸ Le corps législatif se composait de deux chambres jusqu'en 1876. Avant cette date, la série n'indique que l'assemblée.

¹⁹ La Fédération du Commonwealth Coopératif est devenue le Nouveau parti démocratique en 1967.

²⁰ Le Parti conservateur est devenu le Parti Conservateur-progressiste en 1945.

²¹ Plus trois représentants des Forces armées.

²² *Farmer-Labour*.

²³ Appelé *Provincial Rights party*.

²⁴ Comprend le Parti socialiste avant 1924.

²⁵ Coalition des partis Libéral et Conservateur.

²⁶ Les libéraux et les conservateurs ont formé une coalition pour assumer les fonctions du gouvernement.